



maquette : Suzy Lornac

*numéro ISBN : 978-2-918721-10-9*

Majid Bâ

LA SARDINE  
DU CANNIBALE

Les éditions *Arcane* 17



*Nous devons nous battre pour le respect  
des libertés, de l'égalité et de la fraternité.  
Nous ne pouvons pas sacrifier ces valeurs  
que nous ont léguées nos ancêtres.*

**Barack Obama**  
*discours du 03/04/09 à Strasbourg*



## Préface

Majid, jeune professionnel sénégalais, que j'ai bien connu à Dakar dans sa jeunesse, vit, dans son pays, les contraintes de la majorité des citoyens de son âge : chômage endémique, impossibilité de fonder un foyer, incapacité à venir en aide à sa famille et surtout à sa mère. La solution ? Aller trouver un travail ailleurs et surtout là où il y en a, à savoir en Europe. Mais voilà, même si Majid peut exercer son droit à quitter son pays, tel que garanti dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 (art 13.2), ce droit n'est pas entièrement réalisable, car la liberté de circuler se heurte au droit souverain des États de refouler les migrants internationaux.

Alors, que faire, lorsqu'un droit de « nécessité », un droit de « détresse », un droit de « survie » se heurte à la loi souveraine ? On ruse, on contourne, ou on prend des risques mortels pour passer les barrières et on devient « sans-papiers ». « Sans-papiers » comme Magic, le double de Majid, comme si Majid souffrait d'un trouble dissociatif de l'identité, dans les pages qui nous décrivent de manière poignante, mais toujours digne, le quotidien du « sans-papiers ». Sans logement légal parce que « sans-papiers », sans travail légal parce que sans logement, sans compte bancaire parce que sans travail, etc., Magic vit dans les marges de la société française, enfermé dans la précarité du « au noir », qu'il s'agisse de travail, de logement, des papiers...

Dans les allers-retours entre Magic, le « sans-papiers » qui a tout perdu, jusqu'à son prénom, et Majid qui rêvait d'Europe et s'émerveille de Paris, de ses immeubles et avenues scintillantes, l'auteur nous fait vivre au quotidien la lutte contre la dépersonnalisation du sans-papiers. Les moments d'angoisse face à une administration tatillonne et vexatoire succédant à des coups de chance qui redonnent espoir. La solitude, les longues heures de travail, le salaire payé au lance-pierre, la faim, les paroles racistes scandent la vie de

Magic. Mais Majid existe. Il ne se décourage pas face aux annonces de dossiers perdus, les reconstitue patiemment à plusieurs reprises et se bat contre l'administration. Des rencontres fortuites avec Mc Solaar, Madame Élisabeth Diouf, l'épouse de l'ancien président du Sénégal, lui redonnent l'occasion de se réapproprier son identité, son histoire, bref sa dignité.

Mais je vous laisse découvrir toutes ces péripéties au quotidien dont il faudrait presque lire une chaque jour pour s'imprégner du parcours de combattant de ces milliers d'Africains, Arabes, Asiatiques qui font un travail indispensable au fonctionnement de l'économie française et qu'on force à vivre dans l'illégalité et la peur tout en les dépouillant de leur identité et en consommant en parfaite hypocrisie leur force de travail.

Pourtant il est clair que les migrations sont un élément essentiel de l'économie mondiale, aussi bien du point de vue des pays d'envoi que des pays d'accueil. Elles permettent une redistribution des richesses au niveau international. Et à travers le monde, beaucoup réclament un droit à la mobilité en essayant de franchir les frontières clandestinement. Ce qui génère un coût humain intolérable.

Pourtant, il y a eu de longues périodes dans l'histoire humaine où ceux qui partaient à la recherche d'une meilleure vie (vers les Amériques) pouvaient le faire pratiquement en toute liberté. Bien sûr, les temps et circonstances ont changé et les implications des migrations contemporaines doivent être gérées avec prudence. C'est cette gestion internationale, similaire à la gestion mondiale du commerce qui précisément fait défaut et qu'il faut s'activer à faire émerger afin de réduire les situations attentatoires à la dignité humaine que subissent ces centaines de milliers de Magic de par le monde. C'est un défi politique et moral majeur en ce début de XXIème siècle. Et c'est précisément le débat que j'avais lancé à l'UNESCO en 2004, qui a abouti à un livre que j'avais préfacé, intitulé *Migrations sans frontières*, qu'on peut lire en complément théorique au livre de Majid.

Pierre Sané  
ancien secrétaire général d'*Amnesty International*  
ancien sous-directeur général de l'UNESCO  
président de *Imagine Africa Institute*



## « Dem »<sup>1</sup>

« Un jour tu vas partir, loin et très loin d'ici. Dans ce pays, je ne vois que des Blancs autour de toi. Ton avenir, je le vois là-bas. Tu rencontreras deux femmes. La première va beaucoup t'aider et sera à l'origine de ta réussite. Par contre, la deuxième te causera d'énormes soucis. Tu te méfieras de cette dernière », me dit une voyante, Khady, que j'étais allé consulter. Elle lançait ses cauris et faisait des commentaires en fonction de la position de celles-ci. Je ne comprends rien. Je n'ai pas l'intention d'émigrer.

En 2002, je suis au Sénégal, à Dakar et cela fait déjà deux ans que je n'ai plus de travail. J'étais représentant d'une grande marque irlandaise de spiritueux, travail jugé indigne par ma famille. Je suis musulman et ma famille très pratiquante. Mon père (décédé en 1986) était un grand notable respecté par sa communauté qui lui vouait un grand respect.

Né en 1923 à Dogoun (village fondé par mon grand-père Mody Oury Timbi Bâ) dans la région de Gaoual en Guinée, d'une maman chérif (lignée du prophète Mohamed) et d'un père riche commerçant éleveur, il fait l'école coranique dès l'âge de six ans. À quinze ans, il était « hafiz », c'est-à-dire qu'il récitait le coran par cœur. Mon grand-père possédait le plus grand nombre de bœufs de toute la région. Il ne savait même pas le nombre de têtes qu'il avait. Il voyageait souvent

1. Partir en Woloff.

en Sierra-Leone, à pied derrière son troupeau pour aller les vendre. Ce voyage durait des mois, me racontait mon père. Mody Oury entretenait de très bonnes relations avec la famille maraboutique de Sagalé, notamment avec le Cheikh Chérif Abdallah Haidara, un grand soufi du Fouta Dialon.

Mon père allait régulièrement rendre visite au Cheikh à Sagalé. Il nous a raconté deux anecdotes qu'il avait vécues lors de ses visites. La première, c'est un monsieur, qui se rendait à Sagalé en voiture, qui se voit arrêter par un auto-stoppeur qui allait chez le Cheikh. Le monsieur refuse de le prendre. Il arrive chez le Cheikh et demande à être reçu. Il lui dit d'attendre. Des heures après, le piéton arrive et est reçu en premier. Le saint homme dit au monsieur venu en voiture d'entrer. Et là, en présence de mon père, il s'adresse au riche et dit : « Vous avez refusé de prendre ce pauvre piéton dans votre voiture alors que vous alliez tous les deux dans la même direction. Aujourd'hui, c'est à vous que Dieu a donné les moyens d'avoir une voiture, peut-être que demain ce sera au tour de ce pauvre d'en posséder. Ce n'est pas bien. Je vous recommande d'être humble et généreux la prochaine fois ».

La deuxième, mon père se rendait encore chez le Cheikh. Il arrive à une rivière. Il voulait se baigner. Mais il pense qu'il serait malade. Il ne s'est pas baigné finalement. Il continue son chemin. Arrivé à Sagalé, le Cheikh le reçoit et lui dit : « Vous ne vous êtes pas baigné de peur de tomber malade. Vous auriez pu simplement vous baigner car c'est à Dieu qu'appartiennent la maladie et la rivière. Ce n'est pas parce que vous ne vous êtes pas baigné que vous ne tomberez pas malade ». Mon père était étonné par cette révélation et ce pouvoir du Cheikh.

En 1989, j'ai vécu une histoire similaire à celle de mon père avec le fils du Cheikh, Chérif Abdoul Madjide Haïdara. Chaque vendredi, j'avais coutume d'aller à la mosquée pour prier. Je partais avec le chauffeur de mon oncle qui nous déposait. Un

jour, il refuse de m'attendre et s'en va. Décidé, je prends la route à pied pour retrouver mon homonyme à une distance de quatre kilomètres. Je marchais vite pour ne pas arriver en retard. Sur mon chemin, une belle voiture me dépasse. Trente mètres après, elle s'arrête. Arrivé à la hauteur du conducteur, une voix me demande où j'allais. Le monsieur m'invite à monter à bord sans rien me demander. Quand nous sommes arrivés, je l'ai présenté au saint homme qui a fait des prières pour lui et l'a remercié de sa gentillesse. Il était très ravi de cette rencontre avec le saint.

C'est quand même bizarre cette coïncidence. Je n'ai aucune explication à cela qui me dépasse.

Mamoudou Talibé connut une enfance difficile après la mort de sa mère. Il avait huit ans, lui laissant une sœur dont il lui a fallu s'occuper. Très tôt, par la force des choses, il n'a pas profité de son enfance et est passé directement à l'âge adulte.

En 1945, mon père immigre au Sénégal. À l'époque, il n'y avait pas de routes, pas de voitures. Il fallait emprunter des pistes. Il a marché durant des mois avec des caravaniers pour arriver à Kaolack où il s'est installé.

Tout de suite, il fait des petits boulots. Quelques années plus tard, il trouve un travail à l'hôpital de Kaolack. Très vite, il est apprécié par les médecins français. C'était encore la période de la colonisation. Toute l'administration était française et les médecins aussi. Petit à petit, ils ont formé mon père à faire des soins, des piqûres. Et comme il était intelligent, il a appris rapidement. Il sera par la suite assistant de manipulateur de radio, et enfin manipulateur radio à l'hôpital et infirmier. Il assistait aux opérations en bloc opératoire avec les chirurgiens français. Il circoncisait aussi. Mon père n'a pas été à l'école. Il a tout appris sur le tas.

Je l'aimais beaucoup. Il était pour moi, et pour nous tous d'ailleurs, un bon père. Il passait ses moments libres avec nous.

Il nous racontait des histoires et nous faisait beaucoup rire. Les week-ends, après le déjeuner, il nous offrait le thé et aimait qu'on l'entoure, allongé dans son hamac. Bleck notre chien et « ngary »<sup>2</sup>, le mouton qu'on élevait à la maison, étaient toujours là. Ils faisaient partie de la famille. Bleck avait réservé sa place du côté gauche du hamac et « ngary » à droite. De temps à autre, mon père les caressait affectueusement. C'était tellement beau à voir ces deux bêtes, avec leur regard plein de tendresse et d'amour, couchées autour de mon père. Bleck était trop beau et gentil. Ngary, tout blanc avec ses grandes cornes, était d'une beauté légendaire.

Chaque soir, dès qu'ils entendaient le bruit de la mobylette de mon père quand il rentrait du travail, ils se mettaient à courir pour l'accueillir. C'était une image émouvante. Aujourd'hui encore, ces images restent en moi. Je me souviens ce jour où Bleck avait mangé un morceau de viande empoisonné dans le quartier. Mon père avait tout fait pour le sauver. Il luttait contre la mort. Nous étions tous là autour de lui. Il nous regardait. Dans son regard, il nous disait qu'il se battrait et vaincrait la mort. Il souffrait terriblement, on le voyait. Mais il cherchait à nous le cacher. On le caressait tous et l'encourageait à tenir. On chuchotait : « Ne nous quitte pas, Bleck. Nous t'aimons profondément ». Nous étions tous en larmes. Ce soir-là, personne n'a dîné. Nous étions peinés par sa souffrance. Il a tenu deux jours. Le troisième jour, alors qu'il allait mieux, il disparaît tranquillement pour nous cacher sa mort. Depuis, nous n'avons plus voulu avoir un autre chien. Nous avons préféré le garder en mémoire. Bleck est irremplaçable.

Mon père disait souvent que nous étions sa mère, son père et sa sœur qu'il avait perdus très tôt. Il nous disait aussi qu'il ne se sentait plus orphelin. Il nous a tous mis à l'école et tenait à

2. Bélier en peul : souvent, dans les grandes familles africaines, on trouve cet animal dans les cours, qui n'est pas destiné à l'abattage. Il joue un rôle protecteur pour la famille et contre les mauvais sorts.

ce qu'on réussisse. Peut-être regrettait-il de ne pas avoir été à l'école. Il en comprenait l'importance. Quand nous avions de bonnes notes ou étions bien classés, il nous faisait des cadeaux pour nous motiver. Il était généreux, hospitalier, humain, disponible et serviable. Notre maison était toujours remplie de personnes malades venues de Guinée pour se soigner. Certains arrivaient avec d'énormes plaies, d'autres très affaiblis. Tous venaient parce qu'ils avaient entendu parler de mon père qui travaillait dans un hôpital. J'ai grandi dans cette ambiance. N'importe qui pouvait débarquer, être hébergé et nourri à la maison. Il ne les connaissait pas tous.

Par respect pour la mémoire de mon père et pour ne pas choquer ma famille, je ne venais jamais à la maison avec ma voiture aux couleurs de la marque. Je la laissais au parking de l'hôtel où je logeais pour prendre un taxi. J'avais accepté ce travail parce que je n'avais pas le choix. J'aurais aimé trouver autre chose plus en rapport avec les aspirations de ma famille, plus valorisant et honorifique aussi. Mais j'ai pris le premier emploi qui m'a été proposé car j'en avais réellement besoin. D'ailleurs, je ne gagnais pas mal ma vie.

En janvier 1999, du fait de la pression familiale, je quitte mon travail. Et en mars de la même année, j'effectue mon pèlerinage à La Mecque. Après mon retour, ce fut très difficile. Je me suis retrouvé au chômage. Je vivais de mes économies. J'ai bien eu quelques CDD par la suite : des contrats dans l'agro-alimentaire avec des sociétés, l'une belge (CO-Afric BVBA), l'autre néo-zélandaise (Wellborn), dont je devais lancer les produits dans la sous-région ouest-africaine. Mais rien qui me convienne vraiment. J'avais d'autres ambitions : être plus libre, avoir un bon travail, qui me plaise, bien payé et stable. Mais elles ne pouvaient se concrétiser dans mon pays.

Quand Abdoulaye Wade est élu président de la République en 2000, la jeunesse sénégalaise place beaucoup d'espoir dans

ses promesses de changement. Mais deux ans après, davantage de discours que de mesures concrètes.

Pendant deux ans, j'ai cherché du travail et ai envoyé mes CV dans plusieurs entreprises commerciales. Mes courriers restent sans suite. Les rares fois où je reçois des réponses, c'est pour me dire qu'il n'y a pas de travail pour moi. Le chômage des jeunes est énorme. Comme tant d'autres jeunes de ma génération, je suis tenté par l'aventure de l'Occident. Pourtant, je n'ai jamais pensé quitter mon pays avant, je m'y plaisais.

L'émigration comme seule perspective. Mon père avait émigré cinquante-huit ans plus tôt en quittant la Guinée, j'ai décidé moi aussi de quitter mon pays. Nous sommes des voyageurs. Nous sommes des hommes libres pour qui les frontières n'existent pas. Mon grand-père aussi avait quitté son village natal de Timbi Médina pour s'installer à Kinsi, dans une autre région de la Guinée (Gaoual).

En octobre 2002, je me décide. Une amie vivant au Danemark m'envoie l'invitation nécessaire pour toute démarche de demande de visa. Avec le visa Schengen, je peux partir dans n'importe quel pays européen. Très vite, je dépose, auprès du consulat du Danemark, mon passeport et les trente mille francs (45 euros) nécessaires pour l'obtention de mon visa.

Je commence déjà à rêver de l'Europe, pensant que j'y serai sous peu. Mon projet est de m'installer en Suisse (même si ce pays ne fait pas partie de l'espace Schengen) rejoindre ma petite sœur Aïcha qui vit à Locarno. Je voulais m'en rapprocher notamment pour rassurer ma maman qui s'inquiétait beaucoup pour elle.

Les démarches administratives ne s'arrêtent pas là. Il me faut un certificat d'hébergement, une réservation aller-retour auprès d'une compagnie aérienne, une attestation de travail et de congé. Le plus difficile à obtenir était l'attestation de travail et de congé. J'apprends que des chefs d'entreprises monnayent

ces documents contre cent à cent cinquante mille francs (150 à 230 euros).

Je n'ai pas eu besoin de recourir à cette méthode. En effet, des amis avaient créé un GIE (Groupement d'intérêt économique) en 1993, légalement constitué et immatriculé au registre du commerce. C'est un projet pour la revitalisation et l'exploitation des ressources animales du Sénégal. Les « bureaux » étaient dans la maison familiale. Ils utilisaient le téléphone de la maison comme moyen de communication avec les clients. À cette époque, l'État sénégalais soutenait ces initiatives qui permettaient aux jeunes Sénégalais de créer leurs PME (petites et moyennes entreprises). Ma mission y était de développer le marché en cherchant des clients.

Sans gros moyens financiers, nous avons fonctionné ainsi en achetant des bœufs et des moutons dans les marchés hebdomadaires. On les abattait et revendait la viande dans le quartier. Cela permettait à mes amis sans travail de nourrir leur famille. Nous savions que ça n'irait pas très loin faute de moyens. Nous n'avions aucune subvention de l'État. Cette structure nous permettait de nous occuper.

Mon invitation arrive le 2 septembre 2002. Je quitte alors Dakar où j'habite depuis douze ans pour mes études et mon travail pour Kaolack, ma ville natale, située à cent-quatre-vingt-douze kilomètres au centre. Je récupère les documents du GIE et me fais les attestations de travail et de congé. Le président du GIE est lui invité aux États-Unis pour une foire internationale agricole en Californie. Le vice-président qui n'est autre que son frère me signe les attestations. C'est ainsi que j'ai pu déposer ma demande de visa.

Deux mois plus tard, la secrétaire du consulat m'appelle. Mon visa Schengen est prêt. À Dakar, le Danemark n'a pas d'ambassade, mais uniquement un consulat et l'ambassade se trouve au Burkina. Mon visa a donc été fait au Burkina pour

revenir ensuite au Sénégal. Le 15 décembre 2002, j'ai mon visa. Je présente mon billet d'avion pour Copenhague, qui m'a coûté 1 100 euros pour récupérer mon passeport, avec escale à Paris, ce qui me permettra de voir ma famille quelques jours. Quel bonheur !

Je pars. Je rêve de l'Europe, de l'argent que je pourrais y gagner, des femmes que j'allais rencontrer, de vivre quelque chose de différent et de découvrir d'autres horizons... Je viens de perdre mon amour et mon cœur est à prendre. Peut-être la femme de ma vie est là-bas. Je détiens avec ce visa une denrée rare, les portes du paradis s'ouvrent à moi, j'ai peine à y croire. J'ai tellement peur de perdre mon passeport que je le confie à ma sœur, commerçante, qui le cache dans son petit coffre-fort. Le soir, je retrouve mes copains et nous faisons la fête. Ils m'envient tous. Dès le lendemain, je distribue mes affaires, je donne mes vêtements, mes appareils hi-fi, mes meubles...

Le 17 décembre, je pars retrouver ma maman en Gambie, pour l'informer de cette belle nouvelle et lui dire au revoir. Sur le chemin entre Dakar et Banjul, la joie m'envahit toujours et mon esprit est déjà en Europe, sur une autre planète. Le trajet me semble très court. À mon arrivée, ma maman m'accueille comme d'habitude avec joie. Et quand je lui apprends la nouvelle, sa joie se mêle à sa tristesse. Heureuse de voir son fils au chômage depuis deux ans retrouver enfin le chemin de la réussite. Triste parce qu'elle me voit partir loin et elle ne sait pas quand nous nous reverrons. Elle a beaucoup pleuré ce jour-là.

Le 4 janvier, au matin, comme le veut la tradition avant chaque voyage, je consulte un « marabout » avec ma maman. Pour que mon chemin soit serein et positif, j'accomplis les prières et sacrifices rituels. Ainsi, il nous conseille de donner à des pauvres sept noix de cola blanches, du lait et un poulet blanc. Le soir, ma maman me prépare un dernier grand repas que je partage avec mes frères, sœurs, nièces, tantes, cousines,



oncles... Cette nuit-là, je n'ai pratiquement pas dormi parce que ma maman veut partager ces derniers instants avec moi. Elle prie pour moi, me prodigue des conseils, me rappelle nos valeurs de partage, d'amour à son prochain, de courage, afin que je n'oublie pas d'où je viens. Nous sommes restés ainsi tous les deux, très complices, tard dans la nuit et avons dormi dans la même chambre.

Le lendemain matin, elle me raccompagne au ferry en pleurant. Je commence à avoir un peu peur, à être triste et à me poser plein de questions : qu'est-ce qui m'attend en Occident ? Vais-je réussir ? Vais-je satisfaire les vœux de ma maman ? Reverrai-je un jour ma famille ? Une séparation douloureuse. J'ai le cœur serré. Je ne veux pas le montrer, mais au fond de moi, mon cœur saigne. J'aime trop ma maman. Et je sais aussi que son amour pour moi est immense.

Au moment de se quitter, elle me prend dans ses bras, me serre fort contre elle. Nous pleurons sans retenue. Nous ne voulons pas nous séparer. Le ferry ne va pas tarder à quitter le quai. C'est la sonnerie qui nous sépare. Je pars en courant. Je me retourne trois fois. Elle est encore là. Je sais que je n'oublierai jamais cet instant.

Arrivé à Dakar, je libère mon appartement de la Gueule Tapée, à côté de Soumbédioune (port de pêche). Mon avion est prévu le 7 janvier à 23 h, par Air France. Je vais dormir chez ma sœur à Sacré Cœur. Le 7 janvier au matin, je prépare mon sac, qui contient deux jeans, un blouson, une paire de chaussures, des sous-vêtements et puis quelques photos de ma famille.

À 22 h, ma grande soeur Kadiatou que j'adore, avec qui je m'entends le mieux, et mon frère Moustapha, me conduisent à l'aéroport. Avant d'accéder au guichet d'enregistrement, nos visas sont contrôlés par des agents. J'ignore s'ils sont policiers en civil ou agents d'Air France. L'homme, un Sénégalais, me demande mon passeport.

– C'est un vrai visa ça, Monsieur ? Vous êtes sûr qu'il n'est pas faux ?

– Vous n'avez qu'à vérifier, Monsieur !

Sûr de mon visa, je snobe le mec en détournant mon regard.

– Comment avez-vous obtenu le visa ?

– Je suis désolé, je n'ai pas à répondre à cette question.

Je suis presque en colère. Gêné et voyant mon assurance, l'homme me remet mon passeport et me souhaite bon voyage. Après l'enregistrement de mes bagages, alors que j'attends dans le hall, à 23 h 05, une voix au micro annonce qu'en raison des intempéries qui sévissent en France l'avion ne décollera pas, les pistes de l'aéroport Charles-de-Gaulle sont gelées. Moi qui étais si pressé et impatient de partir, quelle déception ! J'ai aussi une petite appréhension : le gel, le froid, je ne connais pas et ça me fait un peu flipper. Je prends alors le minibus mis à notre disposition par la compagnie pour rejoindre l'hôtel Méridien-Président, réservé pour les passagers.

Finalement, je me dis que c'est une aubaine ! J'avais toujours rêvé de dormir dans cet hôtel. C'est le plus grand du Sénégal, il a été construit à l'occasion du premier sommet de l'OCI<sup>3</sup> et c'est le lieu de séjour des personnalités comme Bill Clinton et d'autres chefs d'État. J'y allais déjà, dans le cadre de mes activités commerciales, rencontrer le responsable des achats. L'annulation du vol est l'occasion pour moi d'y séjourner.

Arrivé dans ma chambre, je n'en reviens pas. Je suis impressionné par ce grand lit, les draps, les couvertures, le parfum qui s'en dégage, les tableaux, le minibar, la salle de bain en marbre, les savons, les serviettes... Oui, tout m'impressionne ! De ma fenêtre, je vois la mer. C'est une chambre grand luxe ! Je suis surpris par la quantité des services mais surtout par les prix : c'est extrêmement cher, presque cent fois plus que chez

3. Organisation pour la Conférence islamique.

les commerçants du quartier. Autant dire que je n'utiliserai pas le minibar !

Le dîner est payé par Air France. Je profite du room-service et commande une salade niçoise, un steak frites, un gâteau au chocolat. Un dîner français avant l'heure. Je suis tellement heureux que je donne même 20 euros de pourboire à la serveuse (je n'ai pas de monnaie et surtout que des devises). Cette somme représente beaucoup pour elle, de quoi nourrir toute une famille sénégalaise pendant deux jours. Dans l'euphorie, je ne compte plus. Je suis dans la peau d'une star, et j'en profite !

Le lendemain, 18 h, j'appelle ma sœur pour qu'elle vienne me chercher à l'hôtel pour me déposer à l'aéroport. Mais avant, je lui fais visiter ma chambre. Elle est époustouflée par ce luxe.



## « Dikk »<sup>4</sup>

**9 janvier 2003**

6 heures du matin, j'atterris à l'aéroport Charles-de-Gaulle. Quand les portes de l'avion s'ouvrent, première surprise, je me retrouve directement dans une sorte de tunnel, non pas sur le tarmac. Au bout de la passerelle, la police de l'immigration nous attend. Il y a deux rangées : l'une pour les ressortissants des pays Schengen, l'autre pour les étrangers extra communautaires. Aucun moyen d'y échapper.

Les Européens ne montrent que leur passeport et passent aussitôt. Nous, ils nous retirent nos documents pour vérifier nos visas. Certains se plaignent de cette différence de traitement. Moi, je suis confiant, sûr de mon visa légalement obtenu et j'attends calmement mon tour. Un des agents de la police d'immigration vient vers moi. Il me demande mon passeport et disparaît dans un bureau d'à côté pour vérifier mon visa.

À son retour, il me demande : « Vous allez où Monsieur ? »

Sans hésiter, je réponds : « Au 174, rue Robespierre à Bagnolet. » Je m'attendais à cette question et me suis préparé. Je suis content d'avoir « par-cœurisé »<sup>5</sup> l'adresse.

4. Arrivée.

5. Expression utilisée couramment au Sénégal pour dire : apprendre par cœur.

- Pour quelles raisons ?
- Voir ma famille.
- Pour combien de temps ?
- Une semaine ou deux, au maximum, et après je pars au Danemark, dis-je en soupirant.
- Bon séjour, Monsieur.
- Merci.

À la sortie, ma belle-sœur Saly m'attend. Elle m'a apporté un manteau. Il fait tellement froid. Mon premier contact avec l'extérieur est atroce. C'est le premier instant où je réalise que je suis dans un autre pays, un autre continent, avec un autre climat, loin de chez moi. Il fait -10 degrés. À mon départ de Dakar, le thermomètre indiquait 24 degrés... Ici, il y a de la neige partout. Je n'en avais jamais vu et j'ai vraiment très froid. Sur le moment, dans ma tête de Sahélien, je me demande comment des êtres humains font pour vivre avec de telles températures. Ce manteau m'a sauvé !

Nous rentrons en taxi pour rejoindre le 16ème arrondissement, rue Lalo. Elle habite une petite chambre de bonne, neuf mètres carrés, avec sa fille de trois ans. Dans la pièce, il y a un petit lavabo, un box pour la douche et une plaque pour cuisiner. Les toilettes sont collectives et se trouvent dans le couloir. Elle partage son petit lit avec sa fille et moi je dois dormir par terre sur un petit matelas que je sors de dessous le lit tous les soirs. C'est une vraie cellule de prison... En Afrique, je logeais mieux. J'avais un appartement que je payais cinquante euros par mois ; trente-cinq mètres carrés avec une douche et toilettes intérieures et un grand balcon. Je n'aurais jamais pensé qu'elle vivait dans une chambre pareille en France. Elle paie un loyer mensuel de 320 euros.

17 h, j'appelle ma maman pour l'assurer que je suis bien arrivé. Elle est soulagée. Après, nous nous baladons sur l'avenue Foch. Je trouve cette avenue magnifique, je suis impres-

sionné par sa largeur (j'apprendrai plus tard que c'est la plus large de tout Paris – cent mètres), et par ses jardins, ses immeubles, ses espaces verts, ses hôtels particuliers. Nous allons jusqu'à la Porte Maillot, près du Palais des Congrès. Au loin, elle me montre l'Arc de Triomphe. C'est superbe. Je suis ébloui. Je suis sous le charme de Paris. Les rues sont tellement propres, bien entretenues...

C'est seulement maintenant que je me rends compte que je suis effectivement à Paris, la plus belle ville du monde. Je n'y crois pas. Le rêve devient ma réalité.

Après cette belle découverte parisienne, nous rentrons à la maison, disons plutôt dans notre cellule. Pendant qu'elle nous cuisine des lasagnes – à ma demande, j'ai envie de manger français et de découvrir d'autres plats –, je lui raconte les nouvelles du pays. Je trouve ce plat un peu fade. Je mets plein de piments et de l'arôme pour relever le goût.

## **10 janvier**

Saly m'amène visiter d'autres édifices et endroits de Paris. Nous prenons le métro, ligne 2, à la station Porte Dauphine, non loin de notre cage. Je descends sous terre. Je flippe, je ne comprends rien. Je me demande bien comment il peut y avoir des moyens de transport souterrains. C'est évidemment la première fois que je prends le métro. Il y a du monde. Les gens marchent vite presque en courant. Tout le monde se presse. Comme s'ils fuyaient quelque chose. Une vraie course contre le temps.

Au guichet, ma belle-sœur m'achète une carte hebdomadaire et m'explique comment m'en servir. Nous partons aux Galeries Lafayette. Sur le trajet, je regarde les gens et lui dis dans ma langue maternelle, le poular, qu'ils ressemblent à des robots : visages fermés, écouteurs dans les oreilles pour les uns, livres à la main pour les autres, pas de bonjour, pas de merci pas d'au revoir. Personne ne communique avec son voisin. Chacun

dans son coin, ignorant complètement son vis-à-vis. Je me demande comment on peut vivre dans cette atmosphère et dans ces conditions asociales. Je me sens perdu dans cet environnement individualiste totalement à l'opposé de chez moi.

Les Galeries Lafayette, je n'avais jamais vu jusqu'ici un magasin aussi impressionnant. Toutes ces boutiques, ces marques de luxe ! Nous empruntons l'escalator, une première aussi pour moi.

Ensuite, direction la Tour Eiffel puis les Champs-Élysées : vraiment la plus belle avenue que j'aie jamais vue, avec ses magasins de luxe, ses cafés, ses restaurants de luxe, ses nombreux promeneurs dont la majorité sont des touristes. Je prends des photos, je les enverrai à ma mère. C'est une merveilleuse journée, j'en ai plein les yeux. Je continue à être sous le charme.

Le soir, nous parlons du fonctionnement des transports parisiens : des métros, des bus, RER... J'avoue que je trouve ça un peu compliqué. Je ne comprends pas ce qu'elle me dit. Je dois m'y mettre, je n'ai pas le choix. Elle travaille toute la journée. Je ne vais quand même pas rester coincé dans cette prison en attendant son retour le soir. Son meilleur conseil : toujours demander aux voyageurs si je me perds.

Je n'arrive pas à dormir. Je sens que je ne vais pas fermer l'œil de la nuit. Plein de questions dans ma tête. Je m'imagine seul dans ces « trous » perdus, ne sachant pas quoi faire ni où aller. J'angoisse beaucoup à l'idée d'être seul dans cette jungle.

## **12 janvier**

J'apprends aujourd'hui que le 16ème est l'arrondissement des bourgeois et des gens célèbres français. C'est drôle, je trouve. Moi, l'immigré africain, je fais mes premiers pas en Europe dans un quartier de riches. Le reste de ma famille habite Montreuil, ça n'est pas le même style. On se croirait presque au



bled ! Je me sens tellement mieux dans le 16ème ! La bourgeoisie, c'est fait pour moi ! Je n'ai pas vraiment envie de me retrouver dans un quartier comme Bagnolet ou Montreuil. Au Sénégal déjà, j'avais entendu parler de Montreuil. Certains disaient même que c'était une ville africaine en ironisant, tellement il y a d'Africains !

Je tombe vite amoureux de Paris. Je me dis que j'aimerais vraiment y rester. Tout d'abord, je parle français et cet avantage linguistique aidera à mon intégration, ce qui n'est pas le cas en Suisse ou au Danemark. Ensuite, il fait plus froid là-bas qu'en France et j'ai déjà bien du mal à supporter les températures !

Aujourd'hui, je décide de rester à Paris. J'ai encore 500 euros d'argent de poche. Je dois trouver un boulot. N'importe lequel. J'en parle à ma belle-sœur pendant le dîner. Je suis prêt à faire tout et n'importe quoi. Ramasser les crottes de chien s'il le faut ou faire des petits boulots. Ça la fait rire. Elle me dit que ça va être compliqué étant donné que je n'ai qu'un visa de deux mois et que je n'ai pas le droit de travailler. Optimiste que je suis, je lui réponds que je trouverai de quoi m'en sortir. En Afrique déjà, tout fonctionne par relations, et j'ai tellement vécu la galère du chômage là-bas, qu'ici j'ai l'impression que ça ne peut être que plus simple. D'ailleurs, elle reste en France malgré ses soucis, et pour rien au monde elle ne retournerait en Afrique. Son frigo est rempli de produits de « luxe », et elle me parle de misère. Chez nous, c'est un repas à base de riz par jour pour la majeure partie de la population. Ici, au petit déjeuner, lait, café, chocolat... Frigo plein. C'est du niveau d'un dignitaire sénégalais.

Ici, le minimum est perçu comme du luxe chez moi. Beaucoup de familles n'ont pas le privilège de prendre les trois repas par jour. Saly est peut être misérable, mais je trouve que ce n'est pas si mal que ça. Elle n'a pas faim, elle a un toit, petit certes, mais confortable.

## 15 janvier

À 13 h, alors que ma belle-sœur est partie travailler, je vais au café du coin, rue Pergolèse, à l'angle de la rue Lalo. Je tombe nez à nez avec MC Solaar ! Je le reconnais tout de suite parce que je l'ai vu à Dakar en concert. Il est au comptoir, habillé d'un jean, basket et d'un tee-shirt. Sa veste et son manteau sont posés sur un tabouret. Il est simple, naturel, pas vraiment comme à la télé. Je suis très content de le voir là et je m'approche de lui.

– Bonjour MC Solaar. Je m'appelle Majid, je suis Sénégalais.

– Enchanté. Je connais bien ton pays, le Sénégal, j'y ai passé une partie de mon enfance.

Je le savais, parce que j'avais lu quelques interviews de lui.

– J'aime bien ta musique.

Il me remercie. Nous parlons du rap sénégalais. Il connaît le groupe PBS (Positive black soul) que j'ai suivi au début de leur carrière en 1992. C'est d'ailleurs le premier groupe qui s'est imposé. Nous discutons quelques instants, je lui demande un autographe. Il retourne à son flipper.

À 16 h, je me rends à Montreuil, chez ma sœur Binta, qui vit en France depuis dix ans. Je teste les transports en commun seul. C'est un exercice pratique...

Je prends la ligne 2 à Porte Dauphine. Avec le plan du métro parisien, je vois que je dois changer à Nation pour reprendre la 9. Une grande aventure... Tout va bien parce que j'ai bien suivi les indications et j'arrive à bon port. Mais j'ai angoissé durant tout le trajet, être ainsi sous la terre et seul parmi la foule m'effraie encore beaucoup.

À la sortie du métro, je rencontre un jeune Malien dans un café. Je lui demande s'il n'a pas un plan pour du travail. Grande chance, il me donne le numéro de portable de son ex-employeur qui recrute des Blacks au « black » dans la sécurité.

## 16 janvier

10 h : j'appelle Monsieur Agopian<sup>6</sup>. « Bonjour Monsieur. Je téléphone de la part d'un ami qui m'a donné votre numéro. Je suis à la recherche d'un emploi parce que je suis dans la merde en ce moment. » Le jeune Malien m'avait conseillé de dire « dans la merde ». « D'accord, me dit-il de suite. Je recrute actuellement. Ça tombe bien. Vous mesurez combien ? Quel poids ? »

– 1m83, et quatre-vingt kilos.

– Vous êtes bien baraqué quand même ! Bon, vous irez bien pour ce travail.

Il me demande mon numéro de portable, et promet de me rappeler pour un rendez-vous. C'est mon premier contact avec un employeur en France, c'est bon signe. Je suis sûr que ça va marcher.

Je passe le reste de la journée à me balader, sur l'avenue Foch. Je ne m'en lasse pas, il y a des immeubles superbes, des voitures grand luxe...c'est tellement agréable de flâner là, tête en l'air.

6. Le nom est changé pour respecter l'anonymat de la personne.



# Le « Black au black » ou travail sous-marin

**17 janvier, le matin**

Aujourd'hui, c'est mon anniversaire. Ça n'est pas un jour extraordinaire. Personne ne le sait, même pas ma mère qui est analphabète. Les anniversaires ne sont pas des traditions dans ma culture. Je ne l'ai jamais célébré. Mais au fond de moi, je suis tout de même un peu triste. Je suis seul. J'aurais aimé que quelqu'un s'en souvienne. Mais je n'ai personne pour cela.

10 h, Monsieur Agopian m'appelle. Il me donne rendez-vous au Quick de Nation. J'arrive vingt minutes en avance. Je tourne en rond. Je regarde les voitures et les passants. Dès qu'une voiture se gare, je cours vers elle croyant que c'est lui. Au bout de quelques minutes, coup de fil sur mon portable. Je décroche.

- Vous êtes où ?
- Devant le Quick.
- Vous êtes habillé comment ?
- J'ai un blouson noir et un jean.

De loin, je vois un colosse sortir d'une grosse berline noire, vitres teintées, le portable vissé à l'oreille. Je me dirige vers lui. Il est impressionnant. Presque deux mètres, cent vingt kilos, un molosse !

Il m'invite dans sa voiture. Je prends place à côté de lui. Discrètement, loin des passants de la place de la Nation. Il me demande si je veux travailler, je lui confirme que j'en ai besoin.

– Je vous prends comme agent de sécurité, mais vous devez être très prudent. Ne parlez pas trop aux clients de votre situation administrative. Et si l'on vous demande pour qui vous travaillez, dites-vous bien que vous devez rester discret. Dans un premier temps, vous allez travailler très loin, en zone cinq. Si ça se passe bien, je vous trouverai quelque chose plus près, un lieu fixe. Le salaire, c'est 5 euros/heure, le ticket de transport et la tenue de travail sont à votre charge. Vous devez être prêt à n'importe quelle heure. Est-ce que cela vous convient ?

– Oui.

Je crois savoir que le salaire minimum est à 7,19 euros de l'heure... mais bon, je n'ai pas le choix. Il me donne un badge et une cravate à l'insigne de la société.

– Tenez-vous prêt. Je vous appelle dès que j'ai besoin de vous

– Pas de souci, vous pouvez compter sur moi, lui ai-je répondu avec le sourire.

Au bout de cinq minutes, on se sépare. Il ne sait rien de moi, de mes expériences, de mon CV. Seuls ma taille et mon poids l'intéressent.

Je suis un peu frustré. Je pensais que nous allions parler de mon cursus universitaire, de ma formation en commerce et de mes expériences professionnelles. Mais il n'en est rien. Pour les dépenses, ça ira, il me reste de l'argent de poche. Mais bon, je suis ravi, j'ai trouvé du boulot en moins d'une semaine et je viens d'avoir mon premier « entretien d'embauche » en France. C'est cool non, comme entretien ? Dans ma tête, je fais la conversion en francs CFA. 5 euros, c'est le triple d'une journée de travail d'un ouvrier chez moi ! Je trouve ça franchement suffisant, voire même beaucoup.

Le soir j'en parle à Saly, elle n'en revient pas que je puisse trouver du boulot en si peu de temps. Ce n'est pas évident pour tout le monde. Je me couche heureux et apaisé. Une nouvelle

vie s'annonce. Pour moi, c'est mon unique cadeau d'anniversaire, un merveilleux cadeau...

## **18 janvier**

Saly et moi partons acheter ma tenue de travail. Je prends 100 euros. Elle m'emmène à Barbès, où apparemment c'est, pour elle, là que les vêtements sont au meilleur marché. En arrivant à la station Château rouge, en remarquant le monde sur le quai, je suis surpris de voir autant d'Africains. Des femmes qui crient, avec leur caddie, leur poussette, s'interpellent à haute voix. C'est pire encore en sortant du métro. Ça change du 16ème. On se croirait plus au marché de Sandaga de Dakar, avec le brouhaha, le désordre, les vendeurs à la sauvette, les étals partout. Cette ambiance africaine en France me donne un peu la nostalgie et de la chaleur. J'y retrouve mon monde, l'Afrique avec ses odeurs et ses multiples nationalités : Congolais de Kinshasa, de Brazzaville, Sénégalais, Guinéens, Camerounais, Maliens, Ivoiriens, Béninois, Ghanéens, etc.

Le boulevard est jonché de boutiques de portables, de vêtements, des bijouteries. Dans une des vitrines, un costume attire mon attention. Nous entrons. 50 euros le costume et 20 euros la chemise. Après avoir marchandé, j'achète un costume et deux chemises pour 80 euros. À 17 heures, on décide de rentrer et on remonte vers le métro Barbès : ici, la population est plus magrébaine qu'africaine, des jeunes vendent des cigarettes de contrebande à la sauvette. Ces scènes me rappellent aussi un peu les « modou-modou »<sup>7</sup> du marché central de Dakar : Sandaga. Ce sont des vendeurs ambulants qui portent leurs marchandises en mains. Ils placent un peu de tout : des bougies, des cartes pré-payées, des piles, des statuettes.

J'attends maintenant le coup de fil de mon employeur pour me mettre au travail.

7. Expression woloff pour désigner les vendeurs ambulants.

## **19 janvier**

20 h 30, je reçois un appel de mon futur patron :

– Vous êtes prêt pour travailler demain ?

– Oui.

– Vous avez le costume ?

– Oui.

– Vous commencez demain à Livry-Gargan, dans un magasin de chaussures, de 11 h à 13 h.

Je ne sais pas où c'est, j'ignore comment faire pour y arriver.

– Vous savez où c'est ?

– Non.

Il m'explique. Je ne comprends rien. Je dis OK. « Je compte sur vous. Et surtout soyez-y à l'heure. » Puis il raccroche. Partagé entre le plaisir de retrouver du boulot et l'angoisse des transports, je sens que ma tête se met à tourner. Désormais, je dois assumer mon destin, mon aventure. Le soir, ma belle-sœur Saly me briffé pour le chemin et m'indique le trajet sur un plan de métro. Je me pose pas mal de questions. Vais-je réussir ma mission ? Quels sont les risques du travail ? Comment cela va-t-il se passer ? Autant d'interrogations sans réponses. Toujours est-il que ce soir-là, je ne ferme pas l'œil, mes pensées fixées sur ma journée du lendemain.

## **20 janvier**

7 h 30, mon réveil sonne et promptement, je me lève. Je prends ma douche, fais chauffer l'eau pour le café et enfile mon nouveau costume. Avant de sortir, je fais ma prière et demande à Dieu de veiller sur moi.

8 h 30, je sors. Au métro Porte Dauphine, j'achète ma carte pour la semaine, « cinq zones ». Passé le premier changement, je prends la ligne 5 direction Bobigny, ensuite je dois attendre un bus. Puis, après trente minutes de marche,



j'arrive à destination. C'est un grand magasin de chaussures et de vêtements. Le trajet a duré deux heures. J'arrive une demi-heure avant mon heure d'embauche. À la caisse, j'aperçois un monsieur qui semble être le directeur du magasin. Je me dirige vers lui. Il est petit de taille, cheveux blonds, visage tendu.

– Bonjour, Monsieur. Je suis l'agent de sécurité.

– Ah !

Il est apparemment réjoui de me voir arriver tôt.

– Vous vous appelez comment ?

– Majid.

– Magic ?

– Non, Majid ! Répétais-je.

– Magic ? Ajoute-il.

– Oui, Magic. J'abdique, il ne comprend pas visiblement.

– Magic comme Magic Johnson le basketteur ?

– Tout à fait.

Je comprends que Magic est un prénom plus facile à porter et plus accepté. Ça va devenir mon pseudo professionnel. En plus, avec la sonorité américaine, je pourrai me faufiler tranquillement et travailler sans être discriminé.

– Vous avez les vestiaires au fond. Allez vous changer.

En traversant le magasin, les trois vendeuses dévisagent Magic. Au retour, le directeur lui donne des consignes à respecter : tourner dans le magasin, être vigilant, avoir l'œil, et intervenir dès que les bornes de sécurité se déclenchent. Pendant ses rondes, Magic croise une des vendeuses : Sabrina. Elle se présente à lui. Il faut dire qu'elle est très belle et bien en formes. Tout ce qu'il aime, quoi ! Le patron l'avait prévenu que les filles étaient provocantes et n'hésiteraient pas à le draguer. Il est méfiant et continue sa ronde pour éviter tout divertissement et ne pas éveiller les soupçons du patron de magasin.

Après une heure de ronde, Magic commence à se lasser de la monotonie du boulot : il n'a pas le droit de discuter, il doit

répéter les mêmes mouvements et, en plus, il n'a pas grand-chose à surveiller. Le magasin est désert ; il n'y a aucun client. Ces deux heures paraissent interminables. Mais quand il pense à la paye, il oublie son ennui et s'arme de courage. C'est un très grand magasin, il doit faire le tour sans arrêt. Parfois, il croise Sabrina avec qui il échange quelques mots discrètement.

– Ça se passe bien ?

– Oui, ça va.

Il répond sans conviction essayant de dissimuler sa lassitude.

Elle lui demande où il habite, où il travaille habituellement. Est-ce qu'il se plait ici ? Autant de questions auxquelles il a du mal à répondre. Mais pour sauver la face, et se faire passer pour un professionnel, il invente des noms de magasins qu'il avait visités dans Paris. Il commence à avoir mal au dos, aux pieds, mais la compagnie de Sabrina adoucit ses douleurs. Elle est gentille, aimable...

– Tu finis à quelle heure ?

– À 13 heures. Au fait, sais-tu où je peux prendre un bus pour le métro ?

– T'inquiète pas, j'ai une voiture, je te dépose au métro. Je termine en même temps que toi.

Il est ravi de cette proposition, mais a peur que le directeur le prenne mal si jamais il s'en aperçoit.

– Par contre, tu sortiras avant moi et m'attendras au parking.

– OK.

13 heures, il quitte les lieux.

Dans la voiture, elle lui pose plein de questions :

– Tu es Antillais ?

– Oui, Guadeloupéen.

– Je connais les Antilles et d'ailleurs j'ai passé mes vacances dernières là-bas.

Il ment pour sauver son job, mais il est gêné, car au fond il aurait bien voulu dire qu'il est Africain comme elle ; reste qu'ils n'ont pas les mêmes problèmes et les situations sont différentes. Et pour éviter d'autres questions sur les Antilles, il change vite de sujet et lui retourne la même question.

– Moi je suis d'origine algérienne, mais née en France.

– Tu connais l'Algérie ?

– Oui. J'y vais souvent pour me ressourcer. Tu sais, je suis sortie avec un Black d'origine sénégalaise. Il était musulman comme moi. Je l'aimais beaucoup, mais ses parents lui ont choisi sa cousine comme épouse. Il ne l'avait jamais vue. Ils ne se connaissaient pas, mais la pression de sa famille faisant, il a fini par l'épouser malgré lui. Il semblerait que ça se passe ainsi en Afrique.

Je ne dis rien, perdu dans mes pensées.

– Moi j'adore les Blacks, mais il doit être musulman, sinon ma famille n'acceptera jamais le mariage.

Au moment de se quitter, elle lui demande encore :

– Tu reviens demain ?

– Oui, répond-il, sans aucune certitude.

– Donc à demain ?

– Oui, à demain.

Il souhaite, bien entendu, la revoir. C'est une belle rencontre. Tout au long du trajet, il n'arrête pas de penser à elle. Elle est très jolie. Il regrette juste de n'avoir pas pu lui dire la vérité sur son identité. Il rêve et commence à envisager une relation. Peut-être est-ce un début d'histoire d'amour ?

Depuis mon arrivée, c'est la première fois, que je parle à une fille, qu'une fille s'intéresse à moi. On peut empêcher tout, sauf le droit de rêver. Une chose est sûre, c'est que cette rencontre a rallumé la flamme de l'amour qui s'était jusque-là éteinte en moi. De toute façon, je ne peux y croire, je rejette l'idée que cela soit possible. Une déception passée m'a endurci, son souvenir est encore vivace et je ne crois plus à l'amour.

Trois ans auparavant, j'aimais une fille : Marie, une chrétienne. Après dix ans de relation amoureuse, ses parents m'ont dit que je ne l'épouserais jamais, fondant leurs arguments sur le fait que je sois musulman et peul de surcroît. Généralement, les peuls se marient entre eux, même si les choses commencent à changer maintenant. De plus, il y a de plus en plus de mariages mixtes entre musulmans et chrétiens ou entre différentes ethnies. Et pourtant, je les ai surpris en présentant officiellement mes parents à sa famille. Mais les parents de Marie refusaient cette union : ils ne souhaitaient pas que leur fille épouse un musulman. Ce fut un choc pour moi, et leur fille d'ailleurs. Elle a même fugué et a voulu se suicider. Ses parents étaient riches et elle était fille unique.

À l'époque, moi j'étais un simple commercial et gagnais modestement ma vie. Peut-être, si j'avais été riche, malgré cette différence de religion, auraient-ils accepté ce mariage ? C'est là que j'ai compris que l'argent peut être des fois la solution de tous les problèmes, en Afrique en tout cas. C'est l'une des raisons aussi qui m'ont poussé à émigrer vers d'autres cieux : la déception.

C'est le soir, la fin de sa première journée. Fatigué, les pieds enflés, Magic n'a qu'une seule chose dans sa tête : se coucher et dormir. Il a fait quatre heures de trajet pour deux heures de boulot. Il s'endort en pensant à Sabrina, à son joli sourire et espère la revoir très vite.

## **21 janvier**

Le réveil est difficile. Il a mal partout. Il reste allongé toute la matinée attendant le coup de fil à nouveau de son patron pour une vacation. Les consignes du patron étaient claires : être prêt tout le temps et à n'importe quelle heure. Ainsi, il pouvait rester enfermé tout l'après-midi jusqu'à 16 heures pour être sûr que son patron ne l'appelle plus.

Je sors prendre l'air dans le quartier. Je fais un arrêt au café du coin. Et là, de nouveau, je retrouve MC Solaar. J'échange quelques mots avec lui. Il retourne continuer son jeu favori : le flipper. Je termine mon café et demande l'addition ; 1,50 euro c'est le prix du café (1000 FCFA). Cette somme peut nourrir une famille de quatre personnes chez moi. Je m'en veux, j'ai l'impression de gaspiller de l'argent. Je suis là pour en gagner et pas pour dépenser. Subitement, je suis pris de remords. Je longe une fois encore l'avenue Foch. Je ne m'en lasse pas. Je marche seul la tête en l'air, rêveur. Arrivé à la hauteur de l'avenue, je passe devant la discothèque *Le Duplex*. Il y a là un monde fou. Des voitures de luxe garées un peu partout. Peut-être un cocktail ou une réception de personnalités. Je continue mon chemin. Je prends l'avenue de la Grande Armée. Je fais le tour de l'Arc de Triomphe. Je n'ai jamais vu un aussi grand carrefour de ma vie. Je vais voir de près enfin ce monument si célèbre. Je continue ma balade et atterris à Porte Maillot. Je passe devant le Palais des Congrès. Ensuite, l'hôtel Concorde-La Fayette. Je suis émerveillé par l'architecture de ces bâtiments, ces magasins de luxe, tout me fascine. Et le fossé avec mon pays est énorme. Je rebrousse chemin et rentre tranquillement dans mes neuf mètres carrés.

### **23 janvier**

Alors qu'il dormait paisiblement, Magic reçoit le coup de fil de son patron à 9 heures pour une vacation dans une pharmacie place de la Nation. Il est déçu par ce changement. Car il voulait revoir Sabrina et pensait y retourner. Ça ne sera pas cette fois-ci.

– Vous devez y être de 11 h à 1 h du matin, avec une heure de pause. Surtout, soyez à l'heure.

Il confirme, il est content car c'est beaucoup d'heures et donc beaucoup d'argent, 70 euros pour une journée de quatorze

heures. C'est presque le SMIC mensuel dans son pays. Motivé, il enfle son costume, met un sandwich dans son sac et part.

Ici, son travail consiste, entre autres, à diriger les clients vers les caisses, à remplir les rayons et porter les bacs de médicaments au sous-sol.

À 14 heures, la fatigue commence à se faire sentir. Sa pause « déjeuner » est à 15 heures, son estomac se noue. Il ne parle avec personne. Les préparateurs et pharmaciens restent derrière leur comptoir. C'est pire que son magasin où de temps à autre Sabrina venait lui parler, le soulageant ainsi.

17 heures, 18 heures, 19 heures... Il se tient à peine debout. Ses jambes le lâchent ; il ne sait plus quoi faire. Il compte les heures, les minutes et les secondes. Mais à ses yeux, le temps s'est arrêté. Encore 5 heures à tenir. C'est long et interminable, mais il le faut. Des fois, pour reposer ses pauvres jambes, il fait semblant de ramasser des boîtes ou d'en ranger quelques-unes.

21 heures... 22 heures... La fatigue atteint son paroxysme, sa tête tourne, des vertiges s'ensuivent, ses yeux deviennent flous. Il sent qu'il va tomber. Il s'adosse à la porte de l'entrée quelques instants. N'en pouvant plus, il se sauve vers les toilettes pour se soulager et en profite pour s'asseoir et boire un verre d'eau.

23 heures, minuit. Plus qu'une heure. À ce stade, on n'est plus motivé. On ne fait plus son travail convenablement et on devient nerveux.

Enfin, 1 heure. Le responsable lui donne l'ordre de baisser la grille. C'est le plus beau moment de sa journée. Enfin, il est libéré de ce lourd fardeau. Une vraie délivrance. Il lui faut courir pour ne pas rater le dernier métro. Il arrive au quai. Malheureusement le dernier vient de passer.

Il ne sait pas quoi faire pour rentrer. Il ôte ses chaussures et remonte du métro. Il ne sait pas quelle direction prendre pour rentrer. Il est perdu. Seul au milieu de la nuit parisienne, ne

sachant où aller. Seule solution pour lui, prendre un taxi. Combien cela va-t-il lui coûter ? Il n'en a aucune idée. Il finit par opter pour cette solution. Il tente d'arrêter plusieurs taxis qui passent en vain. Les rares qui s'arrêtent refusent de le prendre. Peut-être que c'est parce qu'il est noir, qu'il n'est pas au bon endroit, que les taxis l'ignorent. L'angoisse l'envahit. Il a peur d'être agressé. Finalement, un passant lui indique le panneau de stationnement taxis. Il s'y dirige.

– Bonsoir Monsieur !

Le chauffeur de taxi dort profondément. Surpris, il sursaute et se redresse de son siège.

– Bonsoir...

– Je vais dans le 16ème, métro Porte Dauphine. C'est combien ?

– Aucune idée, Monsieur. Cela dépend du compteur.

Au Sénégal, il y a des taxis-compteurs, mais la course se négocie souvent.

– OK, ça marche.

– Vous avez du liquide sur vous ?

– Oui, Monsieur !

Il a sur lui 50 euros, heureusement. Pourvu que cela ne dépasse pas son budget. Le trajet lui semble trop long. En même temps, il découvre « Paris by night » pour la première fois. C'est encore plus beau la nuit. À l'arrivée, le compteur marque 35 euros. Est-ce le prix ? Il ne le sait pas. Tant pis, il veut juste être chez lui et dormir après cette éprouvante journée de travail. C'est à 1 h 50 qu'il ouvre enfin la porte de l'appartement. Il n'ose imaginer que son patron le rappelle le lendemain pour travailler de nouveau. Il est tellement crevé qu'il ne prend même pas la peine de manger avant de se coucher. En plus, sa belle-sœur et sa fille dorment profondément. Il ne veut pas les réveiller. Il entre sur la pointe des pieds. À peine couché, il dort comme une marmotte et se met à ronfler.

## 24 janvier

8 h. Son téléphone sonne. Pris par le sommeil, il ne décroche pas. Il sonne de nouveau. Il rejette l'appel. À la troisième fois, il décroche. Il reconnaît la voix de son patron au bout du fil. Ce n'est sûrement pas pour aller travailler, se dit-il.

– Aujourd'hui, vous travaillez à la pharmacie Porte de Vincennes, de 10 heures à 20 heures.

– Quoi ?!!

Il n'a même pas le temps de dire qu'il est fatigué que son interlocuteur au bout du fil raccroche le téléphone. Il n'a vraiment pas envie. Il n'a pas le choix. Il est obligé de se lever et aller travailler de peur que son patron arrête avec lui. Il doit montrer sa motivation pour mériter l'estime du patron. Il se tient à peine sur ses jambes. Il prend sa douche, se fait un café, s'habille lourdement et sort. Il fait trop froid dehors et il y a de la neige partout. Il ressemble aux Esquimaux. Sur le chemin du métro, alors que de vieilles dames promènent leur chien, il se demande comment il va réussir à tenir pendant dix heures de boulot. Il change à Nation pour reprendre la ligne 1, direction Château de Vincennes. À la sortie du métro, il se met à chercher la pharmacie. Se sentant perdu, il demande à un passant qui le lui indique. C'est une très petite pharmacie. Il rentre, se dirige vers la caisse et se présente.

– Bonjour Monsieur. Je travaille chez vous jusqu'à 20 heures.

– Ben, voyez avec le responsable, lui dit-il en lui désignant un homme sévère situé à côté de lui.

– Allez vous changer derrière ! dit-il d'un ton militaire.

Il se change et prend son service. Son travail consiste à diriger et à surveiller des clients mal intentionnés. Le responsable l'informe de l'arrivée fréquente de drogués qui sèment le désordre dans la pharmacie. C'est d'ailleurs la raison de la présence d'un agent de sécurité. Les toxicomanes viennent cher-



cher leurs seringues. Cette révélation lui fait peur. Il ne veut surtout pas avoir des ennuis, de crainte d'une intervention policière. Il prend acte et rassure le responsable. Magic est quelqu'un de posé et diplomate, capable de gérer d'éventuels conflits. Il tourne sur un rayon de vingt mètres carrés, contrairement à son premier poste de travail qui faisait quarante fois plus.

14 heures, la fatigue l'envahit, ses pieds doublent de volume dans ses chaussures de militaire, et la force commence à l'abandonner. Pour reposer ses pauvres jambes, il reprend sa position fétiche : s'adosser à la porte de l'entrée. À la fin de sa journée, il est juste épuisé, complètement lessivé.

## **20 février**

Depuis un mois qu'il travaille, il totalise quatre-vingts heures, soit 400 euros net. Pas énorme, mais suffisant pour lui. Il décide d'appeler son patron

– Bonjour Monsieur Agopian. Je vous contacte au sujet du salaire. Quand pourrez-vous me payer ?

– Je vous paie le mois prochain, un mois sur deux ! Le temps de faxer les heures des agents, le temps que la société pour laquelle je sous-traite me vire l'argent et que je le retire, c'est assez long vous savez.

Il ne le lui avait pas dit lors de « l'entretien d'embauche ». Et même si c'était le cas, aurait-il refusé le boulot qu'il lui offrait ? Son moral est au plus bas. Il est démotivé et le doute le gagne. Il n'a le choix que de continuer. Il ne montre pas son désaccord, ni son mécontentement, encore moins son découragement.

– Par contre, si vous avez besoin d'argent un jour, je pourrais vous faire une avance sur salaire.

– Ça marche.

Mon visa expire aujourd'hui à minuit. Il est valable du 20 décembre au 20 février 2003. Je n'ai pas l'intention de repartir.

Jusque-là, en situation régulière, je ne m'inquiétais pas trop. Mais à partir de demain, une autre vie commence : de peur, d'angoisse, d'incertitude.

Demain, je peux être expulsé du territoire si je tombe sur un contrôle d'identité. Cette idée m'effraie. À partir de demain, la prudence est de mise : limiter mes déplacements au maximum, choisir mes lieux de fréquentation, ne jamais sortir la nuit, etc. Je ne suis plus un homme libre. Demain, je suis un sans-papiers comme des centaines de milliers d'immigrés, plus de droits, peut-être plus de toit où dormir et plus de revenus pour vivre.

Demain commence véritablement ma vie d'immigré sans-papiers. Jusque-là, j'ai connu la vie d'un touriste qui ne craint rien, qui se promène sans peur d'être contrôlé, qui regarde les monuments et les cafés en prenant des photos pour envoyer au pays. Demain, je ne serai plus ce touriste, je serai vraiment un immigré clandestin. Il faut que je me mette ça dans la tête. Pour la première fois, j'ai peur.

Ce serait une honte si j'étais expulsé. Le rêve de tout immigré est de réussir à l'étranger, avoir ses papiers et retourner passer des vacances dans son pays d'origine aux côtés des siens, fièrement. J'ai mis toutes mes économies dans ce voyage et il me faut le rentabiliser.

Du coup, le souvenir de mon cousin Ismaël me vient en tête. Après huit ans en Suède, il a été expulsé. Il était arrivé à l'aéroport de Dakar, vêtu uniquement de la tenue qu'il portait. Même pas un sac. Ce fut très dur pour lui psychologiquement, moralement. Il ne sortait pas. Il rasait les murs. Il a fait une dépression et a été hospitalisé un mois. Son image me revient. Il me racontait ses séjours dans des camps de rétention, son calvaire, les conditions inhumaines dans lesquelles il vivait. La faim, les pressions.

Mais pour me consoler, je me suis dit : à chacun sa chance. Cela ne m'a pas permis pour autant de dormir cette nuit.

## 21 février

Depuis mon arrivée, à chaque fois que je sortais, j'étais tout le temps muni de mon passeport, j'en étais fier. Aujourd'hui, comme il arrive à expiration, je décide de le cacher. C'est le conseil que les sans-papiers m'ont donné, pour éviter, en cas de contrôle, d'être identifié tout de suite, permettant ainsi de brouiller les pistes pour éviter l'expulsion.

À 14 heures, je sors prendre l'air dans le quartier. Je commence à être étouffé dans ma cellule. Je me suis bien rasé et très bien habillé, un journal à la main pour donner bonne impression et éviter tout soupçon d'une éventuelle rencontre avec les policiers. Je suis très élégant et passe aux yeux des gens comme quelqu'un de moderne qui vit ici depuis longtemps, qui a ses papiers.

Je m'assoie sur les bancs qui longent l'avenue Foch. Pas sans peur car, dans ce chic quartier résidentiel, il y a souvent des voitures de police qui stationnent. Ici vivent des ambassadeurs, des ministres, des princes, des émirs, des stars... Et la présence d'un Noir peut toujours susciter la curiosité des policiers.

Cinq minutes après, une voiture de police passe devant moi. Un moment, j'ai peur, pensant qu'elle va s'arrêter et que je me ferai contrôler. Mais elle continue sa route. Un grand soulagement m'envahit, je respire un bon coup et me replonge dans ma lecture. De temps en temps, je jette un coup d'œil autour de moi.

À 16 heures, je décide de rentrer me terrer dans mon minuscule studio. Sur mon chemin de retour, surprise, je rencontre une ancienne amie du Sénégal : Cathy. Elle habite à deux pas de chez moi avec son mari. Elle est Franco-Sénégalaise. Elle est surprise de me voir là. Un an auparavant, on s'était rencontrés au Sénégal, lors de ses vacances, et rien ne me prédestinait à l'époque à l'aventure. Elle me trouve très élégant pour

quelqu'un qui vient à peine d'arriver en France. Avant de se quitter, on échange nos numéros de téléphone et elle promet de m'inviter dîner chez elle. Je suis ravi de la revoir, puisqu'on avait passé de très bonnes vacances ensemble.

Magic attend que son patron le rappelle pour travailler. Désormais, il est conscient que seul ce travail peut le sauver et lui permettre de survivre. Il sait aussi que cela ne va pas être facile. Pour toutes ces raisons, il est déterminé à accepter et à se soumettre à toutes les exigences du patron. Deux jours après, il reçoit son coup de fil. Cette fois-ci, il lui donne un planning pour un mois complet tout en précisant que celui-ci peut changer à tout moment. Il va travailler le double du mois précédent. Peut-être est-ce une gratification du fait qu'il soit loyal ? Il est affecté à trois sites différents : un magasin de bricolage et ameublement, un magasin de sport à Saint-Denis à côté du stade de France et une grande chaîne de parfumerie.

## **23 février**

À 9 h 45, il arrive à son lieu de travail de Saint-Denis, au magasin de bricolage et d'ameublement. Ici, il doit faire l'ouverture. Contrôle systématique de tout le personnel à l'entrée : vérification de badges, nom et prénom, heure d'arrivée. Il se poste à l'entrée du parking ; il a très froid et ses mains sont gelées, il a du mal à tenir le stylo et remplir le registre.

10 heures : ouverture du magasin. Avec son collègue, ils communiquent par les talkies. C'est la première fois qu'il utilise cet appareil et ignore tout de son fonctionnement. Parfois son collègue lui parle en langage codé. Code 1, 10-30, 10-40, code 2... : nous devons parler ainsi de tout événement suspect dans le magasin. Il ne maîtrise évidemment pas du tout et se débrouille comme il peut, au feeling. Il y a plus de deux mille mètres carrés de surface à surveiller et ils ne sont que trois. Il regarde partout, veille et se dit que là, c'est vraiment du boulot.

## **20 mars**

Après deux mois de travail sans salaire, Magic appelle son patron.

– J’aimerais savoir quand je toucherai ma paie, puisque vous m’aviez dit que ce serait le 20 de chaque mois ?

– Écoutez, la société ne m’a pas encore versé les salaires, mais ne vous inquiétez pas, je vous appellerai dès que le virement sera effectué. Ce sera plutôt vers la fin du mois.

Il raccroche. Magic est déçu et s’inquiète. Il ne dispose plus d’argent pour grignoter à ses heures de pause ou prendre son ticket transport. Il doit déjà 50 euros à sa belle-sœur. Il ne peut pas arrêter le travail car il risquerait de ne jamais être payé. Décidé à aller jusqu’au bout, il se motive et prend son destin en main sans aucune idée de ce qui adviendra. Monsieur Agopian est un beau parleur, limite baratineur et arrive toujours à le convaincre. Les jours qui suivent, il part au boulot sans aucune motivation, mais ne veut en aucune manière montrer son découragement. Souvent, pendant sa pause, il ne mange que des biscuits. Il lui arrive de penser qu’il travaille et ne sera jamais payé.

## **29 mars**

Enfin, il reçoit l’appel attendu.

– Passez demain à Nation à côté du Quick, pour la paie, à 15 heures.

– OK, ça marche.

Enfin, quel soulagement ! Son inquiétude se dissipe d’un coup. Le bonheur.

## **30 mars**

Il se présente comme convenu au lieu de rendez-vous. Il remarque la présence d’autres Africains qu’il ne connaît pas, une trentaine. Tous tournent en rond. Ils ont l’air d’attendre

quelqu'un. Chacun dans son coin, discrètement. Il est 15 heures 30 minutes quand monsieur Agopian arrive. Tous se dirigent vers lui. Ce n'est qu'à cet instant qu'il comprend que ce sont des « collègues » de travail.

Il appelle ses employés un par un dans sa grosse Mercedes dernier cri. Des enveloppes se glissent, des billets se comptent. Certains en ressortent parfois satisfaits, d'autres déçus. Arrive le tour de Magic :

– Vous avez fait quatre-vingts heures. Ça vous fait 400 euros !

– Ben... je pense que vous vous êtes trompé dans vos calculs.

– Écoutez, s'il y a un retard, ce n'est pas de ma faute. Moi je paie un mois sur deux.

– Dans ce cas, payez-moi au moins les dix jours en plus !

– Écoutez, je ne peux pas. C'est comme ça avec tout le monde.

Il lui tend deux billets de 200 euros flambant neufs. C'est la première fois qu'il voit et touche une si grosse coupure. Cette somme équivaut à 265 000 FCFA. Il est content. Jamais il n'aurait gagné l'équivalent de cette somme chez lui. C'est presque le salaire d'un professeur d'université, la moitié de celui d'un député et le quart de celui d'un ministre. Il les paye tous en liquide. Magic entraperçoit son sac : il est rempli de billets de banque.

### **3 avril**

À 10 heures, je décide d'aller à Western Union envoyer 100 euros à ma maman qui vit en Gambie. Jusque-là, j'avais peur d'y aller à cause de mon visa expiré. Mais je me suis renseigné et je sais qu'il me suffit juste de mon passeport pour faire mon transfert. Je ne le sors qu'à cette occasion. L'agence de la rue de Paris à Montreuil est la plus fréquentée par les immigrés.

Après l'envoi, j'appelle ma maman. Chez moi, la coutume veut que le premier salaire soit partagé avec les parents pour avoir leur bénédiction.

– Allo maman, c'est moi. Je viens de t'envoyer 65 000 FCFA (100 euros).

– Oh mon fils, que Dieu te bénisse et veille sur toi. Tu sais, moi je m'inquiète pour toi : comment tu vis, si tu manges, et si tu ne souffres pas trop. En tout cas, merci. Je prie pour toi que Dieu fasse que tu obtiennes tes papiers.

– Je vais bien maman. Mes frères sont là ?

– Oui, ne quitte pas.

Elle me passe ma belle-sœur Mariama. Mes frères sont absents. Ma maman ne sait ni lire, ni écrire en français. C'est pour ça que je dois donner à quelqu'un d'autre le code pour qu'elle puisse retirer l'argent. Par contre, elle lit l'arabe couramment et le traduit parfaitement en langue poular. Je reprends ma maman.

– Maman, tu sais, ici c'est très dur. C'est chacun pour soi. Mais je tiens le coup, ne t'inquiète pas.

– Bon courage mon fils, et surtout n'oublie pas tes prières.

Elle ignore la réalité en Occident et nous ne vivons plus dans le même monde. Depuis mon arrivée, je manque quasiment toutes les prières. Les horaires de travail ne me permettent pas de prendre du temps pour cela et, en France, on n'arrête pas le travail pour la prière. Le patron s'en fout : seul le boulot compte. Mais je ne peux pas le lui dire, car elle se serait fâchée et de toute façon elle ne comprendrait jamais.

– Oui maman, je fais de mon mieux. Vous me manquez beaucoup, je pense souvent à vous. Je te laisse maman, mon crédit est presque fini. Je t'appelle prochainement.

– Tu nous manques aussi... Bon courage, mon fils...

Elle est émue, la voix nouée, presque en sanglots au bout du fil... Elle me manque beaucoup aussi. Cet éloignement est très

difficile à vivre parfois, mais c'est comme ça, c'est ma vie désormais.

## **mai**

Magic tombe malade. Il est épuisé. À sa souffrance physique et morale se mêlent le stress, l'angoisse et le mal du pays. Il est déprimé (je ne savais pas ce que c'était avant). Le train de vie en Occident lui fait comprendre pourquoi la plupart des Occidentaux souffrent de ce mal.

Il a peur d'aller chez un médecin. Et pourtant il souffre terriblement et ne sait pas quoi faire. Pour lui, il risque gros. Peut-être le médecin va le dénoncer auprès de l'administration pour le faire expulser ? Malgré sa douleur, il décide de ne pas s'exposer. Il reste couché.

Début après-midi, un pote qui a ses papiers l'appelle.

– Qu'est-ce qui se passe ? Tu n'as pas l'air bien !

– Je suis malade.

– Tu es allé chez un médecin ?

– Non. J'ai peur, en fait.

– Je viens te chercher. Tu ne vas quand même pas te laisser mourir comme ça.

– Oui, mais je n'ai pas de papiers.

– Ne t'inquiète pas, je viens te chercher et je t'emmène chez mon médecin.

– Oui, mais...

– Je comprends. Le médecin n'est pas un flic. Il est là pour soigner dès l'instant qu'il est payé.

Il n'est pas rassuré. Le médecin le consulte et lui prescrit une ordonnance. Son pote lui tend sa carte vitale.

À la pharmacie, il se procure des médicaments.

– Tu sais, il te faut prouver six mois de présence en France pour avoir droit à l'AME.

– C'est quoi l'AME ?



– C’est l’Aide médicale d’État, octroyée à tout étranger pour se soigner.

– Ah oui !!!

– Ne crois surtout pas que c’est par générosité, c’est plutôt pour ne pas contaminer les Français avec nos maladies tropicales.

Je ne sais pas tout cela. J’apprends quelque chose de nouveau. Magic est ravi de se faire consulter et peut maintenant espérer guérir avec ses médicaments.

## **23 juin**

Je fais la connaissance de madame L., qui est la présidente de l’association Protection civile. Elle habite non loin de mon adresse du 16ème. Un jour, en discutant, elle me parle de son association. Je suis intéressé pour faire une formation. Elle me donne l’adresse. J’envoie ma candidature. Je suis retenu.

Je fais ma formation au siège de l’association à la porte des Lilas. Me former est une manière de prouver mon envie de m’intégrer et cela pourra surtout servir pour plus tard. J’obtiens mon attestation aux premiers secours.

Deux semaines après, alors que je me promène à Pigalle avec un pote, à la hauteur du restaurant le « Châo bã », un motard, qui tente d’éviter un piéton, tombe de sa moto juste devant moi. Il est immobile. Je cours à son secours. Comme j’ai appris les bons gestes, je les mets en pratique. Je le mets dans la bonne position. Je lui parle en attendant les pompiers. Mais il ne répond pas. Il est inconscient. À leur arrivée, je passe le relais. Je suis fier de moi. Je viens de secourir une personne.

## **septembre**

Je trouve une chambre à sous-louer dans un appartement de Villetaneuse, en Seine-Saint-Denis, dans une cité non loin de l’université Paris 13. Un couple franco-guinéen avait un quatre pièces avec deux gamins. Ils avaient une chambre en plus et

cherchaient quelqu'un pour sous-louer cette chambre. Comme je cherchais une chambre, je suis tombé sur un de leurs amis qui m'a donné leur numéro de téléphone.

Ainsi, je réussis à avoir pour la première fois une chambre rien que pour moi. En réalité, je partage cette pièce avec leurs deux gamins qui y passent leurs journées à sauter sur mon lit et à y jouer.

Un jour, son bailleur sort et ferme l'appartement à clé. Il ne savait pas qu'il était encore dans sa chambre. Il ne possède pas le double des clés de l'appartement. Il saute du lit, se dirige vers la porte. Avec la poignée, il tente d'ouvrir la porte. Elle résiste. Il n'y a personne. Il est prisonnier.

Il commence à transpirer, sa respiration s'accélère, il marche en long et en large. Il passe du salon à la chambre, de la chambre au balcon. Il regarde le vide. Il jure qu'il a failli sauter. Il est attiré par le vide. À ce moment, on sonne à la porte. C'est son colocataire qui ouvre la porte. Il est arrivé au bon moment, il lui a sûrement sauvé la vie.

Quand j'ai raconté cette histoire à mon généraliste, il a immédiatement décidé de m'orienter vers un psychiatre.

Depuis qu'il a perdu le droit de séjourner, après l'expiration de son visa, Magic vit dans la crainte. Il évite les contacts avec l'administration, il voit en chaque employé et agent une personne qui pourrait éventuellement le dénoncer à la police. Même le médecin généraliste lui fait peur, il hésite à aller le consulter.

Sa crainte concernant le médecin est absurde, il le sait. Ce médecin reçoit de nombreux patients africains, des Maliens, des Maghrébins, vivant dans les foyers de Montreuil, dans des squats, dans des ghettos de Bagnolet. Ils souffrent presque tous des maladies tropicales, souvent de la tuberculose. Ils sont sans revenu et sans-papiers pour la plupart d'entre eux. Beaucoup d'entre eux ne peuvent pas se soigner faute d'Aide médicale

d'État. Les consultations et les médicaments sont gratuits. Il le consulte depuis huit mois, sans progrès. Il est toujours possédé par cet état de phobie. Est-ce l'angoisse quotidienne d'un sans-papiers ? Le mal du pays ? La solitude ? Il n'en sait rien. Mais il n'est pas seul : beaucoup d'immigrés africains en sont atteints.

Son mal est décrit par son médecin comme une « phobie sociale », « une claustrophobie avec attaques de panique ». Il lui cite un médicament qui améliore son état et demande à son confrère si une psychothérapie comportementale pourrait être utile. Muni de cette lettre, il se rend dans un centre de psychothérapie où défilent des dépressifs, des alcooliques, des femmes battues. Des gens à la dérive qui viennent chercher du réconfort, et demandent à être écoutés. Il prend rendez-vous.

## **octobre**

Premier rendez-vous au Centre médico-psychologique de Bagnole. Mon médecin généraliste a rédigé une lettre que je dois remettre au psychiatre du Centre. C'est un petit pavillon, très discret : au rez-de-chaussée à droite, l'accueil et à gauche une salle de réunion. Au premier étage, les bureaux des médecins et celui de l'assistante sociale. Que des gens perdus qui viennent chercher du réconfort, être écoutés pour sortir de l'impasse. Alors je prends rendez-vous auprès de la secrétaire médicale qui me propose un des psychiatres du CMP, le docteur Taïpour<sup>8</sup>, d'origine pakistanaise.

Parmi les patients, il y a la fille d'un ancien chef d'État africain. Charlotte a perdu son père, elle avait sept ans lors d'un coup d'État. Elle me raconte que c'est l'ami intime de son père qui lui a tendu un guet-apens dans un hôtel. Certainement, l'assassinat de son père a dû beaucoup jouer sur son état de santé. Elle a peur de tout et s'enferme dans son appartement du 11ème

8. Nom changé.

étage de Bagnolet. Elle vit en France depuis dix ans. Et depuis dix ans, son titre de séjour est renouvelé tous les ans. Plusieurs fois, elle a demandé une carte de résident, mais sans succès. Elle me raconte qu'elle est dégoûtée et trouve cela injuste. Alors que ses parents sont propriétaires.

Aujourd'hui, nous sommes toujours amis et on s'appelle souvent. C'est mon amie de galère. Et sa situation administrative est toujours la même.

## **7 octobre**

J'arrive à mon rendez-vous au CMP. Je suis reçu par le docteur Taïpour. Il ouvre un dossier. Il note mon nom, prénom, date et lieu de naissance, date d'entrée en France. Le plus difficile pour moi, c'est quand il me demande les raisons de mon immigration. Je lui raconte que j'avais un travail, mais que ce travail ne convenait pas à ma famille. Que j'ai été contraint de démissionner et que je me suis retrouvé au chômage. Je ne voulais pas aller plus loin. Je n'aime pas trop étaler mes problèmes devant les gens.

Un moment, je me suis senti un peu me mettre à nu devant une personne que je ne connais pas assez et qui cherche à violer mon intimité. Cela m'a fait mal. Je me suis rétracté, me disant : pour qui se prend-il celui-là à vouloir tout savoir de moi et de quel droit. C'est vrai qu'il m'a mis en confiance, mais cela suffisait-il pour que je me dévoile tout de suite ? Il me racontait qu'il comprenait mes problèmes. Que lui-même était émigré et venait d'un pays pauvre, le Pakistan.

C'est vrai que je suis dépressif. Mais je déteste tellement ce qualificatif que je le refoule. Je fais tout pour lui montrer que je suis bien, pour ne pas qu'il me prenne pour un fou ou dépressif à hospitaliser. Je lutte contre mon malaise. Je me dis dans ma tête que je suis solide. À la fin, il me prescrit des médicaments antidépresseurs : Deroxat.

## **21 octobre**

En sortant de la pharmacie rue Robespierre d'où je viens de prendre mes médicaments antidépresseurs, je croise des émigrés sans-papiers du squat de Bagnolet. Nous engageons une discussion sur la difficulté que rencontrent les sans-papiers pour se soigner. On arrive sur les médicaments qui leur sont souvent prescrits. « Qu'est-ce que t'as comme médicaments ? » me demande Salifou, le vétéran du groupe, qui a dix ans de vie clandestine derrière lui.

Je sors les boîtes et lui montre.

– Quoi ?! Si tu prends ces médicaments, tu vas devenir complètement fou. Ils (les Français) veulent soit nous tuer en douce, soit nous rendre inutiles.

– Je ne te crois pas un seul instant, Salifou !

– J'en connais beaucoup qui sont devenus fous à force de prendre ces antidépresseurs. Fais attention à toi, sinon tu finiras tes jours dans le métro.

– Je pense qu'il faut se soigner. Cependant l'utilisation ou la consommation excessive de tout médicament est nuisible. J'éviterai surtout la dépendance, moi.

– En tout cas je t'aurai prévenu.

Sa remarque est-elle vraie ? Je n'en sais rien, mais ses propos m'ont fait réfléchir. La seule certitude, c'est que beaucoup d'Africains ont des préjugés sur les hôpitaux français et certains médicaments. J'ai souvent entendu des Africains dire qu'ils ne resteront jamais ici après leur retraite. Ils redoutent qu'on ne précipite leur mort s'ils sont malades, pour diminuer les charges sur les retraites. C'est insensé de croire à cela. Mais la psychose et la paranoïa existent dans le milieu des émigrés.

## **13 janvier 2004**

Il est épuisé, et à bout de force. Il travaille depuis un an sans répit ni congés. Cela intervient après un mois entier de travail,

en décembre. En cette période de fin d'année, il y a beaucoup plus de monde, les magasins sont bondés. Il fait des journées de 10 heures de travail. Il totalise deux cents heures alors que la durée légale est de cent trente-cinq heures.

Ne se sentant pas bien, il appelle son patron :

– Bonsoir, Monsieur Agopian. Je vous appelle parce que je ne me sens pas bien et voudrais me reposer demain.

– C'est hors de question, j'ai besoin de vous demain et je n'ai personne pour vous remplacer !

– Vraiment, je suis malade et je ne pourrai pas tenir.

– Débrouillez-vous et tâchez d'être à l'heure au travail, sinon je vous remplacerai définitivement. Vous serez sans travail, donc réfléchissez bien.

Surpris par sa réaction, il promet malgré son état de fatigue d'essayer.

Aucune pitié, aucune morale, seule son affaire compte et pas l'état de santé de son employé. Il peut crever, il n'en a rien à faire. C'est vraiment ignoble et pire que l'esclavage.

## **14 janvier**

Il se réveille exténué, il a terriblement mal au crâne, avec une forte fièvre. Ses yeux s'ouvrent à peine.

C'est dans cet état, après une longue hésitation, qu'il décide enfin de se forcer pour aller travailler. Il arrive au magasin de sport de Saint-Denis.

– Qu'est-ce qui t'arrive ? Tu n'es pas bien !!! s'écrie son collègue.

– Je suis malade...

– Et pourquoi tu viens travailler alors ? Il faut aller voir le médecin !

– Je vais essayer et si ça ne va pas, je partirai.

– Tu sais bien que tu ne pourras pas tenir. Ce boulot demande beaucoup de force.

Il ne peut pas lui raconter la discussion qu'il a eue avec son patron. Personne ne sait qu'il travaille pour un sous-traitant et au black encore moins. Deux heures après sa prise de service, il ne sent plus ses jambes, il est pris de vertiges, et brusquement, il s'écroule sur l'escalator. Un client lui porte secours et appelle les autres agents de sécurité. Ils le portent et l'emmènent aux vestiaires. Il est conscient et entend tout de la discussion de ses collègues. L'un d'eux dit en s'adressant à ses camarades :

– Je savais qu'il n'allait pas tenir. Je lui avais dit de rentrer, mais il a insisté.

S'adressant à moi, il ajoute :

– J'appelle les pompiers ?

– Non, ça va aller.

– Tu es très faible. Comment vas-tu faire pour rentrer ?

– Je vais me débrouiller.

Ce que ses collègues ignorent, c'est qu'il est sans-papiers et ne peut se faire évacuer par les pompiers au risque d'être démasqué et expulsé. Au fond de lui, il se dit que les conséquences pour son patron seraient également terribles : employer quelqu'un illégalement peut lui coûter cher. Il opte pour la discrétion. Une demi-heure après, il arrive à se relever. Il prend son sac et sort du magasin. Il appelle son employeur, pour le prévenir :

– Je viens de m'écrouler dans le magasin. Là, je n'en peux plus ...

– Qu'est-ce que vous comptez faire ?

– Rentrer ...

– Quoi ? Vous abandonnez le poste ?

– Je n'ai pas le choix. Je ne tiens pas et suis très malade !!

– De toute façon vous aviez prévu votre coup. Je vous garantis que vous subirez les conséquences. En plus, vous voulez me faire perdre mon contrat.

– Non, Monsieur Agopian. Absolument pas, dit-il presque en le suppliant.

– De toute façon, on verra ça ! Et il lui raccroche au nez.

Cette menace du patron accentue d'avantage ses douleurs. Il est perdu. Du coup, il oublie sa douleur, sa souffrance et ses angoisses en pensant à son avenir sans ce travail.

Avant de rentrer chez lui, il passe à la pharmacie s'acheter une boîte de Doliprane. En dehors de son travail, qui lui permet de survivre, il ne sort pratiquement pas et se méfie au maximum des autres. Il s'enferme sur lui et évite de sortir inutilement.

Après quatre jours, son état de santé s'améliore. Pendant ce temps, il ne reçoit aucun coup de fil de son employeur pour lui demander s'il va mieux. Il se sent abandonné, oublié. Au cinquième jour, il est prêt à reprendre le travail. Il appelle son patron :

– Monsieur Agopian, je vais mieux maintenant. Je reprends quand le boulot ?

– Je vous appellerai. Et il raccroche.

## **2 février**

Cela fait quinze jours qu'il n'a aucune nouvelle de son employeur. Il commence à désespérer et envisage de chercher un autre travail.

Toute la journée, son obsession est de savoir comment il pourra récupérer sa paie.

## **15 février**

Son patron l'appelle à 14 heures.

– J'ai besoin de vous d'urgence. Il faut vous rendre tout de suite au magasin d'ameublement et de bricolage de Saint-Denis.

Sans hésiter, il répond :

– Oui Monsieur !



Il attendait cet appel. Il se change rapidement et fonce au boulot.

### **17 février**

Il reçoit sa paie de 1 000 euros. Il est heureux. Il gagne de mieux en mieux sa vie. C'est merveilleux. Il va pouvoir aider sa famille.

Ainsi va-t-il travailler durant cette deuxième année, sans vacances. Le pire, c'est qu'il est sous la pression psychologique, qu'il travaille sous la menace, le chantage du patron et le fait qu'il n'a même pas le droit d'être malade. Il est juste une machine, un robot à exploiter jusqu'à l'usure, jusqu'à la mort.

### **23 février**

Il quitte Villetaneuse, trop loin, pour une chambre d'hôtel à Bagnolet. Seulement, il doit payer 300 euros à son ancien bailleur et 300 euros au nouveau. Il lui reste peu pour survivre et surtout il envoie de l'argent à sa famille. Il ne sait pas quand il sera payé.

### **5 avril**

Ça fait déjà six mois que je suis suivi au CMP de Bagnolet (93). L'assistante sociale, rencontrée la veille, me propose de constituer un dossier de demande de titre de séjour pour raisons de maladie, APS : autorisation provisoire de séjour, avec mon médecin psychiatre.

Pour constituer ce dossier, j'ai besoin de mon passeport avec visa d'entrée, d'une attestation d'hébergement, d'une quittance de loyer ou EDF de la personne hébergeant et d'un certificat médical rédigé par mon médecin psychiatre.

Je décide de ne pas tarder et d'aller dès aujourd'hui au CMP, situé au 191 rue Sadi-Carnot. Mon médecin rédige une attestation pour mon assistante sociale. Mon dossier est donc

complet, je retourne voir mon assistante sociale qui l'envoie à la sous-préfecture du Raincy. Elle me prévient que le délai d'attente est d'environ six mois.

Je suis étonné. C'est long je trouve, mais il est vrai que je ne connais rien aux démarches administratives. Elle explique les lenteurs par le nombre de dossiers à traiter.

# La sardine du cannibale

Depuis quatre mois, Magic ne voit presque pas la couleur de son salaire. Son patron ne lui paye pas la totalité. Et une fois qu'il a payé son loyer, il ne lui reste plus rien pour vivre.

## 4 septembre

Magic mange un tieb bou yapp (du riz à la viande, un plat sénégalais) dans le sous-sol de la pharmacie Place des Fêtes. Une préparatrice s'approche.

- Ça pue ton truc. C'est quoi?
- Du riz à la viande.

Elle s'excuse. « C'est peut-être parce que je viens de manger, dans tous les cas cela ne sent pas bon du tout ! »

Tous les jours, il part à pied de la Place des Fêtes chercher son riz à la viande dans un foyer d'immigrés de la rue Laumière, dans le 19<sup>ème</sup> arrondissement. Pendant qu'il déguste son repas, la préparatrice le voit encore manger du riz à la viande. Il mange la même chose tous les jours ? Un truc qui pue. Magic ne se fâche pas. Tu sais, pour moi, c'est un délice. Comment peut-elle imaginer que ce plat est le plat principal de la journée ? Il se conserve facilement, se transporte mieux qu'un plat en sauce, s'enveloppe dans du papier alu, c'est bon

marché et ça lui cale l'estomac. Décidément, elle n'a pas les mêmes problèmes. Elle ne peut pas imaginer sa galère. C'est pourquoi il ne lui en veut pas. Il sait que tout dégoûte quand on a l'estomac plein, même la meilleure des cuisines. Quand on a faim, le pourri et le moisi ont le goût d'un repas de fête.

### **9 septembre**

Je vois de nouveau mon assistante sociale. Elle me dit une fois de plus d'attendre. Depuis le dépôt de mon dossier, c'est la septième fois que je la vois et sa réponse est toujours la même : « Attendez encore, monsieur Bâ. »

Et à chaque entretien, elle me dit d'attendre, d'attendre et d'attendre encore.

### **16 septembre**

Je rencontre les deux infirmières du centre en présence de mon médecin. Aujourd'hui, il n'est pas question d'ordonnance mais plutôt de me faire accompagner par ces infirmières pour un traitement comportemental pour soigner mes angoisses et phobies. Elles m'expliquent que nous devons nous rendre à l'hôpital de Montreuil où j'entrerai dans l'ascenseur. Je suis pris de peur à cette éventuelle expérience. Je commence à transpirer.

– Ne vous inquiétez pas, monsieur Bâ. Nous serons là et cela va bien se passer, vous verrez.

– Ce n'est pas aussi facile que vous le croyez, madame.

– Nous irons doucement. Et si on voit que vous n'y arrivez pas, nous arrêterons la séance.

Avant de quitter le centre, elles me recommandent de prendre un comprimé de Deroxat pour me décontracter. Arrivé devant l'ascenseur, je me mets à trembler comme une feuille. La porte de l'ascenseur s'ouvre. Un malade presque mourant, allongé sur un brancard et tiré par deux hommes en blouses,

sort du cercueil. Cette image amplifie davantage mes angoisses. Pendant trois minutes, je reste tétanisé, incapable d'y mettre le pied. Tout le monde me regarde. Je vois les gens entrer et sortir sans inquiétude. Je les envie. J'aurais bien voulu être comme eux. Mais cela m'est impossible. Pris de honte, j'avance vers l'ascenseur, pose mon pied dedans et le ressort aussitôt. C'est un échec. Cette sortie n'a pas résolu mon problème. Nous rentrons.

Sur le chemin du retour, alors que je n'ai pas réussi ce premier examen, les infirmières m'annoncent que la prochaine fois ce sera à la Tour Eiffel. Sans le savoir, elles viennent de signer l'arrêt de mes séances. Depuis ce jour, j'ai tout arrêté : les soins et les médicaments. Désormais, je vais lutter seul contre mon mal. Je me battrai pour m'en sortir.

## **20 septembre**

Sa situation se détériore rapidement Ça fait deux semaines que Magic vit en ne se nourrissant que d'un demi-plat par jour. Il n'a plus de force. Il vit dans une chambre d'hôtel situé au 166 rue Robespierre, à Bagnolet, qu'il paye 300 euros par mois, d'environ cinq mètres carrés, sans chauffage, sans douche, ni eau chaude, sans plaque ni réchaud. L'hôtel est rempli de cafards. La nuit, ils rivalisent avec lui sur le petit lit qu'il occupe. Les escaliers en bois craquent et se fendillent à chaque fois que les occupants posent le pied sur les marches. Une catastrophe et un danger permanent pour les occupants. Les moustiques, le soir, se nourrissent du maigre sang qui lui reste encore dans les veines et le pompent à fond sans aucune pitié. Le matin, au réveil, il prend de l'eau froide au robinet et se fait ainsi son petit café.

Il commence à sentir les effets de la malnutrition. Il a des crampes, ses muscles le lâchent, le moindre effort l'épuise et il passe ses journées debout durant huit heures. Un sac vide peut-il tenir debout ?

Le soir, il va voir Amelyne, une amie française rencontrée dans une épicerie de Bagnolet où elle venait faire ses courses de temps en temps. Il lui parle de ses problèmes. Elle l'invite et lui prépare une bonne soupe de légumes. Elle est chaude, parfumée. Il est ému, heureux. C'est un cadeau du ciel. Cela fait longtemps qu'il n'a pas mangé un plat bien chaud. Il se jette dessus comme un lion sur sa proie, et avale tout d'une traite. Il transpire. La sueur coule de partout. Repu, le ventre enfin plein. Quel bonheur !

En le quittant, elle lui offre un petit réchaud à gaz, une assiette, une tasse et un pot de confiture de figues faite maison. Amelyne, issue d'une bonne famille française, a connu la faim. Rejetée par sa famille, battue, séquestrée et quittée par son mari, elle s'est retrouvée seule dans la rue. Elle a connu ce que connaît Magic et souvent elle aide les SDF ou les migrants, la misère l'a rendue généreuse et compatissante.

## **21 septembre**

J'apprends une mauvaise nouvelle. Salifou, le vétéran avec qui j'ai discuté il y a onze mois, vient de tomber dans les filets de la police. Il a été interpellé à la sortie du métro Robespierre lors d'un contrôle d'identité. Il n'avait pas ses papiers. Il est envoyé au centre de rétention et attend son expulsion vers son pays d'origine, le Mali. Dix ans de vie sur le territoire français s'arrêtent.

Tous les jeunes du quartier ont peur de sortir. La peur que cela m'arrive aussi un jour m'envahit. Jusque-là j'ai eu de la chance. Mais qui sait ce qu'il adviendra demain ? Nous sommes tous des potentiels expulsables. La prudence est de mise.

## **25 septembre**

Magic se retrouve de nouveau sans plus rien à manger. Il se couche, incapable de trouver le sommeil tellement la faim le

tenaille. À 3 heures du matin, il se lève, il fouille partout, cherche désespérément quelque chose à avaler. Quel bonheur de trouver une boîte de chocolat en poudre périmée et un bout de pain rassis ! Ce sont des restes de son dernier passage à la boutique du Secours populaire de Bagnolet. Il y va tous les vendredis se ravitailler pour 12 euros.

Il mouille le pain de mie avec de l'eau et le mélange au chocolat. Il avale sa mixture en pleurant sur son sort : sa vie est maintenant pathétique, cette faim, cette souffrance, cette solitude... Jusqu'alors il n'avait jamais connu ça, jamais connu la faim. Il pense à la maison de son père, où les gens venaient manger, où il y avait toujours quelque chose de chaud pour les gens de passage.

À ce stade, il atteint ce qu'il peut appeler le troisième niveau de la faim, c'est le vide absolu, le néant, la descente en enfer, l'agonie. Alors là, il n'y a aucune issue, aucun espoir, juste le déclin. Ni argent, ni aide, ni soutien. Là, c'est grave, vraiment très grave. C'est quand on se réveille sans savoir où l'on va, sans savoir comment la journée va se passer. Une seule idée en tête : trouver de quoi manger. On se demande : où ? Quand ? Comment ? Et avec quoi ? Cette étape, c'est quand il n'y a plus aucun recours. Voler ? Surtout pas, cela ne lui ressemble pas. Jamais il n'a d'ailleurs envisagé cette hypothèse.

Il se lève tous les jours pour aller travailler. Il ne peut pas faire autrement. Travailler est son seul espoir, son équilibre moral. Mais seulement, soit il n'est pas payé, soit il est payé en retard ou à moitié. Les seuls moments où il reçoit ses chèques, il les remet à ses créanciers avec le sentiment qu'ils les avalent tout simplement... Juste de quoi payer son loyer pour ne pas se retrouver dans la rue.

Pourtant, il ne peut pas arrêter de travailler, car il signerait tout bonnement son arrêt de mort. Il continue donc à vivre ainsi en espérant que sa situation changera un jour.

Il ne veut pas non plus demander de l'aide à sa famille qui ignore tout de sa situation, puisqu'il ne veut pas le leur dire ou leur montrer et préfère se débrouiller seul comme un grand. Il est juste orgueilleux. Il le sait. Il est bien comme ça. Pour lui c'est une façon de se défier, de tout surmonter seul, sans déranger les autres.

Et même s'il n'était pas orgueilleux, sa famille pourrait-elle l'aider continuellement et tout le temps ? Il ne le pense pas, car eux aussi ont leurs problèmes et arrivent juste à s'en sortir. Pourquoi alors leur rajouter une charge en plus ?

## **29 septembre**

Il part travailler Place des Fêtes sans déjeuner. De toute façon, il n'a pas le choix. Une longue journée l'attend debout de 10 h à 20 h. Habituellement, il prend sa pause à 15 h pour déjeuner. Mais il change son heure de pause de 15 h à 17 h, afin de se donner l'impression que le temps passe plus vite. Ses collègues lui demandent pourquoi il ne part pas déjeuner. Il répond simplement qu'il n'a pas faim. Bien sûr, il ment. Il ne peut pas faire autrement comme il n'a rien pour manger.

Il devient nerveux, agressif, il en veut au monde entier. Il est seul, tellement seul dans cette descente aux enfers ! Personne à qui parler, personne ne se soucie de lui.

Cette période qu'il traverse le fait penser à Diallo Telly<sup>9</sup>, mort par « diet » – privation de manger et de boire. Bien sûr, ce n'est pas pareil. Lui était en prison.

Quant à Magic, son unique prison, c'est la faim. Mais il n'y a qu'un pas entre les deux. Il maigrit, il a perdu quinze kilos.

9. Né en 1925, à Porédaka, dans le Fouta-Djalon en Guinée. Chef de cabinet du haut commissaire de l'Afrique occidentale française (AOF) à Dakar en 1955. Puis secrétaire général en 1957 de l'AOF. Vice-président de l'Assemblée générale des Nations unies en 1962, puis premier secrétaire général de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) en 1963. Mort le 1er mars 1977 dans la cellule n° 52 de la sinistre prison du camp Boiro, à Conakry. Arrêté, emprisonné par le gouvernement de Sékou Touré (le complot « peul »), il est mort de faim et de soif dans sa cellule.



## **2 octobre**

Il a tellement faim qu'il prend son seul objet de valeur et de surcroît son outil de travail, un Nokia 3310, pour le vendre. Il va au marché aux puces de Montreuil. Il compte le vendre 50 euros. Avec cette somme, il peut manger au moins deux semaines. Mais, à sa grande surprise, on lui propose 20 euros. Il est choqué, déçu. Après une heure d'errements, il n'a plus le choix. Il le vend au prix du marché. Il vient de vendre son seul lien avec sa famille, celui qui lui permettait d'être joint par elle. Mais quelle autre solution se présente à lui ? Avec ces 20 euros, il peut manger une semaine entière.

## **10 octobre**

Quand s'arrêtera donc ce cycle infernal ? Il n'a de nouveau plus un centime pour prendre le métro, plus un centime pour manger et aucun moyen de communiquer. Alors il quitte le 166 rue Robespierre à Bagnolet, « son hôtel », pour rejoindre à pied la Place des Fêtes. Après une heure de marche, il arrive sur son lieu de travail. Ce jour-là, il livre des médicaments à une personne âgée de presque 90 ans. Pour le remercier, elle lui donne 2 euros pour le café. Il refuse de les prendre, gêné. Pour lui, c'est un plaisir de rendre un service à une malade, en plus personne âgée vivant seule. Elle insiste. Il finit par céder. Avec ces deux euros, il achète une demi-baguette et une boîte de sardines. Elle vient de lui sauver la vie. Pas sans remord, puisque c'est pour lui injuste. Le monde à l'envers. Les vieux qui nourrissent les jeunes.

Le soir, sa sardine, son oignon pourri et son pain lui paraissent être un festin. On se satisfait de tout quand la faim nous terrasse. Remplir le ventre, effacer cette torture est notre seule préoccupation.

Il pense alors à ces rescapés d'un crash d'avion dans la Cordillère des Andes, qui ont attendu des jours, voire des

semaines d'être secourus, en vain. Le pilote et les copilotes étaient morts. Les survivants n'ont eu qu'une solution : manger les cadavres pour survivre. L'opinion était choquée par ce cannibalisme. Aujourd'hui, il comprend les survivants. Il n'est pas loin de faire comme eux. Ils n'étaient plus humains, ils étaient des bêtes sauvages, ils avaient atteint un degré de souffrance tel qu'ils avaient atteint l'animalité, pour enfin être cannibales. Est-il devenu une bête sauvage ? Un cannibale ?

Il ne faut jamais dire « fontaine, je ne boirai pas ton eau ». La vie nous réserve des choses qu'on ignore, on apprend à se connaître mieux dans ces situations extrêmes.

## **11 octobre**

Il passe la journée au lit se forçant à dormir. Il ne veut pas se lever pour ne pas sentir la faim... mais il ne réussit pas. La faim frappe de nouveau violemment à sa porte. Il se lève et sort. Ce n'est pas dans son lit qu'il trouvera à manger. Il marche dans les rues de Bagnolet, lorgnant de gauche à droite les poubelles, afin de trouver des choses à récupérer. Il en fouille une, deux, trois et ne tombe sur rien d'intéressant. Il continue sa recherche sur la rue Robespierre, toujours rien. Il commence à se décourager. Mais poussé par le ventre, il poursuit encore sa recherche, change de rue et emprunte la rue de Paris. Il faut dire que ce n'est pas non plus le meilleur quartier pour un chiffonnier. Peut-être que dans le 16ème, il se ferait tout de suite et facilement une bonne récolte. À la hauteur du métro Croix de Chavaux, il remarque des poubelles autour de beaux immeubles. Il se dit que là il y a une forte chance de trouver quelque chose qui pourrait l'intéresser. Dans l'une des poubelles, il trouve deux couvertures en bon état. Il les prend en prévision de l'hiver qui approche.

Il veut surtout de quoi manger. Il continue son chemin sur les rues de Montreuil. De loin il aperçoit une boulangerie et une

poubelle à côté. Il se dit que peut être il y trouvera du pain. Effectivement, sa cueillette porte ses fruits. Il s'approvisionne : du pain, du pain aux raisins et des croissants. Le bonheur. Il fait ses courses gratuitement dans cette poubelle. Plus loin encore, il voit une boucherie. Il se dit qu'il y a moyen d'y trouver de la viande. Cela fait longtemps qu'il n'a pas bouffé un morceau. Et là, il se procure quelques côtelettes d'agneau. Il est ravi de ses courses. Il peut rentrer paisiblement se faire un bon dîner.

Le dimanche, les familles françaises font le ménage, vident, trient et jettent les choses « inutiles ». Quel gâchis pour le pauvre qu'il est ! Frigos, micro-ondes, matelas, meubles de cuisine, téléviseurs, ustensiles de cuisine... combien d'individus des pays sous-développés auraient aimé avoir cette poubelle européenne ? Ce gaspillage renvoie au déséquilibre existant entre les pays riches et les pays pauvres. Surproduction, surconsommation, suréquipement, suralimentation, ces gens s'en rendent-ils compte ? Le gaspillage est dans tous les secteurs.

L'exemple de la santé. Il travaille dans une pharmacie. Tous les jours, des clients déposent des médicaments non utilisés pour le recyclage, alors que chez lui, en Afrique, au Sénégal, des enfants meurent par manque d'un seul comprimé. Ici, on jette des chaises roulantes et des béquilles, alors que beaucoup d'handicapés dans les pays pauvres ne peuvent pas se déplacer par manque d'équipements de ce genre. Et quand il entend parler du déficit de la Sécurité sociale, il se dit que les raisons sont évidentes au regard de ce gaspillage de médicaments prescrits inutilement, que les patients ne prennent même pas... les actes médicaux pour trois petits bobos entraînent souvent l'achat de cinq boîtes de médicaments, pour rassurer... Trop de gaspillage pour l'Africain qu'il est.

Est-ce vraiment l'AME (Aide médicale d'État) qui creuse le trou de la Sécurité sociale ? Il ne croit pas un seul instant aux discours politiques qui font croire aux Français que le déficit de

la Sécurité sociale est dû, entre autres, aux immigrés qui bénéficient de l'AME, et d'autres aides... Il en est de même dans d'autres domaines et le scolaire notamment. Il voit des manuels jetés à la poubelle alors que chez lui, dans les villages, les élèves n'ont pas d'ardoises, ni de crayons pour écrire.

Si les poubelles françaises peuvent le nourrir, lui sauver la vie, pourquoi ne pourraient-elles pas nourrir, éduquer, soigner, les habitants des pays pauvres ? Magic se dit tout ça en ramenant chez lui le pain, les croissants, les côtes d'agneau et il pense aussi qu'il faut prendre garde à ne pas utiliser les pays pauvres comme la poubelle de l'Occident, où l'on déverserait les médicaments périmés, les boîtes de conserve pourries, les produits chimiques dont les pays riches ne veulent pas.

## **12 octobre**

Il avait rencontré Jacqueline chez une compatriote. Ils avaient sympathisé. Il la croise devant le tabac de la rue Victor Hugo. Comment ça va ? Mal. Il explique sa galère. Elle propose de l'héberger, pour cinq jours. Jacqueline vit seule, sans enfants, sa mère vient de mourir et elle est dépressive. Elle n'a plus aucun goût pour le travail et a fini par être licenciée. Est-ce que les gens en galère ne rencontrent que d'autres gens en galère ? Ils parlent. Il apprend qu'elle est lesbienne, qu'elle a vécu avec une femme qu'elle aimait beaucoup et que cette femme l'a quittée. Magic ne comprend pas. Une femme peut aimer une autre femme et vivre en couple avec elle ? Dans sa culture, chez lui l'homosexualité est interdite et réprimée.

Il ne lui dit pas tout ça, mais essaie de l'aider, de la soutenir. Mais Jacqueline va vraiment mal. Elle se soutient avec du whisky. Elle boit toute la nuit, ne dort pas, empêche Magic de dormir. Ces quatre nuits chez Jacqueline deviennent un enfer. Elle hurle, elle se plaint, elle se saoule. Un jour, il trouve son sac devant la porte. Il dort dans un squat de la rue de Paris où

il restera deux semaines. Jacqueline reprend contact, l'invite à boire un café. Il préfère utiliser le prix du café pour s'acheter une demi-baguette et une boîte de sardines.

#### **14 octobre**

Même journée : dormir jusqu'à 16 heures et trouver des objets à vendre au marché aux puces de Montreuil. Il fait l'inventaire des biens dont il dispose dans sa chambre d'hôtel zéro étoile. Il décide de vendre un manteau Yves Saint-Laurent qu'il s'était acheté lors du destockage d'une boutique de prêt-à-porter masculin, rue de Turenne, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, où il travaillait l'an passé. Il s'était offert du Saint-Laurent : cinq chemises, cinq costumes, une saharienne et trois manteaux pour 800 euros ! La boutique devait liquider tout son stock Saint-Laurent dans un délai restreint, Yves Saint-Laurent venait de vendre sa licence, les vêtements qui restaient devaient être vendus ou brûlés. Ils étaient liquidés 80 euros pièce. Quelle aubaine pour lui ! Un costume de cette marque coûtait alors entre 350 à 500 euros, il pouvait donc se faire des bénéfices intéressants en les revendant quatre fois plus cher que le prix d'achat. Il avait envoyé la marchandise vers la Gambie à un ami. Il avait estimé à 2 000 euros après vente.

Il met un manteau dans un sac et part au marché aux puces. Il se faufile entre les gens, le manteau à la main. Il scande : « Manteau Yves Saint-Laurent, liquidation ! Très bonne affaire ! » Il a la trouille. Il a peur d'être reconnu ou de croiser des potes du quartier. Lui qui était un bon commercial, se rend compte qu'il est incapable de vendre un manteau en automne à Paris !!

Au bout d'une heure, il commence à se décourager, personne ne s'intéresse à sa marchandise. Il décide d'exposer le manteau sur les grilles au-dessus du périmètre pour que les gens le voient. À côté de lui, une vendeuse, Française, Française, visi-

blement habituée du marché, lui dit alors qu'un tel manteau ne peut pas se vendre à cette saison, qu'il faut attendre le froid de l'hiver. Il est déçu.

Sur le chemin du retour, il ramasse une paire de chaussures de femme, en bon état. Il revient sur le marché pour essayer de la vendre. Pas de succès. Personne n'en veut. Après vingt minutes, la police arrive et les vendeurs à la sauvette remballent tout. Il s'en va, laissant les chaussures à Françoise.

Le ventre vide, il rentre chez lui avec 10 centimes en poche. Sur le chemin, un Malien du squat (appelé ghetto pour nous) de la rue Victor Hugo le dépanne de 30 centimes. Riche, il s'achète une demi-baguette. Il la mange le soir, mouillée avec de l'eau et quelques morceaux de sucre. Ne lui demandez pas s'il est rassasié. Bien sûr que non. Mais que faire ? Il se couche, seul avec sa faim et sa souffrance. Il craque et se met à pleurer.

Qu'est-ce que c'est dur l'aventure ! Quand je pense à mes compatriotes et frères qui rêvent d'immigrer en Europe, je me dis : « Ah ! s'ils savaient ce qu'on endure ici et ce qui les attend ! » Contrairement à l'Europe où règne l'individualisme, en Afrique en général et au Sénégal en particulier, c'est la solidarité, le partage, l'entraide. On peut toujours compter sur sa famille pour manger, se coucher même si on ne travaille pas. Mais malheureusement, ils ne voient que l'aspect positif de l'Europe, le rêve. On ne leur dit pas toujours toute la vérité. Et même s'ils le savaient, pourrions-nous les empêcher de tenter de partir puisque de toute façon, en restant, ils n'ont aucun avenir chez eux ?

Moi-même j'ai cru, quand j'étais chez moi, que cela serait facile de ramasser l'argent. Les immigrants qui rentraient au pays nous faisaient toujours rêver. Ils ont de belles voitures, de belles maisons et suscitaient le respect et l'attention de tous. Devant eux, nous étions des bons à rien. Ils frimaient beaucoup. Tous cachaient leur vraie vie en Europe et les conditions dans

lesquelles ils vivaient leur quotidien. Aujourd'hui, je commence à comprendre qu'il est impossible de faire toutes ces réalisations en travaillant honnêtement avec de petits boulots (comme je le fais avec tant d'autres) pour un sans-papiers en Europe.

Mais j'étais préparé au pire. Je savais qu'aucune aventure n'est facile. Mon grand frère Mamadou, qui a vécu dix ans en France pour ses études, nous avait prévenus. Ça m'a aidé. Malgré mes souffrances, je me suis toujours dit : « Tu l'as voulu et choisi, donc tu assumes ». Je ne crois pas que cela soit le cas de tous ceux qui cherchent à venir. Je ne leur en veux pas de croire qu'ils peuvent réussir ici mieux qu'en Afrique. Mais seulement ils doivent se préparer psychologiquement, être assez mûrs, solides mentalement et s'attendre au pire avant de venir. Je ne cherche pas à décourager ni à encourager leur venue. Seulement leur donner des conseils et leur dire que tout n'est pas rose comme ils pourraient le croire.

### **Un vendredi, au début du mois de novembre**

Il reçoit une très bonne nouvelle : une lettre de la mairie de Bagnolet, signée par la commission d'aide d'urgence. La mairie de Bagnolet lui octroie une aide financière de 50 euros, réservée aux plus démunis. Il avait fait cette demande début juillet. Le courrier réponse arrive le 27 juillet. Depuis, le courrier traîne à l'adresse où il était alors domicilié. Cette négligence lui a porté préjudice, mais finalement cette aide arrive au meilleur moment.

Il est 15 h 10. Il fonce à la mairie. Il arrive en sueur devant la porte n°8 du service administratif. La femme de l'accueil vérifie le courrier et lui dit :

- Le courrier remonte à juillet. Vous faisiez quoi depuis ?
- Je viens juste de le recevoir, Madame. C'est une négligence de la personne chez qui je suis domicilié.

– Je ne suis pas certaine que la somme soit encore disponible étant donné le temps écoulé !

– Je vous en prie Madame, je suis vraiment dans le besoin. Faites quelque chose !

Face à son insistance, elle l'oriente vers un bureau. Un monsieur le reçoit avec beaucoup de gentillesse et de disponibilité.

– Que puis-je faire pour vous, Monsieur ?

– Je viens récupérer une aide de la mairie.

Il lui remet le courrier.

– Vous pouvez aller dans le bureau en face, ma collègue vous remettra l'argent.

– Merci beaucoup, Monsieur.

– Vous n'avez pas à me remercier. Vous y avez droit.

La femme vérifie son identité et se dirige vers le coffre-fort d'où elle sort deux billets de 20 euros et un de 10 euros. Un vrai bonheur, 50 euros ! De quoi vivre quelque temps !

Dans mon pays, les structures d'aide aux pauvres et les travailleurs sociaux sont quasi inexistantes. L'État et les municipalités ne font rien pour les nécessiteux et les pauvres. À l'hôpital, sans argent, on vous laisse mourir. Ici, je me fais soigner gratuitement. Au lieu de résoudre les problèmes des populations, les dirigeants cherchent plutôt à s'enrichir en détournant les biens publics.

En Afrique, les autorités nous affament, nous tuent. Voilà une des grandes différences entre l'Occident, soucieux du bien-être de ses populations et l'Afrique méprisant le devenir des pauvres. Combien de familles, de femmes avec enfants, de couples sans emploi, de personnes en difficulté sont pris en charge, nourris, soignés, par les autorités communales, les États ou les associations telles qu'Emmaüs, Secours populaire, les Restos du cœur ? Combien de familles fréquentent la Boutique de Bagnolet ?



Il est 16 h 30 minutes. Et comme il n'a pas mangé depuis la veille, la première idée qui lui vient en tête est de manger un très bon repas chaud au restaurant. Surtout pas au foyer de Montreuil, cette fois-ci. Il veut un vrai repas. Il va sur la rue de Paris à la sortie du métro Robespierre. Il passe devant une sandwicherie, puis un grec. Finalement, il entre dans un restaurant libanais. Les prix des menus ne sont pas chers. Il a le choix. Il peut bien manger et à petit prix.

En entrée, il prend une salade composée de tomates fraîches, avec des œufs. Puis de la viande grillée, avec des frites et un coca. Le tout pour 7 euros. En temps normal, il n'aurait pas fini son assiette tellement copieuse. Il a tout ravagé. Ne laissant pas une miette. Repu, son esprit apaisé, il peut oublier sa faim et penser à autre chose. Il achète une carte téléphonique pour appeler sa maman. Il ne l'a pas eue au téléphone depuis un mois. La voix de sa maman lui a beaucoup manqué. C'est la personne la plus importante à ses yeux.

– Allo maman c'est moi !

– Tu es en vie mon fils ?

– Oui maman, je vais bien.

– Je me suis beaucoup inquiétée de ce silence, tu sais. Qu'est-ce qui s'est passé ?

– Rien, c'est juste à cause du travail maman !

– J'ai plusieurs fois tenté de te joindre. À chaque fois, je tombais sur la boîte vocale !

– Oui, mon portable ne marchait pas, c'est pour cela. Sinon, tout va bien !

– Je suis contente en tout cas d'entendre ta voix, mon fils !

– Moi aussi maman !

– Tu raccroches maintenant que j'ai entendu ta voix. Tu vas payer cher !

– D'accord, maman. À bientôt, je salue tout le monde !

– À bientôt. Prends soin de toi mon fils !

Il ne peut pas lui dire qu'il a vendu son portable. Elle comprendrait de suite qu'il est en difficulté. Encore moins lui dire qu'il a eu faim et traverse des moments difficiles. Il préfère tout garder pour lui. Et pourtant, il aurait bien aimé se confier à elle. Mais elle souffrirait encore plus si elle savait la vérité.

Le soir, à peine couché, il s'endort et se met à ronfler. Le cannibale a enfin mangé autre chose que sa sardine habituelle.

## **5 janvier 2005**

Il n'a pas reçu son planning du mois. Il appelle le contrôleur, monsieur Patrick. Il tombe sur sa boîte vocale et laisse un message. Quatre heures après, il ne reçoit aucun appel. Il décide d'appeler monsieur Agopian, son employeur. Il tombe également sur son répondeur et laisse un message. Le lendemain, aucune nouvelle de son employeur. Sept jours se passent. Rien. Ils sont injoignables. Il s'inquiète de nouveau. Que se passe-t-il, se demande-t-il ?

Le huitième jour, il rappelle le contrôleur. Cette fois-ci, le téléphone sonne. Après trois sonneries, il décroche :

– Bonjour, monsieur Patrick. C'est Magic. Je vous ai laissé plusieurs messages sans réponse.

– Oui, je sais. Nous avons fait un dépôt de bilan et vous serez contacté par un huissier pour vous indemniser.

Le pauvre ne comprend rien à ce qu'il vient d'apprendre. Il veut en savoir plus.

– Où est monsieur Agopian ? Je n'arrive pas à le joindre.

– Je ne sais pas. Je ne peux pas vous en dire plus. Je suis dans la même situation que vous. Je vous laisse et bon courage.

Il s'effondre. Il se met à pleurer de toutes ses larmes. Deux mois de salaire qui partent en fumée. Le pauvre immigré sans-papiers a travaillé quatre-cent-huit heures ces deux derniers mois. L'équivalent de 2 040 euros dont il ne verra jamais la couleur. C'est trop. Il sanglote. Quoi faire ? Où se plaindre ? Et

auprès de qui ? Il n'en sait rien. De toute façon, oserait-il, vu son statut de sans-papiers ? Il ne connaît même pas l'adresse de la société qui l'emploie. Tout se passait au téléphone. Son employeur ne voulait pas que les agents sachent où il se trouve. Peut-être que c'est une société fantôme. Toujours est-il que le patron reste introuvable et injoignable. Il a disparu dans la nature. Même la société pour laquelle il sous-traitait reste discrète et refuse de lui dire ce qui s'est passé. Ils disent juste ne rien devoir à leur sous-traitant, qu'ils lui ont payé tous les salaires des agents. Tous (trente agents) ont perdu leur salaire. Voilà comment des gens sans scrupules, pour qui seul l'argent compte, profitent et s'enrichissent de la misère des pauvres immigrés, sans armes de lutte, sans défense.

Magic se couche. Incapable de trouver le sommeil, il repense à tout ce qui vient de lui arriver. Il se pose des questions sans pour autant trouver les réponses. Il est perdu. Il ne sait pas quoi faire. Une certitude, son avenir est sombre. Il va se retrouver sans travail, sans abri.

Tard dans la nuit, il finit par s'endormir. Dans son sommeil, sa maman lui apparaît en rêve :

– Tu es malheureux mon fils. J'en suis persuadée. Je te vois. Dis-moi la vérité mon fils. Avoue-moi que c'est vrai.

– Non, Maman, tout va bien.

– Ce n'est pas vrai, tu me mens !

Elle pleure.

– Ne t'inquiète pas Maman, je vais bien.

– Tu sais, je suis ta mère. Je t'ai porté pendant neuf mois dans mon ventre. J'ai accouché de toi, je me suis occupée de toi, je t'ai donné tout mon amour et toute mon affection. Donc, je sens, je vois tout ce qui t'arrive et surtout quand tu n'es pas bien !

En pleine nuit, je me réveille en sursaut. Je me mets à pleurer. Je vois souvent ma maman en rêve quand je souffre. Elle

est toujours là, protectrice et veillant sur moi. J'ai beau lui mentir, elle voit la réalité. Mais jamais je ne lui avoue. Même dans le rêve, je continue à lui mentir. Je ne comprends pas les raisons. C'est plus fort que moi. La seule chose que je sais, c'est que je ne veux pas qu'elle souffre. Même en rêve, je continue inconsciemment à mentir pour cacher ma souffrance. C'est vraiment fou, mais c'est comme ça. Je n'arrive pas à expliquer cette fusion, cette connexion, cette complexité entre ma mère et moi.

Il apprendra plus tard que ce même patron a ouvert une autre boîte dans le Sud.

Ne pouvant pas payer sa chambre d'hôtel, il est tout simplement exclu par le propriétaire. Du coup, il se retrouve dans un squat de Bagnole. Magic est SDF.

# Les dérives administratives

## 1er mars

Comme il travaillait bien et était estimé des responsables de l'entreprise qui sous-traitait auprès de son ancien patron, le responsable de secteur le met en contact avec un autre sous-traitant. Monsieur Boto<sup>10</sup> l'appelle, lui fixe un rendez-vous le 3 mars à Saint-Denis.

– On m'a parlé de toi en bien, c'est pourquoi je te prends, mais j'exige la régularité.

– Pas de soucis.

– Moi, je paye 5 euros de l'heure. Si tu es d'accord, je te prends.

– Oui, mais c'est peu, Monsieur. Vous savez, je gagnais déjà 5 euros de l'heure avec mon ancien patron. Je mérite une petite augmentation quand même.

– Pour l'instant je ne peux pas faire mieux. Si tu es bon et motivé, je t'ajouterai 50 centimes. Mais pour l'instant, c'est le tarif.

Comme d'habitude, il n'a pas le choix. Il accepte. Son nouveau patron est également très balaise et donne l'impression de quelqu'un de très carré et très exigeant dans son discours. Il n'a pas l'air sympa, est arrogant et en plus le tutoie. Il n'a aucun respect pour lui. Il le considère juste comme une main-d'œuvre facile à exploiter et c'est tout.

10. Nom changé.

- Tu as un compte bancaire pour le virement de ton salaire ?
  - Non, Monsieur.
  - C’est obligatoire. Je ne pourrai pas payer en espèces. Donc, débrouille-toi ! Tu peux trouver un ami ou un cousin non ?
  - Oui, je vais chercher, répond-il en hésitant.
- Il ignore si cela est possible. En plus, il hésite à faire confiance à cet homme.

## **5 mars**

Il arrive à la boutique de prêt-à-porter féminin au centre commercial de Saint-Denis. Le personnel est composé uniquement de filles. Il se présente et prend son service. Il est 10 heures, il ouvre le magasin sur ordre de la responsable. Tout se passe bien, jusqu’à ce que l’une des vendeuses ramasse cinq antivols par terre. La responsable est furieuse, et lui fait des remarques.

– Soyez très vigilant, car ici les voleuses sont des spécialistes. Je me demande comment elles procèdent.

En fin de soirée, il réussit à interpeller une voleuse. Pendant le contrôle, il trouve même un cutter dans son sac. C’est ainsi qu’elle réussissait à couper les antivols. Et comme il l’a vue faire, il a attendu sa sortie pour l’interpeller. Elle accepte de passer à la caisse pour payer. Après cette interpellation, la responsable devient gentille avec lui.

À la fin du mois, comme il ne trouve pas de RIB, son patron le paie en chèque. Il le remet à un copain. Il doit attendre quinze jours pour récupérer ses sous. Le dix-septième jour, il lui remet 250 euros sur les 850 euros. Dix jours après, il reçoit 100 euros. Il ne comprend rien. À ce rythme, il se dit qu’il ne pourra jamais s’en sortir.

Finalement, le copain disparaît avec le reste. Il est sans nouvelles. Il a changé de numéro.

Le mois suivant, il donne son chèque à un compatriote. Ce dernier disparaît tout bonnement avec son chèque de 945 euros. Le premier avait son titre de séjour et le deuxième la nationalité française. Ils savaient bien qu'il est sans-papiers et qu'ils pouvaient profiter de sa situation : un sans-papiers irait-il porter plainte ?

Pendant six mois, il travaille mais ne reçoit jamais l'intégralité de son salaire. Il travaille en fait pour des gens. Eux vivent des allocations, ne travaillent pas et pour gonfler leurs revenus, ils profitent des gens comme lui. Il ne sait plus quoi faire. Il ne veut pas et ne peut pas arrêter de travailler. Et en même temps, il travaille pour rien. Même ses proches l'ont trahi.

Le septième mois, il retrouve un ancien ami, Marcel. Il lui explique son calvaire. Celui-ci lui propose d'ouvrir un compte et lui remettre une carte bancaire. Il l'a connu, il galérait. Il est arrivé avant lui. Magic a été très gentil et avait même essayé de lui trouver du travail chez son employeur. Au bout d'un an, il a obtenu sa nationalité française mais pas sans difficulté, parce que son père, tirailleur sénégalais, avait obtenu sa nationalité par un décret de de Gaulle. C'est pour lui une manière de lui retourner l'ascenseur. Depuis, il est heureux. Pendant quatre mois, son salaire tombe sur le compte et il peut retirer librement. Par contre, avec son patron devenu trop exigeant, sans pitié, les relations se détériorent. Encore la pression, les chantages, les insultes sont monnaie courante. Il n'a pas le choix et doit accepter ce fait.

### **1er octobre 2005**

Je me lève. Ça fait presque dix-huit mois que je n'ai aucune réponse de la préfecture. De jour en jour mon angoisse grandit. Je suis toujours en situation irrégulière sur le territoire français. Je risque à tout moment de tomber dans les filets de la police et

d'être expulsé dans mon pays d'origine. Je n'ai même pas reçu un récépissé de dépôt de demande pour un titre de séjour de la part de la préfecture. Dans les rues, les métros, partout, je peux tomber sur un contrôle d'identité. Et je n'ai rien à présenter si cela arrivait. Je vis dans la peur, l'angoisse et le stress. Jusqu'à ça va encore. Mais combien de temps cela va-t-il durer encore ? Je n'en sais rien. Toujours est-il que mes déplacements sont limités et mes lieux de fréquentation choisis.

Je croise souvent des policiers sur mon chemin. Mais peut-être, comme je présente bien et que je n'ai pas la tête d'un suspect, personne ne m'a encore interpellé, même si la peur reste présente en moi.

## **9 novembre**

Je suis reçu par Maud. Elle remplace ma précédente assistante sociale. Tout de suite, elle m'inspire plus de confiance que la première. Elle me paraît dynamique, efficace, jeune et l'air fonceur. Elle semble avoir la volonté de m'aider.

Je lui explique ma situation, elle se dirige vers l'armoire où se trouvent les dossiers et archives laissés par sa collègue. Elle fouille, sort tous les dossiers à la recherche du mien. Elle cherche durant une demi-heure, en vain. Aucune trace. Il a disparu. Pourtant, j'en avais un. Elle le sortait à chacune de mes visites. Il contenait mes photocopies de passeport, tickets alimentaires, extrait de naissance, copie de la demande de titre de séjour...

Maud est surprise. Elle ne comprend pas que mon dossier ne soit pas classé.

Je suis déçu et vraiment en colère. Tout ce temps d'attente pour rien. Mon désespoir se lit dans mes yeux. Je suis au bord des larmes.

– Je vais constituer un nouveau dossier. C'est tout ce qu'on peut faire pour l'instant. Mais c'est quand même bizarre !

– Que vais-je faire maintenant ?



– Ne vous en faites pas M. Bâ, je vais m’occuper de vous en faisant de mon mieux.

Mon dossier a été envoyé à la sous-préfecture du Raincy. Je ne cesse de m’interroger sur ce qui a pu se passer. Est-il perdu ou oublié au fond d’un tiroir ? Je suis cependant prêt à repartir à zéro, mais avant, je lui demande d’appeler la sous-préfecture afin de savoir ce qu’il en est de mon dossier.

Maud me dit alors que Bagnolet ne dépendant pas du Raincy, mon dossier aurait dû être envoyé directement à la préfecture de Bobigny. C’était donc une erreur professionnelle de la part de l’assistante sociale, elle ne connaissait pas la subdivision administrative. Je lui en veux pour cette faute professionnelle. Elle sort une chemise, des feuilles et griffonne. Elle prend son téléphone et appelle la sous-préfecture. Quelqu’un lui dit de patienter le temps que la ligne se libère. Pendant ce temps, j’attends et l’observe, perplexe. Après cinq minutes d’attente, elle a enfin quelqu’un au bout du fil et met le haut-parleur afin que j’entende la conversation.

– Bonjour, je suis Maud, assistante sociale au CMP de Bagnolet. Je vous appelle au sujet d’un de nos patients qui a déposé une demande de titre de séjour il y a 18 mois pour cause de maladie. Il s’impatiente. Pourriez-vous me dire où en est son dossier ?

– Ne quittez pas. Je vais vérifier, dit la voix féminine au bout du fil.

Deux minutes après :

– Effectivement, nous avons reçu le dossier de M. Bâ le 4 mai 2004, mais il a été transféré à la préfecture de Bobigny.

– Merci madame, dit Maud avant de raccrocher.

Je suis sidéré, perdu dans mes pensées, mais je ne veux pas lâcher l’affaire. Je lui demande d’appeler Bobigny. Au fond de moi, je me rends compte que je l’embête, mais j’ai besoin de savoir et de comprendre ces failles administratives.

Elle reprend son téléphone et appelle la préfecture de Bobigny. Elle explique à son interlocuteur de Bobigny les raisons de son appel.

La femme au bout du fil lui demande de patienter. Un moment après elle répond :

– Nous avons reçu le dossier de M. Bâ, mais on lui a répondu et d’ailleurs nous lui avons accordé le titre de séjour.

Je fais un signe du doigt à l’assistante sociale pour dire que je n’ai rien reçu.

– Donnez-moi le nom et prénom de ses parents.

Maud s’exécute.

– Ah ! désolée. Nous n’avons pas reçu ce dossier de ce M. Bâ. Celui que nous avons est domicilié à Paris.

Là, je comprends que mon dossier est perdu quelque part entre le Raincy et Bobigny. Que s’est-il passé ? Où se trouve mon dossier ? À qui la faute ? Je ne le saurai jamais. C’est quand même incroyable, voire inadmissible, que l’administration française puisse perdre ce genre de document. Chez moi, j’aurais pu le comprendre. Parce qu’en Afrique, l’administration n’existe pratiquement pas. Les courriers ne sont pas traités avec rigueur, sont souvent négligés. Du coup, je pense porter plainte pour faute administrative. Mais ma situation ne me le permet pas.

Seule solution : constituer un nouveau dossier. Je réunis tous les papiers demandés par mon assistante sociale. Mais cette fois-ci je dois moi-même aller déposer mon dossier à la préfecture de Bobigny.

### **30 novembre**

Un pote, Sylla, que j’ai rencontré par l’intermédiaire d’un ancien collègue, me parle d’une chambre qu’un de ses amis sous-loue dans le 95, à Montigny-Beauchamp, au foyer Sonacotra. Je suis intéressé. Sans hésiter, j’appelle le mec et

prends rendez-vous. Le loyer est de 250 euros. Cela me convient. Pour moi, être indépendant est le plus important. Ne dépendre de personne. Même si ma situation financière est irrégulière et catastrophique, j'ai besoin de liberté.

### **6 janvier 2006**

À 6 heures du matin, j'arrive à la préfecture de Bobigny. En quittant chez moi, je pensais que je serais parmi les cinq premiers à être reçus. La préfecture ouvre à 8 h 30. Je me suis réveillé à 4 heures du matin. C'est l'hiver. Il fait nuit encore et très froid (-8° C). Après vingt minutes de marche, j'arrive enfin à la gare. Je prends mon train direction Gare du Nord. Puis la ligne 5 jusqu'à Bobigny.

Devant la préfecture, surprise : il y a déjà plus de deux cents personnes qui attendent. Découragé, j'ai eu envie de rentrer, me recoucher tranquillement chez moi. Certains y ont passé la nuit, d'autres sont là depuis vingt-quatre heures. Jamais je n'aurais imaginé que c'était aussi dur pour les pauvres que nous sommes de déposer une demande de régularisation. Sans aucune considération, sans aucun respect de l'être humain. Certains sont là en famille, avec leurs enfants dans le froid. Moi je gèle, mes dents claquent, je grelotte. Nous sommes là dehors, sous la neige qui tombe sur nos têtes. Il y a deux rangées : ceux qui ont rendez-vous et ceux qui viennent pour la première fois. J'allume mon briquet pour me réchauffer les mains.

À ce moment précis, j'ai de la haine envers les autorités françaises qui ne se soucient guère de nous, les étrangers. Je me dis que tout cela est fait pour nous décourager d'immigrer en France. C'est pitoyable de voir ces Asiatiques, ces Maghrébins et ces Africains noirs, debout, sous la neige, pour attendre d'être régularisés et obtenir le précieux papier.

J'aurais aimé immortaliser ce moment, le filmer pour montrer au monde entier ce mépris des autorités françaises, la souf-

France endurée par ces gens. Je suis sûr que les associations de défense des droits de l'homme auraient réagi. D'ailleurs, un an après, dans un article du journal *20 minutes*, je lirai qu'une association s'était levée contre ce traitement à la préfecture de Bobigny, réclamant de meilleures conditions d'accueil. Cette requête n'a toujours pas eu de résultats à ce jour.

Je souffre. Les autres aussi. L'attente me semble interminable. Mes jambes ne tiennent plus, je suis congelé. Je ne sens plus mes membres. Pourtant, je suis malade, mais je n'ai pas de traitement de faveur. J'ai un certificat médical, attestant de mon incapacité à me tenir debout longtemps, d'autant que je ne supporte pas les situations de foule. Je ne peux pas me servir de ce handicap. Beaucoup de Français ignorent ou refusent de voir cette situation. Ceci est inhumain, intolérable, inconcevable, indigne d'un pays comme la France, prônant dans ses textes le respect des droits humains. Cette image n'honore pas la France.

L'attente dure 2 h 30. À 8 h 15, deux policiers se pointent devant la porte d'entrée. Un véritable mouvement de foule envahit les rangées. Les gens se disputent, certains veulent passer devant les autres.

À l'entrée, on doit prendre des tickets numérotés par ordre d'arrivée, puis attendre que notre numéro soit affiché pour se présenter au guichet. La préfecture a chaque jour un quota de personnes à recevoir. Il arrive que certains ne soient pas reçus, même après avoir fait la queue durant des heures, et doivent repartir pour revenir le lendemain. Je suis reçu à 14 heures par une jeune femme noire au guichet n°7. Je veux que ça soit elle qui me reçoive, pensant qu'elle me traitera bien. Mais quand j'arrive devant le guichet, elle me demande mes papiers un par un. Je ne possède pas la copie de la carte d'identité de la personne m'hébergeant. Sans explication, elle me remet mes documents, me renvoie en ajoutant un : « Au revoir Monsieur. Au suivant », avec un ton bref, sec et méprisant. Elle se retourne et

m'ignore complètement. Je prends mes papiers et disparaiss. Dans mon premier dossier de Raincy, on ne me l'avait pas demandée, ça ne figurait pas sur la liste des papiers à fournir (liste trouvée sur le site web de la préfecture par mon assistante sociale).

C'est vrai que, peut-être, mon dossier n'est pas complet, que je n'ai pas ce qu'il faut. Mais l'attitude, l'irrespect et l'inconsidération de cet agent – Black de surcroît – me révolte encore plus. Je me dis que si ça avait été une Blanche, j'aurais peut-être été renvoyé avec plus de courtoisie et de respect.

Encore un échec. Trois ans après mon arrivée en France, je suis toujours sans-papiers. Je prépare mon troisième dossier de demande de régularisation, je recommence tout à zéro. Je serai désormais domicilié chez ma nièce, à Paris dans le 19ème. Le département 93 ne me porte pas chance. J'espère que la préfecture de Paris sera plus bienveillante

## **février 2006**

De nouveau, il tombe malade. Le patron ne veut rien comprendre.

– Tu sais, c'est moi qui te fais vivre. Donc tu as intérêt à travailler, sinon je te coupe les vivres et on verra.

– Je vous en supplie, Monsieur Boto. Je suis très fatigué. Je vous demande juste un ou deux jours de repos pour me soigner.

– OK, dans ce cas, repose-toi.

Et il lui raccroche au nez. Deux jours après, il l'appelle pour lui dire qu'il est licencié.



# Le Black déclaré

**mars 2006**

Cela fait un mois que Magic ne travaille pas. Et puis un jour, lors des funérailles de sa petite nièce, il rencontre un de ses cousins par alliance. Rahim<sup>11</sup>, touché par sa galère, propose de lui prêter ses papiers afin de retrouver du travail. Il est footballeur dans une équipe de deuxième division en Suisse et y vit depuis. Il ne risque donc presque rien étant donné qu'il travaille à l'étranger. En plus, cela est courant dans le milieu et tout le monde le sait. Seulement, certains louent ces papiers et demandent à être payés si le locataire trouve du travail. Son cousin ne lui demande rien. Il gagne bien sa vie.

Avec ses papiers, Magic espère retrouver un boulot. Il change de nom. Désormais, il s'appellera Rahim et ne travaillera plus au noir. Il sera déclaré, aura des droits, des congés payés et le patron, des devoirs envers lui. Le bonheur. Enfin, il peut souffler et tourner la page de ses boulots au black. L'employeur a besoin de personnel et trouve qu'il a de l'expérience. Il avait travaillé pour le sous-traitant de cette boîte qui s'était volatilisé avec ses deux mois de salaires.

Rahim apporte des photos à la demande du recruteur. Il sait que ce ne sont pas ses papiers. Il le lui a dit. Il est au courant de sa situation administrative de sans-papiers. Il veut aussi l'aider car il lui a rendu des services quand il avait besoin d'un agent

11. Prénom changé.

d'urgence pour un site. Magic était toujours là pour le sauver. Il a fermé les yeux. Pour lui, il est gentil. Il lui donne du travail. Il fait le montage et constitue le dossier en sa présence dans son bureau.

– Comment allez-vous me payer ?

– Par virement ou par chèque établi au nom que vous portez désormais.

– Vous savez, j'ai perdu de vue ce cousin. Il m'a laissé ses papiers cela fait huit mois. Et depuis je n'ai aucune nouvelle de lui.

– Essayez de le contacter et si vous n'y arrivez pas, on s'arrangera.

– Dès demain, je l'appelle pour le mettre au courant que j'ai trouvé un travail avec ses papiers.

– Ne vous inquiétez pas. Ça va aller. Vous êtes prêt pour commencer demain ?

– Ben oui, répond-il.

Il se met à son ordinateur. Quelques minutes après, il lui donne son planning du mois. Il est en poste à Évry-Courcouronnes, dans une parfumerie du centre commercial. Dès le premier jour, il est tout de suite apprécié par la directrice du magasin qui demande à la société qu'il soit exclusivement affecté chez elle.

Ce contrat change sa vie. Un ami de sa belle-sœur a une chambre de bonne qu'il n'occupe pas dans le 14<sup>ème</sup>. Il vit avec sa compagne dans un appartement en banlieue mais a toujours gardé cette pièce qu'il sous-loue. La propriétaire, une vraie bourgeoise, possède, en plus de cette chambre, un appartement dans le même immeuble. Elle sous-loue cette chambre de bonne à des étudiants et demande à être payée en espèces et donc au noir. Elle habite un hôtel particulier des Hauts-de-Seine. Il prend la chambre de bonne dans le 14<sup>ème</sup> arrondissement sur le boulevard Montparnasse. Le loyer est de deux cents



euros, pas trop cher dans sa tête. La chambre de six mètres carrés se trouve au 7<sup>ème</sup> étage, sans ascenseur, avec toilettes communes dans le couloir. Il aura ses fiches de paie et un contrat de travail.

Il est heureux. Il aura un chez lui. Il quitte sa chambre de Montigny-Beauchamp dans le 95. Il est à Paris et se rapproche de son lieu de travail. Il gagne une heure de trajet pour aller travailler. Avant, il se tapait deux heures de RER pour aller à Évry-Courcouronnes.

Les jours et les semaines passent, sans pour autant qu'il retrouve son cousin, qui entre temps a changé de numéro. Arrive la fin du mois. Il ne sait pas comment récupérer sa paie. Rahim ne peut pas se présenter au bureau de sa société, car l'homme qui l'a embauché a quitté son poste. Les autres patrons ignorent comment il a été embauché. Le casse-tête recommence pour lui. Au bout du deuxième mois, il finit par aller chercher ses deux chèques.

– Ce serait plus facile pour vous qu'on vous fasse un virement, cela vous évitera le déplacement, lui dit la secrétaire.

– Oui, je sais. Mais pour l'instant, je préfère les chèques, répond-il.

Son travail, il le fait bien. Physiquement, il présente bien, et pour ces magasins de luxe, c'est un plus.

Quant à ses chèques, il ne sait pas quoi en faire. Le souvenir de ceux qui l'ont arnaqué le rend méfiant. Mais il finit par remettre un chèque de 1150,75 euros à un compatriote sénégalais, Mamadou. Sur ce chèque, il ne reçoit que 600 euros. Le reste sera tout simplement englouti. Les choses ne s'arrangent pas... Mais au moins, il a pu payer son loyer.

Un matin, alors qu'il part travailler, il croise une vieille dame en train de discuter avec la gardienne de l'immeuble. C'est la responsable du syndic. Surprise de le voir sortir, elle l'interpelle :

– Vous êtes qui, Monsieur ? Je ne vous connais pas !

– Moi non plus, je ne vous connais pas, Madame.

Voyant la colère monter, elle tente de se rattraper.

– Vous savez, je n’ai rien contre vous. En plus, vous avez l’air gentil...

– Comment pouvez-vous parler de ma gentillesse alors que vous ne me connaissez même pas ?

– Ne croyez pas que je vous offense.

– Bien sûr que oui. Est-ce parce que je suis noir ? Et je n’ai pas le droit d’habiter là ?

– Non, pas du tout, Monsieur. Mais comme je suis la responsable, je dois vous demander qui vous êtes.

– Je pense qu’en tant que responsable, vous devriez plutôt permettre l’accès à l’ascenseur aux locataires du dernier étage, alors !

– Nous sommes propriétaires et ne voulons pas être dérangés ou partager notre ascenseur avec vous.

– C’est une vraie discrimination, Madame. D’autant que, pendant ce temps, vous nous louez des chambres qui ne sont pas dans les normes et vous nous demandez de vous payer au noir.

– C’est comme ça, et si vous ne voulez pas, partez d’ici.

Sa réaction est purement raciste, estime t-il.

– Je suis désolé, Madame je n’ai pas le temps de vous parler. Je vais travailler.

Rahim sort.

## **mai**

Il atterrit dans un grand magasin de parfumerie du 16ème arrondissement, rue de Passy. Un quartier très bourge et snob. Jusque-là, il avait travaillé en banlieue dans des quartiers difficiles. Ici, la clientèle est riche. Dès son arrivée, Rahim séduit tout de suite le directeur du magasin, par son allure, son élé-

gance et son physique. D'autant qu'il parle français couramment, presque sans accent. À son tour, le commerçant appelle la société et demande qu'il reste dans son magasin. Les vendeuses du magasin l'adoptent aussi. Il est le chouchou des clients. Il est sûr de lui.

Dés la première semaine, il fait une interpellation d'une valeur de 1 800 euros. Pour le récompenser, le patron lui offre quatre parfums testeurs au choix. La vente de ces articles lui permet de payer son loyer.

L'ambiance est très bonne dans ce magasin. La clientèle est très exigeante. La plupart des clients sont des femmes. Toutes richement habillées, des chaussures de marques, des sacs à main dernier cri, Louis Vuitton ou Hermès, et des bijoux en or ou en diamant. Toutes sont riches et souvent certaines sont accompagnées par leur chauffeur et/ou leurs gardes du corps. Il faut être très classe, courtois et soigné pour accueillir et orienter les clientes.

C'est la première mission de Rahim. Et comme il parle anglais, c'est aussi un atout pour jouer le rôle d'interprète et orienter les clients étrangers. Mais il faut être vigilant sur les suspects.

Passy est un monde à part. Le défilé des stars, d'épouses de ministres, d'ambassadeurs, d'épouses d'anciens chefs d'État africains est permanent.

Parmi ces personnalités figure la femme d'Alassane Ouattara (ancien Premier ministre de Côte d'Ivoire) qui vient souvent, soit pour la manucure, soit pour se faire maquiller. Adriana Karembeu, souvent en jean, très décontractée, qui achète là ses produits de maquillage, et parfois son mari Christian. Cécilia Sarkozy, simple et discrète, la femme du défunt président togolais Éyadema et ses enfants... Certaines de ces « stars » et personnalités dépensent des sommes colossales pour des soins, des parfums, du maquillage.

Quelle différence avec Mme Élisabeth Diouf, épouse de l'ancien président sénégalais, si élégante, si belle, simple et naturelle !

Un après-midi, Rahim a la chance de la rencontrer. C'est son garde du corps qui fait les présentations (il lui a confié l'estime qu'il portait à la famille Diouf).

– Bonjour, Madame Diouf, lui dit Rahim, ému. Jusque-là, il ne l'avait vue qu'à la télé, quand il était encore dans son pays. Et là, il l'a en face de lui.

– Bonjour Monsieur, répond-elle en lui tendant la main.

– Madame, c'est un compatriote, dit le garde du corps.

– C'est un honneur de vous rencontrer, Madame Diouf. Les Sénégalais vous regrettent beaucoup depuis le départ de votre mari. Vous, le président et votre famille, avez été humbles, modestes et dignes. Le président Diouf était un bon président qui aimait son peuple, et qui travaillait pour son pays.

– Merci. C'est gentil.

Elle le regarde et ajoute :

– Vous avez la peau aussi claire que la mienne ! Vous êtes peul ?

– Oui, Madame, répond-il.

Sa fille Yacine, suit attentivement la discussion.

Je lui raconte que son fils Habib était un ami de mon beau-frère Lamine Diallo et qu'il venait souvent lui rendre visite. J'ai eu d'ailleurs l'occasion de le voir.

Elle se souvient de lui.

– Qu'est-ce qu'il est devenu au fait ?

– Il est décédé...

Elle est désolée et me présente ses condoléances.

– Comment va le président ?

– Il va très bien. Il est en ce moment au Canada dans le cadre de la francophonie.

– Vous lui transmettez tout mon respect et mon estime.

Avant de partir, elle demande à son garde du corps de se choisir un parfum. Son garde du corps lui remet sa carte de visite et promet de lui présenter le président un jour.

Il s'en souviendra. Une jolie rencontre avec une femme généreuse, respectueuse, comme il y en a peu, qui plus est, est l'épouse d'un des plus grands hommes du Sénégal.

Au Sénégal, il avait connu Fabienne, la fille des Diouf, et surtout son ex-mari, qu'il fréquentait,

À 14 heures, Rahim prend sa pause et sort du magasin pour aller manger chinois chez Madame Ying, derrière le Mac Donald de Passy.

Devant le magasin, il croise une femme. Elle le regarde et lui lance : « Espèce de sale noir, qu'est-ce que tu fais là ? Tu ferais mieux de rentrer chez toi. Vous pourriez notre vie ».

Surpris par ces propos racistes, il reste bouche bée, ne sachant quoi répondre. En plus, elle a un certain âge. Et l'éducation qu'il a reçue lui interdit de lui répondre de façon malpolie. Il la regarde et se dit qu'elle ne comprend pas que l'époque de l'esclavage est révolue.

À côté d'elle, il y a une autre femme qui entend ses propos racistes. Elle lui dit :

– Monsieur, je suis témoin, si vous portez plainte je témoignerai contre elle. Et Rahim répond :

– Ne vous inquiétez pas, Madame, elle n'a rien compris. Elle est juste secouée et je ne lui en veux pas. J'ai déjà vécu ce genre de propos. Ce n'est pas grave. Elle pense que je suis à l'origine de son calvaire, mais je ne le suis en rien.

– Oui, mais c'est quand même inacceptable, non ?

– Vous savez quoi ? Franchement, cela ne me fait pas plus mal que ça.

– Ce n'est pas vrai !

– Ben si, Madame. Heureusement que la majorité des Français ne pense pas comme elle.

– Vous avez raison. En tout cas, je salue votre force.

– En plus, moi j’ai une autre vision du monde qui n’est pas la sienne et c’est tout. En tout cas, merci Madame.

Il aime bien ce petit restaurant familial et convivial. Tout le monde se connaît et les gens se racontent leur journée de travail.

Il finit par connaître tous les policiers de la brigade anti-criminelle du quartier. Souvent, ils passent en civil lui dire bonjour et demander si tout se passe bien. Ils travaillent souvent ensemble, surtout quand il y a des suspects. Il se cache derrière le magasin et les laisse faire leur boulot. Avec ce système, ils parviennent à interpellé beaucoup de voleurs.

Un jour, Rahim interpelle une voleuse d’origine latino-américaine. Il a le portable d’un des policiers qu’il appelle chaque fois qu’il fait une interpellation. Il faut se présenter au commissariat pour la déposition. Il a peur et ne veut pas y aller. Mais, comme c’est lui qui a interpellé, il faut expliquer aux policiers comment cela s’est passé. Il n’a pas le choix. Il y va quand même. Il entre dans le commissariat et se présente à un policier. Ce dernier lui indique le bureau de son collègue chargé de l’instruction.

– Bonjour Monsieur, je suis l’agent qui a interpellé la voleuse. Je viens répondre à une convocation suite à la plainte déposée par mon magasin.

– D’accord. Le policier l’invite à s’asseoir.

Pour se décontracter, il engage une discussion avec le policier. Se sentant à l’aise, Rahim ose demander s’il peut boire un verre d’eau. L’agent lui indique la cuisine. Dix minutes après, il fait venir la voleuse. Assis à côté d’elle, Rahim la reconnaît de suite. Elle aussi d’ailleurs. Elle ne parle pas français. Une interprète fait la traduction en espagnol. Avant de commencer, le policier lui demande sa pièce d’identité.

– Je suis désolé, je ne l’ai pas sur moi.

– Bon, ce n'est pas grave. »

Quel soulagement ! Il s'est mis dans la gueule du loup. C'est la première fois qu'il entre dans un commissariat. Il a eu un moment de panique une seconde, mais il s'est vite rattrapé.

Elle est sans-papiers. Elle reconnaît les faits. Et l'agent fait signer les déclarations.

À la sortie du commissariat, il a un moment de remords d'avoir interpellé cette fille qui est une émigrée qui cherche à survivre, comme lui. Il est aussi délinquant qu'elle, quand on y pense. Elle risque peut-être de se faire expulser. Et il se sent responsable. Il est mal. Il s'en veut. Toute la journée, il pense au sort de cette fille. Le soir, il y pense encore au point qu'il n'en dort pas. Il regrette son rôle dans cette affaire, même s'il estime avoir fait son travail. Ce jour-là, il se dit qu'il fait un sale boulot. Il n'est pas fait pour faire du mal. Il n'est pas fier de lui. Mais bon...

Un autre jour, alors qu'il tourne dans le magasin, deux femmes se présentent devant lui. Une Noire et une Maghrébine.

– Bonjour mon frère. Tu es très beau, dit l'une d'elle

– Merci, répond Rahim surpris par ces compliments.

– Écoute, on est des frères. Peux-tu nous laisser voler et après on s'arrangera.

Il est dépassé et surpris. Elles sont belles, élégantes.

– Vous pouvez voler, mais à condition que je ne vous voie pas. Mais si je vous vois, je ne laisserai pas passer.

– Le magasin n'est pas pour ton père, donc tu peux nous laisser faire.

– C'est vrai, mais je suis payé pour empêcher les vols. Je ne peux pas. C'est mon gagne-pain ici. D'ailleurs, je vous demande de sortir du magasin.

Deux semaines plus tard, c'est un couple de Français qui sera interpellé par Rahim et les policiers. Ils sont arrivés en Porsche. Ils n'ont en rien l'air de voleurs et pourtant, dans leur

super-bolide, les policiers trouveront plusieurs objets volés en plus des parfums. Dans le 16ème, contrairement à ce qu'on croirait, ce ne sont pas que les pauvres ou les étrangers qui volent.

## **août**

Il galère toujours pour ses chèques. Il vit grâce aux dons mensuels du magasin en parfum qu'il revend. Pour finir, il décide de rencontrer le patron de la société qui l'emploie. Il sollicite un rendez-vous auprès de la secrétaire.

Deux semaines après, n'ayant aucune réponse, il appelle le directeur et tombe sur sa messagerie. Il lui laisse un message. Voyant qu'il ne rappelle pas, il envoie un SMS le lendemain. Au cours du mois, il a envoyé dix SMS et laissé autant de messages vocaux, sans réponse.

Il a en sa possession quatre chèques. Il veut trouver une solution avec son employeur pour en finir. Rahim est prêt à lui dire la vérité sur son emploi. Il est fatigué et en a marre de se cacher.

À la fin du mois, il passe au bureau pour récupérer son cinquième chèque. La secrétaire le lui remet. Avant de la quitter, il lui reparle du rendez-vous avec le patron. Il insiste tellement qu'elle finit par lui dire d'attendre pour voir s'il peut le recevoir. Finalement, le directeur le reçoit dans son bureau.

– Je préfère vous dire la vérité, Monsieur. Sachez que je travaille avec les papiers d'un cousin que je n'ai pas revu. Je souhaiterais qu'on trouve une solution afin que je puisse récupérer l'argent des chèques. Je sais que vous ignorez comment j'ai été employé, mais sachez juste que je n'en peux plus.

– Je vous comprends. Mais je ne sais pas quoi faire. Je n'ai pas envie d'être dans l'illégalité. Nous avons eu des problèmes de ce genre l'année dernière et je n'aimerais pas en avoir encore.



Il ajoute :

– Je veux bien vous croire, mais qu'est-ce qui me prouve que vous n'êtes pas un espion et que vous n'avez pas un micro sur vous ?

– Vous pouvez me faire confiance, et d'ailleurs vous me connaissez. J'ai travaillé pour vous via un sous-traitant pendant quatre ans. Mon vrai prénom, c'est Magic...

– Ah, je vois. C'est à cause de vous qu'on a perdu des marchés parce que les clients vous réclamaient partout !

– Tout à fait.

– Je reconnais que vous êtes l'un de nos meilleurs agents.

– Merci. Donc je vous demande juste de me faire des chèques sans ordre qui me permettraient de récupérer mon salaire pour payer mes loyers et pouvoir manger.

– Je veux bien, mais je ne peux pas le faire. Je vous propose de démissionner et je vous mettrai en rapport avec un de nos sous-traitants qui vous prendra au noir. Lui pourra même vous payer comptant.

Rahim comprend qu'il veut se débarrasser de lui, qu'il est gênant pour la société, et il refuse la proposition du patron.

– S'il vous plaît, faites quelque chose, sinon je risque de perdre mon appartement et de me retrouver dans la rue.

Finalement, il accepte de lui faire un chèque sans nom. Il ajoute que c'est le premier et le dernier. Il n'est pas tout à fait satisfait, mais au moins, cette fois-ci, il peut récupérer la totalité de son salaire d'un mois

Un jour, le hasard faisant, il rencontre un compatriote qui porte le même prénom (il s'appelle aussi Rahim) sur son lieu de travail. Ils échangent leurs numéros de téléphone. Quelques jours après, il l'appelle et lui explique son problème. Il accepte de mettre ses chèques sur son compte. Par mesure de sécurité, il lui remet un seul chèque. Une semaine après, l'autre retire la totalité et la lui remet. Le même jour, il lui en donne un

deuxième, que l'autre lui verse également sans demander d'intérêts. Du coup, il lui fait confiance et lui donne les chèques restants. En un mois, il récupère la totalité de ses chèques.

C'est un jeune sérieux, croyant, pieux et honnête. Il fait ses cinq prières et va tous les vendredis à la mosquée pour prier. C'est un bon croyant. Il n'avait pas encore rencontré quelqu'un d'aussi honnête et sincère. Et à partir de cette rencontre avec son homonyme, il peut vivre de son salaire, puisqu'à la fin de chaque mois, il lui remet son chèque et reçoit intégralement son argent. Ce compatriote lui permet de vivre dignement, de manger, de payer son loyer et d'envoyer de l'argent à sa famille restée au pays. Le bonheur, quoi... Il vient lui sauver la vie en quelque sorte.

## **12 octobre**

Mon dossier est enfin complet. À sept heures du matin, devant l'annexe de la préfecture de police du 14ème, une vingtaine de personnes attendent. Des Asiatiques, des Européens de l'Est, des Africains du Nord et Subsahariens. Il fait beau, le ciel est dégagé, pas de bousculade. Ça suffit pour créer une atmosphère détendue. Je prends même le temps d'aller prendre un café. Neuf heures dix, le portail s'ouvre, on nous demande de vider le contenu de nos sacs, on nous fouille. Puis on tire le ticket et on attend.

Après trois quarts d'heure, je suis reçu par une dame qui me demande les pièces du dossier, l'une après l'autre. Certificat médical ? Je lui tends une enveloppe fermée. Elle lit. Ce n'est pas un médecin agréé. Je ne savais pas. Et je le trouve où ce médecin agréé ? Pourquoi ne m'en a-t-on pas parlé ? Mon assistante sociale ne m'en a rien dit. Ou a oublié de me le dire. Je ne lui en veux pas.

J'ai compris beaucoup plus tard que les agents qui nous reçoivent sont persuadés que les étrangers comprennent ce qui

est pour eux une évidence. Il faudrait une formation spéciale pour l'accueil des immigrés. La dame me tend une liste de médecins agréés. Voilà, monsieur, il faut aller consulter l'un d'eux. Je prends la liste, tous mes documents en vrac devant moi sur le bureau et je pars. Je parcours la liste. Deux cents médecins, de toutes les spécialités. Moi, je suis suivi par un psychiatre.

Sur cette longue liste, ils sont dix-huit. Je choisis une dame dans le 11ème, je téléphone. Pas de réponse. Je choisis un autre nom dans le 16ème, dans le quartier où j'ai commencé ma vie parisienne. J'ai envie d'y retourner, de retrouver cette atmosphère de mes premiers jours à Paris alors que j'étais partagé entre admiration et effarement. Avenue Foch, quand on rencontre une Africaine, elle est nourrice ou femme de ménage. Ou alors encore une star comme MC Solaar, comme ces enfants de chefs d'État africains ou leurs maîtresses.

Je téléphone et j'obtiens un rendez-vous pour le lendemain à 14 h 30. Le médecin a un léger accent maghrébin. Le soir, je prépare mon rendez-vous avec toutes les ordonnances, tous les résultats d'examens que j'ai accumulés.

### **13 octobre**

Muni de mes documents, j'arrive devant le cabinet à 13 h 45. Je sonne. Quelques instants après, le médecin, un petit bonhomme, m'ouvre la porte.

– Vous êtes en avance, Monsieur Bâ. Vous voudriez bien aller prendre un café à côté en attendant ?

Il referme la porte. Mais ce que le médecin ne sait pas, c'est que je n'ai même pas de quoi prendre un café. Je vais m'asseoir sur les bancs du jardin face à l'avenue Foch en attendant l'heure du rendez-vous. Il y a là une SDF.

À peine arrivé, elle me demande une cigarette. Je n'en ai pas. Pas plus que je n'ai de pièce. Je lui en aurais donné volon-

tiers une, malheureusement je suis, comme elle, démuni. Mis à part le fait que moi, malgré ma situation, je garde espoir et continue à me battre. Ce qui apparemment n'est pas son cas. Elle se met aussitôt à me raconter sa vie. Qu'elle était mariée, avait un boulot, un appartement et des enfants. Mais, un jour, sa vie a basculé quand son mari l'a abandonnée pour une autre. Je tente de la réconforter comme je peux, mais c'est trop tard, voire impossible, ou peine perdue. Je suis touché par le sort de cette femme. Mais moi, j'ai mes propres problèmes aussi, que je n'arrive pas à régler... Nous discutons de tout et de rien ; histoire de passer le temps.

Vient un moment où je n'écoute plus ce qu'elle me dit. Je regarde plutôt ces grosses cylindrées qui passent, admire les beaux et luxueux appartements qui bordent cette avenue. Et je me dis que les gens qui y habitent n'ont vraiment pas de problèmes de survie comme ma voisine SDF et moi. Et c'est tout cela qui fait le charme de la vie. Certains en ont en abondance, d'autres rien du tout et sont condamnés à finir leurs jours dans la misère.

Dans ces moments-là, je ne peux m'empêcher de me demander où est la justice et où est la solidarité entre les hommes ? Au moment de quitter mon amie de galère, je lui serre la main, lui tape sur l'épaule et lui souhaite bon courage.

14 h 30, je me présente à nouveau au cabinet. Le médecin m'ouvre la porte et m'invite à entrer. Il est au rez-de-chaussée. À gauche du cabinet se trouve la salle d'attente, une pièce de trois mètres carrés dans laquelle sont posés deux canapés, un de deux places et un de une. Sur une table, un radiocassette : en émane de la musique classique, Beethoven ou Mozart. Sur le bureau, une pile de documents, un ordinateur dernier cri de marque Apple, au-dessus de nos têtes, une mezzanine avec une caméra fixée au coin.

– Asseyez-vous, Monsieur.

Je tire le confortable fauteuil et m'installe. Une fois que j'ai expliqué les raisons de ma visite, il me demande mes ordonnances et mon passeport.

– Depuis combien de temps vous êtes en France ?

– Trois ans et six mois.

Il sort une rame de papier et commence à trier mes ordonnances une à une. Il rédige quelques lignes en précisant le nom et l'adresse des médecins qui m'ont suivi. Après avoir lu le courrier de mon médecin, il ajoute :

– Pour faire mon rapport, j'aurai besoin de certaines précisions de la part de votre médecin.

Il rédige une lettre à remettre à mon médecin, dans laquelle il pose des questions que je ne comprends pas. L'entretien a duré une demi-heure. Il ouvre un dossier et me demande de revenir quand j'aurai les réponses aux questions posées.

Avant de le quitter, il me demande de payer 150 euros. Je ne les ai évidemment pas et j'ignorais que je devais payer dès le premier rendez-vous. Je promets de payer la prochaine fois. Il ajoute que chaque entretien sera facturé 80 euros en espèces.

## **20 octobre**

Je reviens avec les réponses de mon médecin. Après une demi-heure d'entretien, avant de le quitter, je sors trois billets de 50 euros que j'ai empruntés et les lui remets. Je suis surpris quand il me dit qu'il fallait 180 euros, soit 90 euros pour chaque entretien. Toujours est-il que je promets de compléter prochainement.

– Je garderai votre dossier jusqu'à ce que vous le soldiez avant de l'acheminer à la préfecture, me dit-il.

## **5 décembre**

Je n'ai toujours pas réussi à trouver l'argent complémentaire. Je suis tendu, stressé. J'ai cherché partout, en vain, pour

débloquer cette situation. J'en ai parlé à des proches qui pourtant pouvaient m'aider, mais rien. Le temps passe et mon dossier est toujours bloqué chez le médecin agréé.

Alors que je suis plongé dans mes pensées, mon frère Souleymane m'appelle d'Italie. Souvent, on s'appelle pour se raconter nos galères en Occident. Il se débrouille comme il peut aussi. Ce n'est pas facile pour lui. Je lui explique ma situation. Tout de suite, il promet de m'envoyer 150 euros dès le lendemain. Je suis gêné, mais pas étonné de son geste. C'est quelqu'un de généreux, de serviable, de bon cœur, qui est là quand on a des soucis. Je me rappelle encore qu'à l'époque où je quittais Dakar pour la maison familiale de Kaolack, à l'occasion des vacances ou des fêtes religieuses, il me remettait souvent de l'argent.

## **6 décembre**

Souleymane m'appelle et me donne le code pour le retrait de la somme à La Poste, via Western Union. Sans tarder, je me présente à La Poste et retire l'argent. Aussitôt, je fonce dans le 16ème pour payer le complément. Le médecin me demande de l'appeler le lendemain pour qu'il me confirme l'envoi du rapport à la préfecture.

## **7 décembre, 14 h 10**

Il me confirme avoir envoyé le rapport. Enfin, je peux espérer que mon dossier sera traité. Une nouvelle attente commence. Les jours passent, toujours sans réponse ni convocation de la préfecture au sujet de ma demande de régularisation. De nouveau, je ne comprends pas. Je veux juste une réponse, même négative, car je n'en peux plus de ce mutisme et de cette peur quotidienne qui m'habite. Je me pose des questions du genre : « Ont-ils encore perdu mon dossier ? » Je ne sais plus quoi faire, vers qui me tourner pour faire reconnaître mes

droits. Un sans-papiers en a-t-il d'ailleurs ? Maintes fois, j'ai pensé prendre un avocat, mais comment payer ses honoraires ? Je lis beaucoup les journaux gratuits et m'intéresse surtout aux articles qui traitent des questions d'immigration et de la politique d'immigration du gouvernement. Lors d'un forum initié par le *Nouvel Observateur*, j'ai raconté mon histoire et posé une question au secrétaire général de la Cimade, qui m'a répondu d'aller voir les associations spécialisées. Je n'y suis jamais allé.

### **15 janvier 2007**

La candidature de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République suscite une vraie angoisse. Son discours sur l'immigration n'est pas tendre. À la télé, il durcit le ton et parle de l'immigration choisie, de chasse aux sans-papiers, de quota d'expulsions, de lutte contre le travail au noir. Déjà, quand il était ministre de l'Intérieur, notre situation était inquiétante. Jusqu'à quel point celle-ci va-t-elle empirer ?

Je prie tous les saints pour qu'il ne soit pas élu. Je vois dans son élection un retour forcé vers mon pays. Cette hypothèse renforce encore plus mon sentiment d'insécurité et il me fait peur. Je ne l'aime pas, les sans-papiers ne l'aiment pas et, dans le milieu immigré, tout le monde parle de la campagne et la peur est palpable.

### **19 février**

Aujourd'hui, au magasin, dans le 16ème, une cliente habituelle vient papoter avec moi, comme cela arrive souvent. Notre discussion dérive sur la campagne et sur Sarkozy. Je lui demande ce qu'elle pense de Sarkozy.

– Il a un discours direct, franc et avec lui tout va changer, me dit-elle.

Je lui dis qu'il m'effraie un peu et notamment sur les questions d'immigration.

– Je trouve qu’il a raison et que nous ne pouvons pas accueillir tout le monde. Et qu’ils devraient rentrer chez eux. Nous avons nos propres problèmes à régler.

J’essaie ensuite de continuer à lui parler, lui demandant si vraiment elle pense que les immigrés sont un frein à son épanouissement personnel et à celui des Français en général, si vraiment elle croit qu’ils sont responsables de tous les problèmes économiques de la France, du chômage... Pour elle, c’est évident. Je finis par m’énerver un peu :

– À vous entendre défendre ses idées, je me demande ce qui vous différencie du discours de l’extrême droite.

– Sur ce point, je pense, nous ne sommes pas loin, c’est vrai. Mais de toute façon, pour vous, cela ne change rien. Vous avez du boulot, vous êtes Français, quoi !

Sur ces paroles, je me remets au boulot. Je suis pensif, même si je ne suis pas surpris de cette réaction. Comme beaucoup de bourgeois, elle n’aime pas les étrangers. Mais moi – comme d’autres – je fais partie de son quotidien, je travaille, je suis gentil et je porte un costume : je ne suis pas un danger. Elle ne me voit pas comme un immigré.

### **3 mai**

Ce soir, c’est le grand rendez-vous politique, le débat entre les deux candidats en finale de l’élection présidentielle. Ségolène Royal contre Nicolas Sarkozy. Sera-t-elle à la hauteur ? Seul dans ma chambre de bonne du 14ème, je suis avec beaucoup d’attention ce match. De son issue dépend l’avenir de tous les sans-papiers. À chaque fois qu’il prend la parole, je suis dégoûté.

Et lorsque Ségolène attaque, je suis content et j’applaudis. Dans ses propos, elle défend les valeurs humaines, elle est contre la misère humaine, pour la justice sociale, alors que son rival est tout son contraire. Avec elle, j’ai moins peur, et j’ai



l'espoir que ma vie et celle de tous les immigrés changent positivement.

### **5 mai**

Toute la journée, je prie pour qu'il ne passe pas. Les sondages donnent Sarkozy vainqueur. Je ne veux pas y croire et pense que les Français choisiront Ségolène, même si les socialistes sont divisés et que, sur certains sujets, elle n'est pas convaincante. Mais mon intérêt se trouve de son côté.

Le soir, avec beaucoup de stress, j'attends la proclamation des résultats devant mon petit poste de télévision, dont les images sont de mauvaise qualité. Arrive l'heure fatidique. Sarkozy est élu président de la République avec 53,06% contre 46,94% pour Ségolène Royal. Je suis déçu. C'est incroyable, inadmissible. Je suis en colère et dégoûté. Je ne comprends pas que les Français puissent élire cet homme sans cœur pour les pauvres et capitaliste de surcroît. Ça y est, mon séjour français arrive à sa fin.

### **18 mai**

J'apprends le mariage d'une proche qui ne m'en informe que la veille. Choqué et déçu, je lui dis que je n'assisterai pas à son mariage. J'estime que je devais être parmi les premiers à être informé. Le soir, dans mon sommeil, mon père m'apparaît en rêve. Il était furieux contre moi. Il me dit :

– Si tu veux ma bénédiction, il faut absolument que tu ailles au mariage. Fais-le pour moi, tu ne le regretteras pas !

– D'accord papa, je ne voulais vraiment pas y aller. Mais comme tu me l'as demandé, je te promets que j'y assisterai.

– Merci mon fils.

J'ai juste eu le temps de voir son visage illuminé et un grand sourire. Il disparaît. J'ai juré de ne rien refuser à mes parents. Ils me sont très chers. En plus, je sais qu'ils me protè-

gent où que je sois. Ils communiquent souvent avec moi en rêve.

## **20 mai**

Hier, j'étais donc à ce mariage. Un joli mariage. Enfin, surtout, j'y ai rencontré une jeune femme qui ne me laisse pas insensible. Très vite, quelques regards, quelques paroles et je sens que ça colle entre nous.

Le soir, je lui raconte tout, mon départ, ma vie en France, ma situation administrative, mon travail au noir, mes galères et mes angoisses. Elle écoute, sensible, troublée et révoltée par tout ce que je lui décris.

J'aime cette rencontre et surtout, la qualité de nos discussions. Elle m'écoute, avec beaucoup de respect et de considération. À ses yeux, je ne suis pas qu'un sans-papiers misérable, mais quelqu'un de bien, qui a des valeurs et qui est intelligent.

Je ne dirai pas tout sur cette journée, ce déjeuner dans ce restaurant de Montmartre, place du Tertre, ces mots échangés, cette discussion jusqu'en début de soirée, nous avons beaucoup à nous dire.

# Un long chemin vers la régularisation

## **les élections législatives**

Les Français élisent leurs députés. Aline, la jolie blonde rencontrée il y a quelques jours, est la chargée de communication de la mairie du 18ème. Elle est responsable d'un bureau de vote dans le 18ème.

## **10 juin 2007, premier tour**

Je l'accompagne pour voir comment se passe le vote en France. C'est pour moi un réel plaisir d'assister au déroulement du scrutin. Dans la salle, l'atmosphère est détendue. Pas de tension. Les gens viennent voter tranquillement et repartent sans heurts, sans disputes. C'est vraiment différent des élections en Afrique, où la fraude, le bourrage des urnes, les bagarres sont monnaie courante. Ici, la démocratie, la discipline et le sens des responsabilités sont visibles. Chez moi, au Sénégal, souvent, le parti au pouvoir achète les consciences et propose soit de l'argent, soit des sacs de riz pour détourner le vote des citoyens. L'observateur que je suis fait ici une bonne expérience et reçoit une leçon de démocratie. Je suis ravi d'être là, même si je n'ai pas à me prononcer. C'est même un privilège d'être là.

À 20 heures, le bureau ferme et les responsables procèdent au dépouillement des bulletins. Le PV signé, la secrétaire du bureau, qui n'est autre que mon amie, sort et se dirige vers la mairie pour communiquer les résultats.

Ce soir-là, je suis les résultats de l'ensemble du territoire français dans le cabinet du maire et candidat aux législatives. C'est la première fois que j'y entre. Je suis privilégié. Je suis le seul Noir et mieux encore, sans-papiers. Quel privilège !

Tout le cabinet est présent : le directeur de cabinet qui, de son bureau, suit les résultats sur internet, le chef de cabinet, le directeur général des services, le directeur de campagne et des élus.

Il y a aussi Annick Lepetit, candidate dans la 17ème circonscription, avec qui j'ai discuté quelques minutes. Elle est charmante. Elle m'écoute parler. Je lui pose des questions et elle répond.

– Je vous ai souvent vue à l'écran. Et je suis honoré de vous avoir à côté de moi et de discuter avec vous.

– Merci, tout le plaisir est pour moi.

– J'apprécie beaucoup votre travail à l'Assemblée, vos interventions et je trouve que vous êtes quelqu'un de simple et de disponible.

– C'est normal, vous savez. Nous sommes là pour vous écouter.

Nous parlons de la situation des immigrés, de la politique de Sarkozy envers ces étrangers.

– Vous devez faire quelque chose pour améliorer leurs conditions, leur intégration et lutter davantage contre les discriminations.

– Nous nous battons, vous savez, mais comme on n'est pas majoritaires à l'Assemblée, il n'est pas facile de faire passer nos propositions de loi.

– Oui, je comprends.

Notre discussion dure une demi-heure. Avant de la quitter, j'ajoute :

– Merci, en tout cas, de m'avoir écouté.

– Je vous en prie, Monsieur.

Je suis bien accueilli dans ce cercle. Les gens sont ouverts, simples, modestes, humains, et respectueux. Ce moment-là me fait oublier mes soucis administratifs. Je suis heureux et me sens intégré. Cela me suffit. Je sens que je vis, j'existe et je me rends compte encore une fois que tous les Français ne sont pas pareils.

Cette nuit, on ne fêtera pas la victoire. Un deuxième tour s'impose pour le 17 juin.

### **17 juin, le deuxième tour**

Daniel Vaillant et Annick Lepetit sont réélus pour cinq ans. C'est l'apothéose dans le cabinet. Tout le monde est content. Tout le monde se félicite. C'est la joie. Moi aussi je suis ravi, comme si je faisais partie des leurs. Je me considère ainsi, désormais, pour avoir vécu ce vote avec mes amis. Je suis parmi eux et rien ne peut m'enlever cela. Je fais partie de cette équipe qui gagne et je suis fier.

Quelque temps après, Daniel et Annick font leur entrée et tout le monde se lève en criant victoire. Je serre la main à Daniel, puis à Annick, et les félicite à mon tour. C'est tout juste incroyable. Je suis au cœur du pouvoir local français.

### **3 juillet**

Aline me dit avoir demandé une intervention de son patron auprès du préfet pour faire avancer ma demande de régularisation. Cette intervention est une parmi tant d'autres que Daniel fait pour tous ceux qui frappent à sa porte. Je n'en savais rien, elle a déjà tout organisé et le courrier devrait partir dans les prochaines semaines. Son patron a été ministre de l'Intérieur entre

2000 et 2002 dans le gouvernement de Lionel Jospin et il est député-maire du 18ème arrondissement.

## **août**

Je prends pour la première fois des congés payés. Depuis mon arrivée en France, je n'ai jamais pris de vacances. Je ne savais pas ce qu'étaient les vacances. Je n'y avais pas droit. Travailler, encore travailler et toujours travailler pour survivre. Le bonheur, quoi. Je suis heureux d'avoir enfin des congés, payés. Avec mes amis, Olivier, Simon, Juliette et Aline, nous décidons d'aller en montagne à Méribel (Haute-Savoie) pour dix jours. Je n'avais jamais quitté Paris. C'est pour moi une aubaine de découvrir la France. J'étais ravi et excité. Avant, nous passons à Valence où j'ai un ami, on y reste trois jours. Ensuite Grenoble, pour voir un couple d'amis, Ismaël et Rachel, que j'ai connus au Sénégal : deux nuits avant de rejoindre Méribel.

De Grenoble à Méribel, nous voyageons en 4x4. Le paysage est sublime. Je suis charmé par ces montagnes, ces villages français. Méribel, c'est un paradis. Nous habitons un chalet non loin de l'Altiport. De mon balcon, je vois les hélicoptères atterrir sur la piste.

Pour la première fois de ma vie, je joue au golf. D'abord, comme tout débutant, c'est le practice. Et je suis vraiment le meilleur... enfin, du groupe ! Ce qui me vaut le surnom de Tiger Woods. Sur le golf, que des bourgeois qui arrivent de Paris dans leur hélicoptère. Je rencontre même le bras droit d'un grand riche industriel français avec sa femme, une très belle Africaine. Il est le patron d'une de mes amies. Il est surpris de voir son employée là, il doit sûrement estimer que c'est réservé aux riches.

Pendant dix jours, je fais du golf, du tennis, je me promène en montagne (avec beaucoup de difficulté) et je joue au bow-

ling. Je suis vraiment heureux, sans pression. Là, je comprends la signification des vacances pour les Occidentaux. Moment de détente et de décompression. Mais souvent, mes angoisses et phobies reviennent : l'isolement et la peur de l'inconnu ont par moment gâché mes vacances.

## **20 septembre**

J'apprends dans un journal parisien que le travail au noir représente environ 5% de l'activité économique en France. Et les cotisations sociales qui ne sont pas versées représenteraient pour l'État un manque à gagner de sept à huit milliards d'euros par an. Et là, j'accuse l'État, responsable de ce déficit, car seul capable de prendre des décisions fermes face à ce fléau qu'est l'exploitation de ces pauvres immigrés qui ne demandent qu'à obtenir des papiers et à travailler légalement. L'État, complice, cherche à protéger ces employeurs sans scrupules et à permettre à des entreprises françaises de se développer au mépris des conditions de travail des sans-papiers.

Aujourd'hui, nous sommes entre deux cent mille et quatre cent mille à vivre dans la précarité, exploités au bénéfice de ces entreprises : restauration, hôtellerie, services et ménage.

## **21 septembre**

*Monsieur Michel Gaudin*

*Préfet de police*

*9, boulevard du Palais*

*75195*

*Monsieur le Préfet,*

*Je souhaiterais attirer votre attention sur la situation administrative de Monsieur Abdoul Majid Bâ, demeurant 14 rue Archereau 75019 Paris.*

*L'intéressé, né au Sénégal le 17/01/1972, est entré sur le territoire en 2003 avec un visa Schengen. Il a déposé le 01/09/2006 un dos-*

*sier de demande de régularisation enregistré sous le N°7503703768.*

*Ses demi-frères et sa demi-sœur, ainsi que ses neveux et nièces, vivent en France en situation régulière.*

*J'ajoute qu'après avoir effectué des études supérieures de commerce et de marketing, Monsieur Bâ a obtenu un DEUG de droit, et bénéficie régulièrement de promesses d'embauche.*

*Compte tenu de ces éléments, je vous serais reconnaissant d'examiner avec soin et bienveillance la demande de M. Bâ et de me tenir informé de la suite qui lui sera réservée.*

*Vous remerciant par avance d'examiner cette situation avec toute votre compréhension, je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs. »*

Le courrier du député est envoyé aujourd'hui au préfet. Peut-être puis-je me remettre à espérer qu'une issue favorable à ma demande sera trouvée ?

Désormais, je suis rassuré et confiant, car mon dossier est suivi par une personnalité. Cette intervention équivaut à une garantie et à une sécurité quotidienne pour moi. Psychologiquement, c'est très réconfortant et rassurant.

### **3 octobre**

Je reçois un courrier de la préfecture m'invitant à me rendre à la préfecture de police le 11 octobre à 14 heures, au bureau n°1340 (Affaires réservées), muni de mon passeport, de justificatifs de domicile, de ressources, de couverture sociale, de mes activités, de ma présence en France et de quatre photos. Contrairement aux autres bureaux, où je me suis toujours présenté, ici ne sont reçus que des fonctionnaires internationaux ou des personnes recommandées. C'est complètement différent et vraiment mieux. À peine arrivé, je suis reçu.

Je dispose d'une AME (Aide médicale d'État). Tout, sauf un justificatif de ressources. Et pour cela, il me faut obligatoi-



rement présenter mes déclarations d'impôts pour les années écoulées. J'avoue que j'ignorais qu'on puisse me demander ces papiers, puisque je n'avais pas le droit de séjourner dans le pays et n'étais même pas reconnu. Vraiment, je trouve le système aberrant : demander à un sans-papiers de déclarer ses impôts.

J'ai appris plus tard, que même étant sans-papiers, on doit déclarer ses revenus et payer ses impôts. Je n'en reviens pas. On me demande de justifier mes impôts alors que je ne suis pas reconnu. C'est juste une des contradictions du système.

J'arrive quand même à me procurer ce papier au Trésor public, avec évidemment zéro euro de revenu déclaré.

## **11 octobre**

J'arrive à la préfecture de police de Paris pour l'examen de mon dossier. J'apprends que le rapport d'expertise n'a jamais été acheminé par le médecin agréé. La dame qui me reçoit me confirme, après un coup de fil au médecin-chef de la préfecture, que mon dossier reste incomplet dans l'attente du rapport. Je suis dans tous mes états. Je ne comprends pas. J'essaie de faire comprendre à mon interlocutrice que je n'y suis pour rien. Voilà trois cents euros d'honoraires perçus pour un travail non effectué par ce médecin.

Aujourd'hui encore, et demain certainement, je me poserai toujours des questions sur la manière dont l'administration, et les préfectures en particulier, reçoivent et traitent les dossiers des étrangers. Je me poserai aussi des questions sur la manière dont les médecins agréés par l'État sont choisis, sur leur mission réelle et leur moralité.

J'ai juste envie de comprendre. J'estime que j'ai le droit de savoir ce qui s'est réellement passé, même en étant sans-papiers. Ne serait-ce qu'humainement. Comment peut-on laisser là tous ces gens, qui profitent impunément de notre situation ?

Combien sommes-nous dans cette situation aujourd'hui en France, abandonnés et rejetés sans aucune explication par les pouvoirs publics ?... Il me sera très difficile de faire le deuil de ces mésaventures sans la moindre réponse.

Après une demi-heure de discussion houleuse entre l'agent et moi dans une incompréhension totale, j'en ressors avec un autre rendez-vous, sur lequel on me demande d'apporter une promesse d'embauche. Je dois la trouver en dix-huit jours pour espérer être régularisé. Cela signifie mettre la main sur un employeur qui s'engage par écrit à m'embaucher une fois que j'aurai ma carte de séjour. Une lourde tâche au regard de ma situation, et un grand défi à relever pour moi. Une chose pas évidente pour le sans-papiers que je suis.

Je continue à vivre avec mes amis français qui m'aiment et me soutiennent. Il faut dire que malgré ma situation, je suis heureux et je partage des moments super avec eux. Je suis souvent invité à des soirées, des anniversaires, des inaugurations, des cocktails. Je sens que certains ont honte d'être Français à cause de ma situation. Ils estiment que j'ai vraiment ma place ici, que je suis bien intégré et surtout gentil. Beaucoup d'ailleurs me prennent pour un Martiniquais ou un Guadeloupéen, un Français quoi.

Je ne me considère pas comme un sans-papiers à leurs yeux et n'ai pas envie qu'ils aient pitié de moi. Je suis heureux et pour moi, c'est l'essentiel.

Pour le reste, il appartient à l'administration de décider de mon avenir.

# Ma tête mise à prix : du travail ou l'expulsion

**16 octobre**

Grâce aux amis d'Aline qui sont sensibles à ma situation (il faut dire que beaucoup d'entre eux m'aident à avancer, me soutiennent, me conseillent), j'obtiens un entretien d'embauche dans une entreprise qui cherche un promoteur de marque. Il s'agit de promouvoir une boisson dans les grandes surfaces. Mon profil et mes expériences correspondent parfaitement à ce poste. J'ai fait ce travail quelques années pour une grande marque européenne dans mon pays.

Mon entretien se déroule à Asnières-sur-Seine sur une péniche. J'avais simulé cet entretien avec Éléonore, responsable marketing, dans une entreprise similaire, dans un café, quelques jours auparavant. Elle m'a expliqué ce qu'il faut dire, comment se tenir, et m'a donné des informations concernant la boîte. C'est mon vrai premier entretien d'embauche en France.

Le jour de l'entretien, je suis reçu par le directeur du développement et la responsable commerciale. Je suis confiant, car Éléonore m'a affirmé que je m'en suis bien sorti lors de la simulation. L'entretien commence par mes expériences professionnelles et les responsabilités que j'ai occupées. Ils ont mon CV sous les yeux. D'autres questions sur la gestion du stock, des clients, des PLV, et sur la stratégie commerciale, suivent.

J'étaie toutes mes connaissances et mes expériences, avec des anecdotes. Pour finir, nous parlons de mon pays, de sa culture, de son économie et de politique.

À la fin de l'entretien, ils me trouvent apte à rejoindre l'équipe des promoteurs de marque et promettent de me rappeler ou de me contacter pour me faire part de leur décision.

## **23 octobre**

Je reçois un courrier :

*Poste de promoteur de marque*

*Monsieur,*

*Suite à notre entretien, nous avons le plaisir de vous annoncer que vous avez été retenu pour occuper le poste de promoteur de marque dans notre entreprise. Sous l'autorité du chef de secteur, vous aurez pour mission de développer les ventes et la mise en place de... en CHR sur Paris/région parisienne.*

*Votre salaire sera de 1800 euros brut révisable au bout d'une année en fonction de l'atteinte de vos objectifs. La date de votre entrée en fonction a été fixée au 17/12/2007. Vous serez en période de probation jusqu'au 17/01/2008 (période renouvelable).*

*Nous espérons que cette nomination comble vos attentes et vous souhaitons beaucoup de succès dans l'exécution de vos nouvelles fonctions.*

*Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.*

Ce courrier me réconforte. Je suis à la fois fier et ravi. Je n'y crois pas. Cette reconnaissance de mes capacités et de mes expériences m'honore tellement. Nous, les Africains, sommes souvent mal considérés par les entreprises françaises, et là, pour la première fois, mes compétences sont reconnues. Je sais que beaucoup de mes compatriotes sont capables et compétents, mais pour des raisons de couleur de peau, d'a priori divers et variés, on est souvent rejetés. Combien sont-ils aujourd'hui en

Occident, avec des diplômes, des expériences et des compétences, à qui on refuse de donner du travail ou dont on ne reconnaît pas le talent ?

Le même jour, à 14 heures, je dois me rendre à un deuxième entretien d'embauche. Cette fois-ci, c'est pour un centre de remise en forme dans le 18ème. Ils recherchent quelqu'un pour la distribution de documents publicitaires. Muni des papiers (contrat de travail pour travailleur étranger non agricole) que la préfecture m'a remis, je me présente au rendez-vous. Le directeur du centre me reçoit. Je lui remets mon CV.

– Je trouve que vous présentez bien et vous parlez parfaitement français. Par contre, honnêtement, vu votre parcours, vous méritez mieux que ce petit boulot. Je suis même gêné de ne pouvoir vous proposer que cela pour l'instant.

– Ne vous inquiétez pas, Monsieur. Ce petit boulot pourrait peut-être me permettre de régulariser ma situation.

– Alors, je vous propose un CDD de trois mois renouvelable, payé au Smic. Est-ce que cela vous convient ?

– Tout à fait, Monsieur. Si vous vous engagez à me prendre, par contre, vous devrez remplir ces documents de la préfecture. En plus, vous devrez payer la somme de 893 euros de redevance et de contribution forfaitaire au Trésor public pour emploi de travailleur étranger.

– Quoi ? s'étonne t-il. Je vous emploie et en plus je paie ?

– Malheureusement, c'est le cas, Monsieur.

– C'est vraiment incroyable ! ajoute-t-il.

– Ben oui ! C'est le système aujourd'hui. Les dirigeants font tout pour nous empêcher d'avoir une place dans ce pays.

– Vous savez, je suis originaire d'Europe de l'Est. Je suis arrivé ici comme vous, sans-papiers, il y a une vingtaine d'années. Cela a été dur pour en arriver là aujourd'hui. Je sais que ce n'est pas facile tous les jours, mais je vous conseille de vous battre et de ne jamais baisser les bras.

– Merci, Monsieur. Je ferai de mon mieux en tout cas. J’ai encore le moral et l’espoir.

– Bon, je m’engagerai à payer cette redevance. Seulement pour vous rendre service, car je sais ce que cela veut dire de souffrir et d’être dans cette situation.

– Vous pourriez même le retirer de mon salaire si vous voulez.

– Non, Je le fais gracieusement.

Je lui remets les documents qu’il remplit.

– Je vous souhaite bon courage et à bientôt.

– Merci infiniment en tout cas.

D’après le document signé par le directeur, je dois commencer le 18 février 2008, sous réserve de la délivrance de l’autorisation de travail.

Le même jour, me voici en possession de deux promesses d’embauche. Le bonheur complet. Maintenant, j’ai du boulot qui m’attend. C’est évident, le premier est deux fois mieux et me correspond parfaitement. Mais j’ai cherché à avoir plusieurs entretiens au cas où l’un deux ne marcherait pas. Je peux dormir tranquille, en attendant mon rendez-vous du 29 octobre.

## **26 octobre**

Monsieur Michel Gaudin, préfet de Paris, répond au courrier de Daniel Vaillant à mon sujet.

Quand j’apprends qu’un courrier est arrivé, je trépigne d’en connaître le contenu.

*Monsieur le Ministre,*

*Vous avez bien voulu appeler mon attention sur M. Abdoul Majid Bâ, de nationalité sénégalaise, domicilié rue Archereau à Paris 19ème, qui souhaitait obtenir un titre de séjour.*

*Je puis vous indiquer que l’intéressé sera reçu dans mes services, le 29 octobre prochain, à 11 heures, pour un examen de sa situation administrative au regard du droit au séjour.*

*Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération et de mes sentiments les meilleurs.*

Bon, rien de neuf. C'est un courrier de « politesse », j'espérais une réponse, un indice...

## **29 octobre**

Avec Aline, nous prenons le métro à Barbès.

Au cours du trajet, je me pose des tas de questions sans trouver les réponses. Je suis toujours tendu, stressé et j'ai les mains moites.

Elle tente de me rassurer.

– C'est bon, ne t'inquiète pas, ça ira, puisque tu es en possession de la promesse d'embauche. Tu en as même deux. Alors, tu dois être fier de toi, non ?

– Oui, mais tu sais, j'ai appris maintenant, à force d'être déçu à chaque fois, à ne jamais y croire avant d'avoir une réponse. Tu sais, avec cette administration, il faut toujours s'attendre à des surprises.

– Oui, je sais, mais là, il n'y a pas de raison de s'inquiéter. C'est bon !

– On verra. J'attends de voir.

À 11 heures, je suis reçu. Je sors les deux promesses d'embauche et lui tends le premier concernant le poste de promoteur.

– C'est bien ça. Vous gagnez nettement plus que le SMIC. Plus que moi d'ailleurs, ajoute-t-elle avec le sourire.

– Bon, tant mieux pour moi alors !

– Seulement il y a un souci. C'est un CDD. Il nous faut un CDI.

J'ai le souffle coupé. Mon visage s'assombrit. Je sens la colère et l'énervement monter en moi. Et j'ajoute avec un ton désespéré et colérique :

– Quoi ? Qu'est-ce que vous voulez dire ? Un CDD, ce n'est pas un travail ? En plus, vous m'avez demandé seulement

une promesse d'embauche, c'est aussi marqué juste promesse d'embauche sur la feuille de rendez-vous.

Aline me tape sur l'épaule pour me calmer. Pourtant, je remarque qu'elle est autant ou plus peinée et déçue que moi. Elle devient toute rouge et laisse échapper une larme.

– Je ne pense pas que ça passera. Mais bon..., ajoute la dame de la préfecture.

– Vous croyez vraiment que cela a été facile pour moi de trouver ce CDD ? Même des Français ont du mal à trouver un petit boulot. Et moi, vous me demandez en dix-huit jours de vous apporter un boulot. C'est ce que je fais et là vous me dites que ce n'est pas suffisant ? Pourquoi vous n'avez pas précisé qu'il s'agissait d'un CDI et non d'une simple promesse d'embauche ?

Face à ma pluie de questions, ne sachant quoi répondre, elle se lève et se dirige vers le bureau de son supérieur. Dix minutes plus tard, elle revient. Elle sort un papier de couleur verte et me demande :

– Avez-vous des photos d'identité sur vous ?

Je lui remets quatre photos. Elle imprime mon identité sur la feuille et agrafe une photo. Le sourire aux lèvres, je jette un coup d'œil complice à Aline.

– Voilà Monsieur, je vous accorde une autorisation provisoire de séjour de trois mois.

Elle sort une pile de papiers et ajoute.

– Ces feuilles doivent être dûment remplies par votre futur employeur. Cette fois-ci, nous vous demandons d'apporter un CDI. Prochain rendez-vous le 28 janvier 2008.

– Merci Madame, et à bientôt, dis-je.

Je ne m'attendais pas à ressortir avec une APS. Le bonheur se lit sur mon visage. Après cinq ans, je viens d'obtenir pour la première fois un papier officiel m'autorisant à rester sur le territoire français, légalement, même si je n'ai pas le droit de tra-



vaiquer. Je ne suis plus sans-papiers désormais et je ne risque pas l'expulsion. Une délivrance, quoi ! Du coup, je décide de partager cette nouvelle avec ma mère qui ne cesse de s'inquiéter de ma situation administrative.

Pour fêter cette petite victoire, nous décidons de nous poser au café du coin. À côté de notre table se trouve un couple d'Africains avec leurs deux gamins, accompagnés par des responsables de RESF (Réseau éducation sans frontières). Ils viennent de sortir de la préfecture. Contrairement à moi, ce jeune couple anglophone ne semble pas avoir reçu de bonnes nouvelles.

Je sors mon portable et compose le numéro de ma mère :

– Bonjour maman, c'est Majid.

Elle a souvent peur quand je l'appelle, croyant que je vais lui annoncer une mauvaise nouvelle.

– Qu'est-ce qui se passe ? On t'a attrapé (faisant allusion à la police) ?

– Non, maman. Tout va bien. Et d'ailleurs, je t'annonce que je viens d'obtenir un papier qui me permet de rester en France. Je ne suis plus sans-papiers, maman !!!

– Alhamdulillah (Dieu soit loué), crie-t-elle, presque en sanglots au bout du fil. « C'est un grand jour pour moi mon fils. Je n'ai jamais cessé de prier pour toi », ajoute-t-elle.

– Ça va aller désormais maman, ne t'inquiète pas.

– Aujourd'hui, je vais bien dormir mon fils.

Pendant ce temps, Aline parle avec le chef de cabinet de Daniel Vaillant qui gère mon dossier pour l'informer.

Ce moment de délire et de joie ne dure que quelques minutes. Je replonge dans mes soucis : trouver un CDI. Je ne sais vers qui aller. Le plus dur, c'est que je n'ai pas le droit de travailler. Je pense que si mon APS avait mentionné « autorisé à travailler », cela aurait été plus facile pour moi de trouver un employeur en CDI en attendant mon titre de séjour définitif.

Mais heureusement pour moi, j'ai un caractère de battant. Beaucoup se seraient découragés et résignés à leur sort.

### **3 novembre**

Maintenant que mon dossier de régularisation vient de s'ouvrir, avec cette APS, je décide d'envoyer un fax de démission à mon employeur. C'est un moment douloureux. Décider de quitter mon travail sans revenu et sans savoir ce que l'avenir me réserve. Puisque je veux rester dans la légalité, je quitte ce travail qui jusque-là me permettait de vivre dans ce pays. Je ne veux pas entraver mon processus de régularisation. Avant, je n'avais rien à perdre si j'étais pris en train de travailler au noir.

Nous partons en week-end, à la campagne, près de Nemours, dans une grande propriété qui appartient aux parents de Juliette. Tous les cinq, Juliette, Simon, Olivier et Aline. Balades en forêt, scrabble au pied de la cheminée, mafé, et repos... je m'habitue vraiment bien à cette vie de « Français ».

### **20 novembre**

Je me présente au Crédit Lyonnais de la rue Ordener, en face de la mairie du 18ème, pour l'ouverture d'un compte. Je suis reçu par une conseillère au premier étage.

– Alors Monsieur, que puis-je faire pour vous ?

– Je voudrais ouvrir un compte chez vous.

– Avez-vous une adresse ?

Je sors le certificat d'hébergement qu'Aline m'a fait.

– Avez-vous une pièce d'identité ?

Je lui tends mon attestation provisoire de séjour.

– Avez-vous un contrat de travail ?

– Non, Madame.

– Je suis désolée, je ne peux pas vous ouvrir un compte.

– Je me suis renseigné Madame, avant. J'ai le droit d'ouvrir un compte. C'est dans les textes.

– Non Monsieur, ce n'est pas possible.

– Dans ce cas, pourriez-vous me faire un papier pour me signifier ce refus ?

– Je ne peux pas vous le faire. Je suis désolée, Monsieur.

J'en ressors dégoûté. Pourtant, la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions consacre le droit au compte bancaire. Avant cette consécration, l'article 58 de la loi du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, dite loi bancaire, avait posé les bases de ce droit. Il prévoyait que « toute personne qui n'a aucun compte peut, après s'être vu refuser l'ouverture d'un compte de dépôt par plusieurs établissements de crédit, demander à la Banque de France de lui désigner un établissement, lequel pouvait limiter ses services aux opérations de caisse, c'est-à-dire aux versements et aux retraits de fonds ».

La loi de 1998 est allée plus loin. Dans son chapitre consacré à la prévention de l'exclusion, elle introduit, parmi les dispositions destinées à garantir des moyens d'existence, le droit au compte bancaire pour tous. L'article 137 de la loi de 1998, désormais codifié à l'article L 312-1 du Code monétaire et financier, dispose que « toute personne physique résidant en France, dépourvue d'un compte de dépôt, a droit à l'ouverture d'un tel compte dans l'établissement de crédit de son choix ou auprès des services financiers de La Poste ou du Trésor public ».

## **21 novembre**

Je me présente à la Société Générale de la rue Ordener. Peut-être que ici, ça marchera ? La conseillère qui me reçoit me dit la même chose que son homologue du Crédit Lyonnais.

Les banques respectent-elles cette loi ? Je ne pense pas. Une violation des droits exercée sur nous que la plupart des Français ignorent.

## 26 novembre

J'obtiens à nouveau un rendez-vous d'embauche à la porte Montmartre de Saint-Ouen avec un des grands patrons du groupe Accor. À 8 h 45, le patron arrive à la réception. Je suis là et je l'attends. Il m'invite à m'installer avec lui dans un coin de la salle du petit déjeuner. Une serveuse se pointe de suite et lui demande ce qu'il veut prendre. Nous commandons du café.

– Alors Monsieur Bâ, si j'ai bien compris, vous êtes sans-papiers et vous souhaiteriez trouver du travail pour vous faire régulariser ?

– C'est exact, Monsieur.

– Quelle est votre formation ? Et depuis combien de temps êtes vous en France ?

Je lui fais un bref résumé de ma formation et de mes expériences.

– Vous êtes de quel pays ?

– Du Sénégal.

– Je connais très bien votre pays. J'y ai travaillé pendant dix ans comme directeur général du groupe Accor. Mais ce n'est pas toujours facile, vous savez.

– J'imagine.

Il me raconte ses déboires avec un ancien ministre du Tourisme qui voulait qu'il emploie une de ses nièces.

– Vous savez, c'est très difficile en France aujourd'hui pour les étrangers. Les choses ne sont plus comme avant.

– Je sais, Monsieur. Mais aussi, l'administration fait tout pour nous empêcher de vivre dignement, alors que des gens comme moi ne cherchent qu'à faire reconnaître leurs droits.

– Moi, je veux bien vous prendre puisque votre expérience me convient et vous présentez très bien. Mais le problème, c'est que vous n'avez pas le droit de travailler. Si votre autorisation était assortie d'une autorisation de travail, je vous mettrais en rapport avec un des directeurs d'hôtel qui dépendent de moi.

– Je vous comprends très bien, Monsieur. On me demande simplement l'impossible. Ce n'est vraiment pas de votre faute.

– Par contre, le jour où vous aurez votre titre de séjour avec autorisation de travail, revenez me voir.

Il me remet sa carte de visite.

– Merci de m'avoir reçu Monsieur. Je vous suis très reconnaissant.

– Je vous souhaite bon courage en tout cas.

– Merci, Monsieur.

Je n'ai pas obtenu ce que je voulais, mais j'ai senti que ce monsieur partageait ma souffrance et comprenait ma peine. C'est réconfortant.

Dans ces moments, nous avons surtout besoin d'être écoutés et compris. Déçu certes, mais ravi aussi.

Pendant tout le mois de décembre, je n'arrête pas de chercher du travail, en vain. Partout la même réponse. Le temps passe et mon prochain rendez-vous approche sans pour autant que je trouve un CDI. Je me fais du souci.

## **14 décembre**

Maintenant que j'ai une APS, comme on me l'avait dit à la Sécurité sociale quand j'avais obtenu mon Aide médicale d'État, je me présente au centre CMU de la Goutte d'Or, 31-35 rue de la Goutte d'Or. Une fois régularisé, je dois changer de statut d'AME en CMU.

Au guichet, je suis reçu par une agent.

– J'ai mon autorisation de séjour, je viens changer mon AME en CMU.

– Avez-vous une adresse et un compte bancaire ?

– Oui, j'ai une adresse, mais je n'ai pas de compte bancaire.

Les banques ne veulent pas m'ouvrir un compte.

Je lui tends l'attestation d'hébergement et les bulletins de salaire de la personne hébergeant.

– Non seulement vous n’avez pas de compte bancaire, en plus, la personne qui vous héberge gagne beaucoup trop pour que vous obteniez la CMU.

– C’est vraiment débile, Madame. Avant, je n’avais pas de papiers et je pouvais me soigner gratuitement. Maintenant, j’ai mon papier et vous me dites que je n’ai pas droit ?

– C’est comme ça, Monsieur.

– Votre système est très injuste ! Je perds mon AME juste parce que je suis hébergé par une personne qui gagne bien sa vie ?

– Je suis désolée, Monsieur. Je ne peux rien faire pour vous.

Je me suis vraiment énervé. Je lui jette tous les papiers et je sors. C’est bizarre. Quand on veut respecter les lois et être honnête, on n’a jamais ce qu’on mérite. J’aurais pu ne pas me déclarer et profiter encore de l’AME. Ma franchise maintenant me fait tout perdre. Je ne peux plus me soigner. Sauf si je paye comptant pour mes consultations et mes ordonnances.

## **26 décembre**

Je viens de passer deux jours avec la famille d’Aline pour les fêtes de Noël. Mon premier Noël en France, avec une famille française. Bien mangé, bien accueilli par toute la famille, je me sens bien. J’ai revu le petit Hugo, le petit dernier de la famille. Il a grandi, il a trois mois, il est trop chou, je crois qu’il m’aime bien et c’est partagé.

La maman d’Aline m’offre un logiciel pour m’aider à écrire mon livre. Je suis touché, cette marque d’intérêt pour ce livre, ces textes que j’écris tous les soirs. Peut-être qu’un jour j’arriverai à terminer le récit de cette aventure française.

## **7 janvier 2008**

Je décide de retourner voir une deuxième fois mon ex-employeur. Je tombe sur la responsable du personnel. Je lui

explique mon souci. Elle m'écoute gentiment. Sensible à ma situation, elle promet de transmettre au directeur.

– Pourquoi avez-vous démissionné ? Vous étiez un très bon agent, apprécié de tous nos clients.

– Je n'avais pas le choix, Madame. J'ai laissé des courriers et des messages au patron qui ne m'a jamais répondu, alors que je demandais juste un rendez-vous.

Cette fois, je lui dis toute la vérité. Que je travaillais avec les papiers de mon cousin et que le patron le savait. Je lui rappelle même que le directeur m'avait reçu quand j'avais un problème pour encaisser mes chèques.

– J'ignorais tout ça, moi. Je n'ai jamais pensé que vous étiez sans-papiers.

– Alors maintenant, je suis en voie de régularisation. La préfecture me demande seulement un CDI. Et comme j'ai travaillé tout ce temps pour cette boîte, je voudrais juste que le directeur me signe ce contrat, si vous estimez que j'ai été un bon agent.

Je sors mon autorisation provisoire et la lui montre.

– Puis-je faire une photocopie de ce document ?

– Bien sûr.

En plus, je lui montre le courrier de l'ancien ministre de l'Intérieur.

– Eh bien, s'exclame-t-elle, vous avez de la chance que votre dossier soit suivi par ce Monsieur.

Je pense que cette lettre du ministre a dû beaucoup jouer sur la conscience de la dame. Deux jours après, elle me rappelle pour la signature du contrat. « Je me suis entretenue avec le directeur. Il est d'accord pour vous signer le contrat parce que vous étiez un très bon agent. » Elle prend les documents et entre dans le bureau du patron (il ne veut pas me rencontrer).

Mais avant, je lui explique clairement qu'il y a une redevance de 893 euros dont l'employeur doit s'acquitter.

– Monsieur Bâ, là je ne pense pas qu’il s’engagera à signer, mais néanmoins je lui soumettrai.

J’attends à l’accueil la réponse du patron. Vingt minutes plus tard, elle revient avec l’un des deux documents signés.

– Finalement, il ne veut pas s’engager à payer ce montant.

– Vous savez, je ne travaille pas depuis que j’ai quitté la société et je suis sans revenu. Par contre, si vous me faites confiance, je vous signe une reconnaissance de dette que vous prélèverez sur mon salaire quand vous payerez.

– Nous n’avons pas le droit de faire ça, Monsieur Bâ.

– Ou sinon, dès que vous me payerez, je retire l’argent et viens vous rembourser en espèces si vous voulez.

– Je suis vraiment désolée, mais ce n’est pas possible.

Je tente et propose toutes les solutions, sans succès. Je prends les documents et remercie la dame avant de sortir du bureau, une fois encore déçu.

Deux semaines plus tard, mon ami et compatriote Marcel<sup>12</sup>, que j’informe souvent de mes démarches administratives, propose de me prêter la somme (il a toujours été là quand j’ai eu besoin d’aide et c’est lui aussi qui m’a ouvert un compte pour que je puisse récupérer mon salaire).

## **21 janvier**

Je décide de débarquer au bureau avec cette fois-ci les 893 euros dans une enveloppe (disons 895 euros, car je n’avais pas de monnaie), à l’improviste et sans rendez-vous.

Je sonne à la porte.

Et une minute après, madame B.<sup>13</sup>, m’ouvre la porte, étonnée de me voir.

– Et bien ! Qu’est-ce qui vous amène encore ?

Elle reste devant la porte sans m’inviter à entrer.

12. Le prénom a été changé.

13. Anonymat.



– Je suis venu vous apporter la somme correspondant à la redevance pour vous prouver ma bonne foi.

– Bon d'accord, entrez...

Nous restons debout dans la salle d'attente.

– Madame, j'ai pu, par un ami, avoir l'argent pour vous dire combien c'est important pour moi d'avoir ce contrat signé. C'est une question de vie ou de mort, vous comprenez ? Ce n'est pas trop pour moi si je paye. L'essentiel est que ma situation s'arrange.

– Je vois que vous êtes vraiment déterminé, répond-elle.

– Je n'ai pas le choix, vous savez ?

– Voilà, je vous dépose cette somme comme garantie. Si l'État vous la prélève dans vos comptes, après accord et autorisation de travailler, vous vous rembourserez. Et en cas de refus, vous me rendez l'argent.

Je sors les billets de l'enveloppe et on les compte ensemble.

– Je vous donne même 2 euros de plus de pourboire, avec le sourire.

– D'accord. Elle appelle sa collègue Mademoiselle C.<sup>14</sup> pour être témoin.

– Voulez-vous me faire une décharge ?

– Ne vous inquiétez pas ! Vous pouvez nous faire confiance, il n'y aura aucun souci. Mais je ne peux signer quoi que ce soit, ajoute Mlle C.

Et comme je ne veux pas trop tirer sur la corde, je me résous à accepter ce fait.

– J'en parlerai au directeur dès qu'il sera là.

– Merci encore pour votre compréhension et votre disponibilité.

Cette fois-ci, je me dis que j'ai mis le paquet. Pour moi, je les ai fait mordre à l'hameçon et il est tenu de signer ce

14. Anonymat.

« putain » de contrat. Une demi-heure après ma sortie du bureau, elle m'appelle :

– Vous pouvez passer demain. Le contrat est signé par le directeur.

– Ça marche, Madame. À demain alors.

En fait, le patron était dans les locaux au moment de mon passage. C'est allé très vite. Tant mieux pour moi.

Ah, l'argent ! La clef du monde... Pourtant, dans le document *Contrat de travail pour travailleur étranger non agricole* (Art L 121-1, L 121-5, L 122-1, 122-1-1, 1-2, L 122-3-1, R 3341-7-2 du Code du travail), il est mentionné : frais d'introduction, je cite : « La redevance d'introduction forfaitaire ou de régularisation versée à l'Office des migrations internationales est à la charge exclusive de l'employeur et ne peut faire l'objet d'une retenue sur le salaire du travailleur. »

Ça, je le savais déjà pour avoir lu les documents. Mais mon futur employeur a-t-il intérêt à payer cette redevance quand il peut employer un Français ou quelqu'un qui a sa carte de séjour ? La question que je me suis posée est : qui de nous deux a le plus besoin de l'autre ? La réponse est évidente. C'est bien moi. Donc j'ai payé sans réfléchir.

## **28 janvier**

Heureux, mais sceptique malgré mon CDI, je suis une fois de plus reçu au bureau des Affaires réservées à 15 heures. Je suis fier d'avoir décroché un CDI payé au Smic mensuel de 1 280 euros.

– Alors Monsieur Bâ, vous avez réussi à avoir le CDI ?

– Oui, Madame ! Je sors le contrat et le lui remets.

Quelques minutes après, elle ajoute :

– C'est un boulot d'agent de sécurité ! C'est quand même un petit boulot, Monsieur Bâ ! Je ne pense pas que cela puisse passer.

Exténué et en colère, je réponds presque violemment.

– J'hallucine, vous vous rendez compte Madame ? Je ne comprends vraiment plus rien à ce système ! C'est injuste ! Je ne sais plus quoi faire pour vous faire plaisir et mériter cette « putain » de carte de séjour. Là, vous me faites bien marcher et me prenez pour un imbécile. Ce n'est pas vrai ! Je suis vraiment dépassé !

– Pourquoi vous vous emportez ?

– Excusez-moi, Madame. Ce n'est pas contre vous que je suis en colère, mais contre ce système mis en place pour nous faire chier et nous empêcher de vivre dignement malgré notre volonté de nous en sortir.

Voyant ma colère, Aline, me tape sur l'épaule pour me calmer.

Elle me dit, gênée, et des larmes dans les yeux :

– J'ai vraiment honte d'être Française ! Jamais je ne pouvais imaginer une telle injustice dans mon pays.

– Eh bien, malheureusement c'est le cas ! Combien vous êtes dans ce cas, à imaginer et ne comprendre que les discours politiques et non la réalité des sans-papiers et des problèmes administratifs auxquels ils sont confrontés ?

Pendant ce temps, la femme nous observe, ne sachant quoi dire et apparemment mal à l'aise.

Je continue à étaler ma colère, même si j'avoue qu'elle n'y est pour rien. Et en plus, je sais que ce n'est pas à elle qu'il revient de décider. Mais comme c'est elle que j'ai en face de moi, c'est à elle d'encaisser tous mes propos. À travers elle, j'envoie un message à ses supérieurs : préfets, ministres et gouvernement qui ne respectent pas les circulaires et lois qu'ils ont eux-mêmes fait voter.

– Ce que je ne comprends pas, c'est que vous m'avez demandé un CDI que je vous apporte. Une fois de plus, Madame, ce n'est nulle part marqué « tout sauf agent de sécu-

rité ». Voulez-vous dire par là, que le travail d'agent n'est pas un travail comme les autres ?

– Je ne dis pas cela, Monsieur. Mais vous savez, il y a une liste de métiers concernant la régularisation par le travail qui sont : le ménage, la garde d'enfants, de personnes âgées, l'hôtellerie, la restauration, la maçonnerie, les ingénieurs, les avocats, etc.

Je comprends qu'elle fait allusion à la circulaire du ministère de l'Immigration, transmise aux préfets le lundi 7 janvier, précisant les conditions d'une « admission exceptionnelle au séjour » par le travail. Cette circulaire, je l'ai lue dans le journal *Le Monde* du mercredi 9 janvier que j'ai acheté. On peut y lire que pour prétendre à une régularisation par le travail, il faut apporter « la preuve d'un engagement ferme de l'employeur », c'est-à-dire une promesse d'embauche « sous contrat à durée indéterminée ou, à titre exceptionnel, à durée déterminée mais d'une durée supérieure à un an ». Seules les demandes remplissant ces conditions seront recevables, conclut la circulaire. La même circulaire précise toutefois qu'« à titre exceptionnel » pourront « tout de même » être examinées les demandes portant sur un métier qui ne figure pas sur la liste régionale mais « connaît des difficultés de recrutement particulièrement aiguës dans le bassin d'emploi concerné ».

– Je suis au courant de cette circulaire à laquelle vous faites allusion.

Je sors le journal de mon sac et le pose sur le bureau.

– Tant mieux si vous êtes informé, dit-elle.

– Et alors ? Je ne réponds pas à cette circulaire, vous croyez ?

– Je n'en sais rien, Monsieur Bâ.

– Moi, en tout cas j'estime que oui !

– Ou sinon, Monsieur Bâ, mariez-vous ou faites un enfant. Cela ira plus vite, vous savez !

– Quoi !? Vous me demandez de me marier ou faire un enfant juste dans l'intérêt d'obtenir mes papiers ?

– Je n'ai pas dit ça, Monsieur ! Mais comme je vois que vous peinez à les avoir, je vous propose une autre solution.

– Ben, c'est tout comme ! C'est gentil de votre part, mais vous croyez que je vais me marier juste dans ce but ? Sachez que je ne vous ferai jamais ce plaisir ! Alors là, vous garderez vos papiers, Madame ! Je vous informe que je n'ai rien fait de mal dans mon pays et donc, je ne suis pas recherché. Si vous décidez de m'expulser un jour, je rentrerai dignement chez moi. Mais pour l'instant, je cherche à obtenir mes papiers légalement et honnêtement.

– Je vois que vous êtes quelqu'un d'honnête et battant. Je vous le dis sincèrement, je crois que vous les méritez.

– Mais en attendant, ce n'est pas le cas !

Toujours est-il que malgré ma colère, je ressorts avec un autre rendez-vous. Cette fois-ci, sur la fiche de rendez-vous, on me demande d'apporter de nouveau mon CV (que j'ai pourtant remis au début), mon passeport, mes diplômes, le K-Bis de la société datant de moins de trois mois, une lettre de motivation de mon futur employeur, et la copie du registre du personnel (si la société emploie cinquante salariés ou plus).

## **14 février**

Sans rendez-vous, je me pointe à la préfecture muni des documents complémentaires. Voyant que personne n'attend pour être reçu, j'entre dans le bureau des Affaires réservées.

– Vous avez un rendez-vous ? me demande la dame.

– Non, Madame. C'est juste pour vous remettre ces documents complémentaires.

Elle part, cherche mon dossier, le sort et revient.

– Alors, avez-vous le K-bis, la lettre de motivation et la copie du registre du personnel ?

– Oui !

Je sors les documents et les lui remets.

– Bon, tout est complet désormais.

– J’espère.

En attendant mon prochain rendez-vous, j’apprends par le journal *Le Monde* que lors d’une visite à Dakar, Brice Hortefeux a signé un accord avec les autorités sénégalaises au titre de l’immigration de travail portant sur 200 cartes pour « compétences et talents », 180 cartes « salariés en mission » et 1 000 cartes pour « salariés ». Et que, pour ces derniers, il établit une liste de 60 métiers pour lesquels la situation de l’emploi, réservés aux Français, ne leur sera pas opposable. Cet accord, signé à Dakar, prévoit d’ouvrir aux Sénégalais trente métiers, dans l’hôtellerie, la restauration, l’agriculture et les services, secteurs exigeant des qualifications moins élevées et qui ne figurent pas sur la liste initiale (cuisine, serveurs, ouvriers dans les travaux publics, agents d’entretien).

Rien de neuf donc, ma vie reprend, accrochée à la boîte aux lettres, aux passages du facteur et aux courriers que je pourrais y trouver... J’attends. Pendant ces mois d’attente, je suis sans travail, sans revenus. Je me retrouve sans logement. Je vis grâce à Aline qui me soutient financièrement, matériellement et psychologiquement.

### **3 mars**

Une entreprise qui sous-traite pour un grand groupe hôtelier me propose un stage comme réceptionniste débouchant sur un contrat à durée indéterminée, à condition d’obtenir mon autorisation de travailler. J’accepte, puisque j’aime bien ce travail et le trouve plus valorisant que la sécurité. Après trois semaines de formation, je maîtrise le logiciel. Je sais faire des réservations en ligne, clôturer la caisse, attribuer des chambres et accueillir des clients. Satisfait, le patron décide de me garder,

mais au black. Il me propose 8 euros net de l'heure. J'accepte. Je veux une qualification surtout, pour plus tard. L'hôtel se situe à Bussy Saint-Georges (Marne-la-Vallée). Je travaille de 20 h 30 à 7 h du matin. Beaucoup de clients sont Anglais, Espagnols, Portugais, avec quelques Français de province. Et comme je parle anglais et me débrouille en espagnol, je fais l'affaire du patron.

Mon travail consiste, en plus de l'accueil, des réservations et de l'attribution des chambres, à remplir les distributeurs de boissons et de confiseries, à refaire les chambres libres, à monter et à ranger le linge sale et propre, à préparer le petit déjeuner du matin. Je ne me repose pratiquement pas de la nuit. Et le matin, avant de partir, je dois nettoyer la salle du petit déjeuner et la devanture de l'hôtel.

Pendant les deux mois où je travaille là, j'apprends que la plupart des employées sont sans-papiers et payées un salaire de misère. Certaines gagnent 6 euros net, d'autres 6 euros 50. Toutes se plaignent de mal de dos. La pression est énorme. Elles doivent faire chacune quinze chambres en trois heures. Au-delà, les heures supplémentaires ne sont pas payées.

Je travaille la nuit et dors le jour. Je n'ai aucune vie. Je n'ai même pas le temps d'aller faire mes courses. Je suis déconnecté, complètement. Je ne vois le jour qu'entre l'hôtel et la gare de Bussy Saint-Georges, puis le métro Château rouge et chez moi à Montmartre. À peine une demi-heure au total. Après ces deux mois, alors que je commence à prendre du plaisir à ce boulot malgré les difficultés, mon patron me dit d'arrêter sans que j'en sache les raisons.

### **5 mars 2008, premier tour des municipales**

Je me retrouve à la mairie pour suivre les résultats des élections municipales. Le cabinet est aussi plein que le soir des législatives. Un écran télé plasma est placé dans le bureau du

directeur de cabinet. Quant au maire sortant, il est dans son bureau situé à côté de celui du directeur de cabinet. Les élus, le personnel du cabinet et les militants suivent les résultats devant le petit écran.

Les chiffres des arrondissements tombent au fur et à mesure. Tantôt la joie, tantôt la déception en fonction des résultats et des pourcentages. L'arrondissement qui nous intéresse le plus est évidemment le 18ème où Daniel Vaillant est candidat, puis le 17ème (Annick), le 15ème avec Anne Hidalgo et moi, le 1er où Seyba Dagoma, jeune candidate black, est investie. Avec 35% des bureaux dépouillés, Daniel Vaillant obtient 51%. Tout le monde applaudit. Mais au fur et à mesure que le dépouillement avance, il perd en pourcentage. La déception. À la fin, sur les soixante bureaux de vote du 18ème, il obtient 49,7%. Soit 200 voix de moins qu'il n'en faut pour être élu au premier tour. Finalement, la fête se termine un peu amère, même si on sait désormais que le deuxième tour est quasiment acquis.

## **12 mars, deuxième tour des municipales**

Aujourd'hui, c'est la fête dans le cabinet. Les résultats sont en notre faveur. Daniel Vaillant l'emporte avec 72%. Paris reste à gauche, mais aucun nouvel arrondissement n'est pris à la droite. Annick ne gagne pas dans le 17ème. Elle reste digne malgré sa défaite, elle a fait une très belle campagne. Je m'approche de nouveau d'elle et entame une discussion politique. Je prends plaisir à discuter avec elle. Pendant trois quarts d'heure nous parlons de tout : politique étrangère de la France, politique d'immigration (sujet qui m'intéresse le plus), politique sociale et vision du Parti socialiste sur ces questions. Après ce long entretien avec la députée, à la fin, une de ses collaboratrices me lance en rigolant :

- Eh, tu fais la cour à ma patronne ?
- Eh bien oui, elle est très belle, non ?



Je rigole, mais c'est vrai, je suis sous le charme de cette femme pleine de qualités et d'intelligence. La mairie est devenue ma deuxième famille. Les gens sont gentils, accueillants, ouverts, disponibles, simples, naturels. Ces valeurs m'ont touché et m'ont rapproché de ces personnes pour qui je suis avant tout un être humain, un homme et pas un sans-papiers. Beaucoup d'entre eux ignorent ma situation administrative. Je ne le montre pas. Je ne me fais pas passer comme tel. Je vis ma vie et c'est tout. Je me sens bien ici. Je suis bien respecté et c'est l'essentiel pour moi. Le reste ne dépend pas de moi. Dois-je refuser de vivre, de partager des moments forts avec des gens qui m'aiment pour la simple raison que le gouvernement actuel me refuse ce droit ? Ces Français-là m'ont adopté, m'ont accepté et m'ont intégré et cela me suffit.

## **19 avril**

Je finis par comprendre que je ne peux défendre et combattre l'injustice en restant en dehors d'un engagement politique. Je décide de militer. J'adhère au Parti socialiste, dans le 18ème, section Chapelle/Goutte d'Or. C'est le Parti socialiste qui répond le mieux à mes aspirations.

Déjà au Sénégal, je militais au Parti socialiste quand j'étais étudiant. Aujourd'hui, d'ailleurs, j'ai ma carte du PS Sénégal. J'avais créé et je dirigeais un mouvement des élèves et étudiants progressistes (MEEP) d'origine guinéenne à l'université de Dakar. Après les années sombres du régime de Sékou Touré et du PDG (Parti démocratique de Guinée) de 1958 à 1984 et de celui de Lansana Conté, je ne pouvais rester inactif face à la souffrance de tout un peuple, celui de mes parents. En 1993, lors des premières élections présidentielles guinéennes sous Lansana Conté, mes camarades et moi avions séquestré l'ambassadeur guinéen à Dakar, ancien tortionnaire du camp Boiro à l'époque de Sékou Touré, qui tentait de faire un « hold-up »

électoral au profit de Lansana Conté. En 1994, j'avais effectué deux visites à Conakry où j'étais invité par le secrétaire général du PRP opposition (Parti du renouveau et du progrès) et ancien vice-président du journal *Jeune Afrique*, Siradio Diallo.

Ces valeurs humaines et le respect de la dignité humaine m'ont séduit, même si je déplore que certains sujets, tels que les questions d'immigration, soient toujours restés, à mon avis, des sujets tabous. Le PS n'a pas été, entre 1997 à 2002, au fond des questions touchant à la situation des immigrés, régularisation par exemple, même si le gouvernement Jospin a fait mieux que la droite actuelle. Pour moi, militer me permet d'exprimer mes opinions sur la politique française que je trouve injuste (même si je reconnais que mes positions n'auront pas trop d'impact puisque je n'ai pas le droit de vote). Je ne savais pas que je pouvais militer en étant sans-papiers, d'ailleurs beaucoup de sans-papiers l'ignorent, ou sont plutôt préoccupés par leurs soucis quotidiens.

À cette assemblée générale, sont présents Lionel Jospin, Bertrand Delanoë et Daniel Vaillant. Je serre la main de Bertrand Delanoë et discute avec Lionel Jospin. Depuis le Sénégal, j'ai toujours été fasciné par la personnalité de Lionel Jospin, son charisme, son humilité. Pour moi, c'est un grand homme politique que la France en général, et le Parti socialiste en particulier, ont perdu. J'ignore les raisons de sa démission au soir des élections de 2002, mais je pense que c'était parce qu'il ne voulait pas coûte que coûte s'accrocher au pouvoir. S'il était resté, et si les socialistes lui avaient renouvelé leur confiance et l'avaient soutenu, je pense qu'ils seraient encore au pouvoir. J'ai l'impression qu'une nouvelle page s'ouvre pour moi.

## **24 avril**

Comme cela ne finit jamais, je me pointe au service des Affaires réservées. Il n'y a rien de nouveau pour moi. La

femme m'apprend que mon dossier a été transféré au ministère du Travail qui va décider.

Je ressors donc avec une autorisation provisoire, cette fois-ci d'un mois au lieu de trois.

J'apprends aussi que j'aurai à payer 300 euros de taxes diverses si le ministère accepte ma demande, que je passerai une visite médicale et suivrai une formation à l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration).

### **30 avril**

Sans nouvelle du ministère, sans nouvelle de mon employeur et sans nouvelle de la préfecture... Je finis par appeler mon futur employeur.

Et là, surprise, énervement, colère presque, j'apprends que le ministère du Travail leur demande (depuis un mois !! Ils se moquent de moi !) les statuts de la société, les deux derniers bordereaux déclaratifs adressés à l'URSSAF, des deux dernières pages du registre du personnel, les deux dernières déclarations mensuelles ou trimestrielles adressées aux services fiscaux, et mon curriculum vitae.

Devant leur mauvaise volonté, je m'occupe de récupérer les papiers (je les télécharge sur internet, c'est payant... c'est cher car il faut les documents comptables complets), de les photocopier et de les envoyer.

Je rédige même la lettre de motivation où l'employeur doit expliquer les raisons de mon embauche : pourquoi moi plutôt qu'un autre (sous-entendu bien sûr, un Français)?

### **15 mai**

Alors que je suis toujours en train de courir pour obtenir les papiers complémentaires, Daniel Vaillant envoie un courrier à Xavier Bertrand, ministre du Travail, afin de lui demander une intervention me permettant de travailler.

### **30 mai**

#### Réponse

*Monsieur le Ministre,*

*Vous avez bien voulu appeler mon attention sur la situation de Monsieur Bâ. Cette question relève plus particulièrement des attributions de Monsieur Brice Hortefeux, ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, à qui je transmets votre courrier en le recommandant à son examen attentif.*

*Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.*

Une fois encore, je suis confronté au manque de communication de la part des agents de la préfecture (c'est à la préfecture qu'on m'avait conseillé d'intervenir auprès de Xavier Bertrand) ou à leur volonté délibérée de m'embrouiller dans mes démarches administratives en refusant de me dire qui fait quoi et qui s'occupe de quoi. Peut-être juste pour me décourager ou faire durer mon processus de régularisation. Je me rends compte que les services se renvoient la balle. La préfecture me dit que mon cas relève du ministère du Travail. Ce même ministère me dit que c'est le ministère de l'Immigration qui doit statuer. L'embrouille totale. Je me dis que, soit les agents ignorent les compétences des services, soit ils le font exprès.

### **3 juin**

Je reçois ma carte de militant par courrier. Je suis heureux d'avoir cette carte qui représente désormais un engagement politique en France. C'est mon deuxième « papier » officiel français, après celui de mon attestation aux premiers secours avec la Protection civile ! Je sais que je n'ai pas le droit de voter ni d'être élu en attendant que le droit de vote soit accordé aux étrangers extracommunautaires. Mais désormais, j'ai comme camarades de section Lionel Jospin, ancien Premier ministre de

1997 à 2002 et Daniel Vaillant, ancien ministre de l'Intérieur, député et maire du 18ème arrondissement. Bertrand Delanoë est militant dans mon arrondissement.

## **16 juin**

Réponse de Brice Hortefeux.

*Monsieur le Ministre,*

*Monsieur Xavier Bertrand, Ministre du Travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité, m'a transmis votre correspondance concernant la situation de Monsieur Bâ, ressortissant Sénégalais, qui souhaiterait obtenir la délivrance d'une autorisation de travail.*

*Compte tenu de l'intérêt que vous portez à la démarche de l'intéressé, j'ai prescrit un examen attentif de son dossier à mes services, dans le respect des textes en vigueur.*

*Naturellement, je ne manquerai pas de vous tenir informé de la suite qu'il sera possible de réserver à votre intervention.*

*Dans cette attente, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.*

## **23 juin**

Un ami, Bruno, me propose de m'associer à la création de son association. Le but du *Champ du possible* est de lutter contre la cherté du pouvoir d'achat des Français, valoriser les produits des agriculteurs (fruits et légumes) pour un commerce équitable et promouvoir l'agriculture raisonnée. L'idée et la démarche me plaisent. J'accepte.

## **8 juillet**

Je regarde, fébrile, la boîte aux lettres. Et après ces courriers, ces allers-retours, la boîte aux lettres est vide. Je dois encore attendre. Je me décide et écris un courrier à la première dame, Carla Bruni-Sarkozy, pour une intervention. Je sais qu'elle a des sensibilités humaines et est de gauche. En plus, en

octobre 2007, j'ai assisté à son concert lors de la fête des vendanges de Montmartre à la Cigale. Mieux encore, je connais une de ses amies. Toutes ces raisons me poussent à lui écrire. Je sais que c'est osé. Mais de toute façon, je n'ai rien à perdre. Et en plus, je n'ai plus peur de m'exposer. J'estime que je mérite d'être ici et donc j'ai foncé. Aussi, écrire à la première dame est pour moi à la fois un défi et un test. Et quelle que soit l'issue, je pourrai me vanter d'avoir écrit à la première dame. Ce qui n'est pas rien pour le sans-papiers que je suis.

*Madame la première Dame,*

*Je me permets de vous écrire dans un dernier espoir pour vous parler de ma situation administrative.*

*Je suis Sénégalais et d'origine guinéenne. Ma famille pour une grande partie vit en France et l'autre éparpillée entre la Guinée et la Gambie. La Guinée est un pays difficile et ma mère y souffrait des privations et de la situation politique difficile. Mon père, avant sa mort en 1986, y avait également souffert de la dictature de l'ancien régime de Sékou Touré. Ma petite sœur, Aïcha, vit en Allemagne et est mariée à un Allemand avec qui elle a eu trois enfants dont un garçon âgé de sept mois. Je ne peux les voir, ni les embrasser faute de papiers pour voyager.*

*Ensuite, j'ai suivi avec beaucoup d'intérêt vos positions politiques, votre carrière et bien sûr, comme chaque Français, votre union avec le président. Je sais qu'avant d'être l'épouse du chef de l'État, vous êtes une femme de cœur, sensible aux problèmes de l'immigration et du respect de l'intégrité des femmes et des hommes.*

*Je souhaite fonder une famille. Mais ma situation m'en empêche. Est-ce une vie pour un enfant d'avoir un père qui ne peut travailler, qui ne peut aller et venir en paix, et qui peut risquer à tout moment d'être expulsé ?*

*Je vis en France depuis plus de cinq ans, et depuis je cherche à obtenir un titre de séjour. Depuis octobre dernier, la préfecture me délivre régulièrement des titres de séjour provisoire. J'ai donc le*

*droit de résider en France, mais je ne peux pas travailler. Un employeur m'a promis un CDI, le dossier complet est en cours de traitement à la préfecture de Paris depuis plus de trois mois. Je réponds donc parfaitement aux critères de la loi en vigueur : la régularisation par le travail.*

*Si je comprends que la France ne peut accueillir toute la misère du monde, je ne sais plus, aujourd'hui, quelles solutions s'offrent à moi pour vivre ici, dans ce pays que j'aime et où je suis bien intégré. Mes amis sont dorénavant là, mon avenir sentimental et ma famille aussi. Mon amie est une jeune femme extraordinaire, sensible, généreuse, courageuse, intelligente et drôle. Elle m'a redonné la force de me battre, l'envie de vivre et d'espérer : le bonheur en deux consonnes et trois voyelles pour moi. Alors, je m'adresse à vous afin que vous puissiez intercéder en ma faveur auprès du président de la République.*

*Plus anecdotiquement peut-être, je vous ai vue chanter Georges Brassens le 14 octobre dernier à la Cigale, dans le cadre de la fête des vendanges de Montmartre. Avec mon portable, j'ai pris de vous une photo que je garde encore. C'était ma première rencontre avec Brassens et je ne vous cache pas que cet auteur-compositeur m'a ému. Votre prestation était étonnante et avait apporté une fraîcheur incontestable à cette soirée.*

*J'ai également le projet, avec un ami français, ancien élu, d'ouvrir dans le 18ème un restaurant, café-concert, salle de spectacle et boutique bio valorisant les produits biologiques et issus du commerce équitable. Ce lieu serait une coopérative et accueillerait des artistes et peintres pour promouvoir leurs arts. J'ai aussi des propositions d'emplois au centre Fleury Goutte d'Or Barbara comme médiateur culturel, dans un grand groupe hôtelier et j'écris un livre que je compte publier en France. Plein de projets qui ne peuvent aboutir sans autorisation de travailler.*

*Ce que je vous demande donc, ce n'est pas une dérogation par rapport à la loi, mais c'est de m'aider pour que mon dossier soit étudié, qu'une réponse favorable y soit donnée et que je puisse enfin vivre dignement et surtout travailler.*

*Je vous remercie d'avoir lu ma lettre dans son intégralité, vous suis très reconnaissant par avance de tout ce que vous pourrez faire pour moi et espère recevoir bientôt une réponse de votre part. Je vous prie de croire, Madame la première Dame, en l'assurance de mon profond respect.*

Silence total.

Je ne recevrai aucune réponse de la part de Madame la première Dame, même pas un accusé de réception. Sympa !

### **23 juillet**

Je réussis à me procurer, auprès de mon futur employeur, l'ensemble des documents de l'entreprise pour compléter mon dossier auprès du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle : statuts de l'entreprise, les deux derniers bordereaux déclaratifs adressés à l'URSSAF, les deux dernières déclarations mensuelles ou trimestrielles adressées aux services fiscaux, mon curriculum vitae. Le même jour, le courrier est affranchi.

Cela n'a pas été facile d'obtenir cela de mon employeur qui estime que les pouvoirs publics pouvaient bien vérifier eux-mêmes sur internet si l'entreprise est en règle ou non. Il pense que tout cela tend à décourager les entreprises françaises, vu le casse-tête, d'employer des étrangers. Ce que je partage évidemment.

Après un long silence de la part de l'administration pour répondre positivement à ma demande, le député envoie cette fois-ci un courrier au ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire.

### **25 juillet**

Je décide de me présenter sur la liste des conseillers de quartier en tant que candidat extracommunautaire de Montmartre (mon lieu de résidence depuis juin 2007).



Il faut rappeler que c'est Daniel Vaillant, alors ministre de l'Intérieur sous le gouvernement Jospin en 2002, qui avait proposé cette loi qui d'ailleurs porte son nom. Cette loi permet aux habitants de participer aux décisions dans les communes, à la démocratie locale. Ce texte permet la représentation de conseillers extracommunautaires. C'est ainsi que je peux déposer ma candidature.

## **21 août**

Quelques jours auparavant, Bruno et moi, avons distribué 1 000 tracts à la sortie du métro Jules Joffrin pour informer les habitants de notre action. Tous ont été ravis de la démarche de l'association. Je suis content de me rendre utile pour une bonne cause. À la fin de la journée, nous avons vendu 775 kg de fruits et légumes. Les produits viennent directement de producteurs qui fixent librement leur prix. Le panier de 7,5 kg est vendu 5 euros. Inutile de vous dire le succès et la satisfaction des habitants.

Cet investissement bénévole et humain me fait du bien. Je m'occupe pour une cause juste et noble.

## **19 septembre**

Je n'ai pas vu ma sœur Aïcha depuis presque dix ans. Elle vit en Allemagne, à Duisbourg. Maintenant que je peux voyager, avec mon récépissé de titre de séjour, je décide de partir en car Eurolines, un périple de 8 heures. C'est un bonheur pour moi. Je vais enfin retrouver ma petite sœur, voir mon beau-frère Siegfried Basfeld et surtout rencontrer mes deux nièces, Kadja, Jasmin et le petit Malik, le dernier qui a quelques mois.

Enfin, je respecte la parole donnée à ma maman : veiller sur elle ! Je suis tout excité à l'idée de passer dans trois pays européens : la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne. Un séjour d'une semaine, pour profiter au maximum des miens.

À la frontière belgo-néerlandaise, nous sommes arrêtés par la police hollandaise pour contrôle d'identité. C'est la première fois depuis que je suis en Europe que je me fais contrôler. C'est raté, puisque je les ai, mes papiers, et peux circuler librement dans les pays de Schengen sans peur. Je trouve ça très drôle.

## **2 octobre**

Daniel Vaillant, de nouveau, intervient auprès du ministre de l'Intérieur.

Encore une fois, ma vie, mon histoire sont disséquées dans un courrier administratif. Ces lettres sont « bizarres » pour moi, à la fois touché de l'importance accordée à mon « cas » et fatigué d'être un « cas ».

*Monsieur le Ministre,*

*Permettez-moi d'appeler une nouvelle fois votre attention sur la situation de Monsieur Bâ, qui a déposé une autorisation de travail auprès de la Direction du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Comme je vous l'indiquais dans un précédent courrier, Monsieur Bâ souhaite régulariser sa situation administrative pour pouvoir travailler et vivre dans notre pays. L'intéressé a reçu une promesse d'embauche d'une société, dès lors qu'il pourra satisfaire aux conditions légales d'embauche. Un dossier complet a d'ailleurs été envoyé au service de la main-d'œuvre étrangère le 26 juillet avec l'intégralité des pièces demandées à l'entreprise (statuts de l'entreprise, copie du registre du personnel et déclaration fiscale).*

*Si je me permets de vous relancer sur le dossier de M. Bâ, c'est que je suis particulièrement sensible à sa situation et convaincu de la solidité de son dossier. Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir me tenir informé des suites qui ont été réservées au dossier de l'intéressé. J'insiste sur le fait que l'emploi que souhaite exercer M. Bâ lui est indispensable afin de pouvoir obtenir des services de la préfecture de police la régularisation de sa situation administrative et l'obtention de carte de séjour.*

*Outre les informations que j'avais eu l'honneur de vous transmettre dans mon précédent courrier, permettez-moi de porter à votre connaissance de nouveaux éléments qui viennent consolider le dossier de Monsieur Bâ. Monsieur Bâ a su s'intégrer avec brio dans notre pays. Toutes ces années passées en France lui ont permis de se faire apprécier par l'ensemble de son entourage. Il s'est, par ailleurs, pleinement investi dans une activité bénévole au sein d'une association qui promeut l'agriculture française et défend le pouvoir d'achat en vendant des fruits et légumes bon marché.*

*Cet investissement personnel et bénévole contribue à fortifier le tissu associatif de notre ville tout en forgeant le lien social dont nous avons tant besoin. Son engagement en tant que ressortissant non communautaire au sein d'un conseil de quartier, dont la composition sera prochainement renouvelée dans notre arrondissement, témoigne, en outre, de l'intérêt que manifeste M. Bâ pour son environnement et pour la société qui l'accueille. J'ajoute que Monsieur Bâ, qui dispose d'une expérience professionnelle riche, souhaiterait, à terme, créer son entreprise. J'espère vivement que cette initiative à encourager pourra bientôt voir le jour.*

*Cet investissement dans la société, comme cette intégration réussie ont été facilités par les liens étroits que Monsieur Bâ entretient avec la France. La majeure partie de sa famille réside, en effet, depuis longtemps dans notre pays en situation régulière.*

*Compte tenu de ces éléments nouveaux, j'espère que vos services pourront examiner avec soin et bienveillance la demande d'autorisation de travail de Monsieur Bâ qui sera reçu le 10 octobre prochain en Préfecture pour le renouvellement de son autorisation provisoire de séjour qui expire le 11 octobre.*

*En vous remerciant de bien vouloir me tenir informé des suites données à la demande de Monsieur Bâ, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de mes salutations les meilleures.*

## **9 octobre**

Je suis reçu au bureau des Affaires réservées pour le renouvellement de mon autorisation provisoire de séjour. Mais à ma

grande surprise, la dame m'apprend que mon autorisation provisoire ne sera pas renouvelée tant que le ministère du Travail ne répond pas. Je me retrouve sans-papiers. J'estime que je devrais avoir droit à ce renouvellement tant que je ne reçois pas un avis défavorable de la part du ministère. J'ai beau insister, cela ne sert à rien. Je pars dégoûté.

À la sortie de la préfecture, Aline s'effondre en larmes. On retrouve Olivier, qui me propose immédiatement son aide. Il crée un site web, [www.soutenirmajid.fr](http://www.soutenirmajid.fr), avec une pétition en ligne. On écrit un texte demandant un réexamen de mon dossier. On va passer les prochains jours à diffuser la pétition : avoir un maximum de signataires, se créer une réserve de contact en cas de besoin et surtout informer sur ces injustices.

Arrivé chez moi, j'ouvre ma boîte aux lettres. Je tombe sur un courrier de la Direction départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Avant d'ouvrir ce courrier, je suis animé par la joie et l'angoisse à la fois. Content enfin de recevoir une réponse après trois mois d'attente et angoissé que la réponse ne soit pas positive.

J'ouvre le courrier et tombe sur le contenu suivant : daté du 8 octobre

*Réf : REG/ 2008/ 133064*

*Le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris,*

*- Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile,*

*- Vu l'arrêté du 14 décembre 1984 modifié,*

*- Vu le code du travail et notamment son article R 5221-20,*

*- Vu la demande d'autorisation de travail présentée le 14 mars 2008 et complétée le 31 juillet 2008 par Monsieur Bâ, né le 17 janvier 1972, de nationalité sénégalaise, visant à lui permettre d'exercer la profession d'agent de sécurité auprès de la société,*

*- Vu les pièces annexées à la demande,*

*Et,*

- *Considérant que le cursus professionnel de Monsieur Bâ (Gérant de magasin, responsable marques et produits, représentant) est en inadéquation avec le poste proposé d'agent de sécurité,*

- *Considérant que le siège social de la société de sécurité est située dans une entreprise de domiciliation et qu'en conséquence il n'est pas possible de vérifier le respect de la réglementation sociale,*

### *DÉCIDE*

*L'autorisation de travail demandée est refusée.*

*En conséquence, il est interdit à Monsieur Bâ d'exercer une activité salariée en France métropolitaine.*

*Cette décision peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement - Direction de l'immigration - bureau de l'immigration professionnelle - 101 rue de Grenelle - 75323 Paris cedex 07 et d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Paris - 7 rue de Jouy - 75004 Paris, dans un délai de deux mois.*

*Signé par le Directeur adjoint du Travail.*

J'avoue, je ne m'attendais pas à une telle réponse. Après un an de lenteur administrative, de recherche d'emploi et après avoir fourni tous les documents demandés, je ne peux toujours pas répondre aux exigences des pouvoirs publics. J'estime que cette décision est injuste et injustifiée. Les raisons évoquées ne sont aucunement acceptables. Celles-ci cacheraient-elles des non-dits ? Comment peut-on dire une chose et faire l'inverse de ce qui est dit ? Je trouve cela grave, et surtout quand ceci vient des autorités sensées respecter le droit et l'appliquer.

Ils justifient leur décision par « l'inadéquation » du poste avec mon cursus professionnel. Je pense juste que c'est de l'abus. Même avec un bac +10, ne suis-je pas libre d'exercer le boulot que je veux ? Sommes-nous tenus d'exercer un travail qui correspond forcément à notre cursus universitaire ou pro-

fessionnel ? Combien de gens aujourd'hui, sortis des universités et disposant des qualifications, exercent un travail autre dans le seul souci de gagner leur vie ? Le travail d'agent, qui est cité dans la circulaire du ministre comme un travail de service, n'est-il pas un travail comme tous les autres ? Comment peut-on, dans les discours, parler de lutte contre le chômage, la précarité, les inégalités, et refuser, voire rejeter ceux qui veulent travailler et trouvent d'eux-mêmes du travail ? Or, le gouvernement force les gens à se reclasser. Pire encore, à défaut d'accepter les boulots proposés par l'ANPE, ils se voient coupés de leurs allocations ASSEDIC. Quelle place nous reste-t-il alors, à nous qui voulons nous en sortir et vivre dignement ? Apparemment aucune, sinon le droit de souffrir en silence.

Et si la préfecture, le ministère du Travail et celui de l'Immigration savaient depuis le début que le travail proposé était en « inadéquation » avec mon cursus, selon leurs propres termes, pourquoi avoir continué à demander des pièces à mon employeur en spécifiant qu'ils octroieraient l'autorisation de travail ? Pourquoi avoir continué à me faire espérer, alors qu'ils savaient déjà qu'ils diraient non ? Pensaient-ils que je ne serais pas capable de fournir ces documents ? Là, j'estime qu'il y a vraiment un vice.

Pourquoi, encore, dire à propos de mon entreprise qu'« il ne sera pas possible de vérifier le respect de la réglementation du travail et de la réglementation sociale » ? En quoi cela me concerne-t-il directement ? L'État en France n'a-t-il aucun moyen de vérifier et contrôler la légalité des entreprises, de soumettre leur création à certaines conditions ? D'ordonner leur fermeture quand elles ne sont pas en règle ?

J'ai bien compris que la décision prise à mon égard n'est motivée que par le souci de faire du chiffre pour les expulsions, et réduire au maximum les régularisations pour éviter cet « appel d'air » dont parle le gouvernement.

Je ne suis évidemment pas d'accord avec cette décision, et désespéré. Je ne suis pourtant pas étonné. Danièle Lochak, juriste au Gisti (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés), évoque parfaitement dans *Immigration : fantasmes et réalités*<sup>15</sup>, l'arbitraire dont use l'administration pour justifier des non-régularisations. Je cite : « De façon générale, le maquis de la réglementation, la profusion des circulaires, l'importance du pouvoir d'appréciation laissé à l'administration à tous les échelons de la hiérarchie, l'absence de garanties juridictionnelles efficaces lorsque le droit est violé : tout concourt à donner à l'étranger l'impression d'être livré à l'arbitraire ».

### **15 octobre**

Alors que je passe des moments difficiles, d'angoisse, perdu et sans lendemain, j'apprends que je suis élu conseiller du quartier Montmartre sur la liste des extracommunautaires. Le bonheur. Cette nouvelle me redonne courage dans mon combat. Désormais je suis reconnu. Je participe à ma collectivité auprès des habitants de mon quartier. L'annonce m'a été faite par Aline qui a reçu le coup de fil du directeur de cabinet du maire. Sur les cinq postes réservés aux extracommunautaires, j'étais le seul candidat.

### **20 octobre**

L'élection du premier secrétaire du PS bat son plein avec diverses candidatures à ce poste. Je suis signataire de la motion A de Bertrand Delanoë. Ma seule occupation est la vie du Parti où j'assiste à toutes les réunions. Ce jour, je reçois le mail du secrétaire de ma section CGO (Chapelle/Goutte d'Or) me demandant si je veux poser ma candidature comme membre

15. *Immigration : fantasmes et réalités*, ouvrage collectif dirigé par Claire Rodier et Emmanuel Terray, La Découverte, 2008, p. 17.

permanent de la commission administrative comptant sur la proportionnelle de la motion que je représente. Ma réponse est positive. C'est un honneur pour moi de mériter l'attention du secrétaire, Éric.

## **21 octobre**

Au-delà de mes occupations militantes, ma vie quotidienne est de nouveau rythmée par les allers-retours de courriers officiels entre mon député et le ministre. La longue attente devant la boîte aux lettres, les appels téléphoniques... une routine qui reprend et dont je me serais bien passé. Ce jour, c'est B. Hortefeux qui répond à Daniel.

*Monsieur le Ministre,*

*Vous avez bien voulu appeler à nouveau mon attention sur la situation de Monsieur Bâ, qui souhaiterait obtenir la délivrance d'une autorisation de travail.*

*Compte tenu de l'intérêt que vous portez à la démarche de l'intéressé, et des éléments d'information complémentaires que vous m'avez transmis, j'ai prescrit un examen diligent de son dossier à mes services, déjà saisis, dans le respect des textes en vigueur. Naturellement, je ne manquerai pas de vous tenir informé de la suite qu'il sera possible de réserver à votre intervention.*

*Dans cette attente, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.*

Ce que Monsieur Hortefeux ne sait pas, c'est qu'en dix jours nous avons presque 400 signataires sur ma pétition, tous prêts à se mobiliser, à manifester : des élus, des journalistes, des magistrats, des avocats, des professeurs, et des militants de tout bord.

## **28 octobre**

Je prends rendez-vous avec le responsable du PAD (Point d'accès au droit) dans le 18ème, Julien Hartmann, pour rédiger



mon recours auprès du ministre de l'immigration. Je le rencontre l'après-midi muni de mes documents. Ensemble, nous rédigeons le recours hiérarchique dont voici le contenu :

*Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Codéveloppement, Direction de l'immigration, Bureau de l'immigration professionnelle, 101 rue de Grenelle 75323 Paris cedex 07*

*Objet : recours hiérarchique.*

*Monsieur le Ministre,*

*Je me permets de solliciter votre haute bienveillance afin de réformer la décision de refus d'autorisation de travail prise à mon encontre par la Direction départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle de Paris dans le cadre d'un recours hiérarchique (pièce 1 en annexe).*

*Sur la forme :*

*La décision de refus d'autorisation de travail prise à mon encontre par Monsieur le Directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle de Paris ne comporte aucune date. Une décision de refus d'autorisation de travail doit, comme toute décision administrative individuelle défavorable, être motivée dans les conditions prévues par la loi du 11 juillet 1979, laquelle exige une motivation claire et précise comportant l'énoncé des considérations de droit et de fait qui fonde la décision.*

*Selon l'article 3 de la loi du 11 juillet 1979 : « La motivation [...] doit comporter l'énoncé des considérations de droit et de fait qui constituent le fondement de la demande ». Or, la décision précitée de Monsieur le Directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle de Paris est uniquement motivée par « l'inadéquation » de mon cursus professionnel avec le poste d'agent de sécurité sans que cette supposée « inadéquation » ne soit démontrée de façon approfondie et circonstanciée.*

*La décision de refus d'autorisation de travail prise à mon encontre est donc insuffisamment motivée selon les dispositions combi-*

nées de la loi du 11 juillet 1979, du décret du 28 novembre 1983 ainsi que de la loi du 12 avril 2000.

Sur le fond :

*Je vous prie de bien vouloir réformer la décision de refus d'autorisation de travail prise à mon encontre par le Directeur départemental du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris au regard de l'erreur manifeste d'appréciation qu'elle contient.*

*Monsieur le Directeur départemental du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris rappelle mes expériences professionnelles passées pour invoquer l'inadéquation de mon cursus professionnel avec le poste d'agent de sécurité proposé.*

*Cependant, vous remarquerez que ces conclusions sont en totale contradiction avec le courrier de mon futur employeur en date du 26/02/2008 (pièce 3 en annexe).*

*Ainsi, mon cursus professionnel est constitutif des qualités pour lesquelles la société de sécurité a retenu ma candidature et a engagé la procédure qui me conduit à vous saisir par la voix du recours hiérarchique. Cette « inadéquation » retenue par le Directeur départemental du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris contredit le principe de mobilité professionnelle et ne tient pas compte de la formation aux premiers secours dont j'ai bénéficié, ni de mes compétences dans la pratique de la langue anglaise.*

*Par ailleurs, j'observe que les « inadéquations » généralement retenues pour refuser l'agrément d'un candidat à la fonction d'agent de sécurité relèvent plus du trouble à l'ordre public ou de raisons médicales que du fait d'avoir une expérience professionnelle riche. L'inadéquation qui m'est opposée comme motivation du refus d'autorisation de travail est donc constitutive d'une erreur manifeste d'appréciation dont je demande la correction.*

*Sur le motif de l'impossibilité « de vérifier le respect de la réglementation du travail et de la réglementation sociale ». Je tiens à contester la validité de cet argument au regard de l'agrément préfectoral dont bénéficie la société de sécurité.*

*Vous constaterez, Monsieur le Ministre, la contradiction entre ce motif développé par Monsieur le Directeur départemental du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris et l'agrément préfectoral obtenu par la société de sécurité. Cet agrément a légalement été obtenu suite à une vérification par les services de la préfecture compétente du « respect de la réglementation du travail et de la réglementation sociale ». Déduire cette impossibilité de la domiciliation commerciale de l'entreprise constitue une erreur manifeste d'appréciation. D'ailleurs, le lieu de travail des salariés de la société se trouve comme toute société intervenant dans le domaine de la sécurité sur le lieu de travail du client de cette société. Invoquer la domiciliation commerciale du siège de la société de sécurité pour justifier l'impossibilité de vérifier le « respect de la réglementation du travail et de la réglementation sociale », en contradiction avec l'agrément préfectoral d'exercer dans le domaine de la sécurité constitue une erreur de droit mais aussi une erreur manifeste d'appréciation.*

*En somme, je vous prie au titre du recours hiérarchique de bien vouloir réformer la décision de refus d'autorisation de travail compte tenu de l'ensemble des éléments que je viens de développer ci-dessus.*

*Je vous prie, Monsieur le Ministre, d'accepter mes cordiales salutations.*

En novembre, je suis élu membre permanent du bureau de ma section PS Chapelle/Goutte d'Or. Un deuxième titre après celui de conseiller de quartier. Ceux-ci me font oublier mon souci de sans-papiers. Désormais j'ai des responsabilités dans ma localité. Cela me suffit et me valorise malgré le refus du pouvoir actuel de reconnaître ces faits qui prouvent mon intégration parfaite à la société française.

Pour l'instant, mon seul réconfort, c'est écrire pour me faire entendre, et espérer un jour que cette requête sera lue afin de changer les mentalités. Écrire pour sensibiliser les autorités et les personnes éprises de justice. Écrire pour informer les

Français qui ignorent les vraies réalités. Écrire pour que justice soit faite. Écrire pour le respect des droits humains. Écrire pour le respect de la dignité humaine. Et enfin, écrire pour que « la liberté, l'égalité, et la fraternité » inscrites dans la Constitution française ne soient pas de vains mots, mais appliquées et effectives.

## **25 décembre**

Noël avec la famille d'Aline encore cette année. Le second. Je viens de passer deux belles journées où nous avons encore été bien gâtés. Hier soir, à Paris, chez le papa, avec des amis de la famille. Une belle table, de bons mets (un foie gras maison succulent – moi qui n'étais pas fan au début, je m'y fais bien au foie gras !!), des escargots (incroyable : j'aime les escargots !), une bûche excellente (la belle-mère d'Aline est une très bonne pâtissière : la seule qui sait me faire apprécier les desserts !!). Aujourd'hui, à Rueil, chez Anne-Marie, retrouvailles avec tout le monde et notamment les cousins qui habitent dans le Nord.

J'ai reçu un cuiseur à riz ! Je suis trop heureux. Tout le monde m'a regardé avec de grands yeux : j'étais ravi comme un môme qui recevrait le dernier jouet à la mode. Ils ne se rendent pas compte : c'est tellement pratique quand on consomme des kilos de riz comme moi au quotidien. Je me prenais la tête tous les jours pour cuire mon riz correctement... On dit que le lave-vaisselle a libéré la femme dans les années soixante-dix, et bien le cuiseur à riz libère le Sénégalais immigré en 2008 !

## **un jour de février 2009**

Depuis quelques semaines, je garde deux petits garçons, les fils d'amis. Une façon de m'occuper comme je ne travaille pas. J'ai laissé mon travail pour respecter la loi et être dans la légalité. Mais les autorités n'ont pas fait leur devoir pour me régulariser. Ils ne se soucient même pas de comment je vis et avec quoi.

J'en ai assez d'attendre une réponse qui tarde à arriver. Tant pis, on m'oblige à ne pas respecter le fait que je ne dois pas travailler.

Je vais chercher l'aîné Camille à la maternelle, puis le second Aloys à la crèche. On rentre, on joue en attendant que les parents arrivent.

Avec eux j'ai découvert des jeux, l'univers enfantin que je ne connaissais pas. Ils ont plein de jouets. Ils sont gâtés par leurs parents. Ils m'apprennent beaucoup. Avec eux, je suis enfant, on se marre, on fait des jeux de cache-cache. Camille adore *Flash mac queen*. Aloys, lui, aime surtout jouer avec le train électrique.

Ces semaines sont une vraie libération pour moi, moi qui n'avais aucune activité depuis quelque temps, je trouve une utilité à mon quotidien. Avec les enfants, une vraie complicité s'est créée et nous avons nos codes, nos petits secrets et notre relation bien à nous. Un vrai bol de fraîcheur pour moi qui me fait oublier mes soucis.

Un jour, nous passons devant la Bourse du travail où des travailleurs sans-papiers sont en grève depuis plusieurs mois. En avance sur l'horaire pour la crèche, je m'arrête avec Camille dans un troquet, prendre un café au comptoir pendant que lui prend son goûter. Avec sa petite voix fluette, il me demande :

– Qu'est-ce qu'ils font les gens là dans la rue ?

Je lui explique qu'ils n'ont pas de papiers, que le gouvernement ne veut pas qu'ils restent en France, mais qu'ils travaillent et veulent rester ici. Il a du mal à comprendre. Il secoue la tête, embêté :

– Je ne comprends rien.

Je repars dans quelques explications et lui dis que moi aussi, je ne peux pas travailler, que peut-être moi aussi je vais devoir repartir un jour. Il me regarde avec ses grands yeux, et me dit, l'air attristé :

– Mais moi, Majid, je ne veux pas que tu partes. Je veux que tu restes là, que tu aies des papiers et joue avec nous.

Je suis ému, presque en larmes. C'est si pur, si vrai, si doux, si simple quand c'est un enfant qui le dit ! Ces moments avec les enfants sont les seuls vraiment sereins, simples et que je vis en paix réellement.

Pendant quatre mois, deux fois par semaine, je passe mon temps avec eux. Je m'attache à eux. Ils me manquent les jours où on ne se voit pas. Eux aussi demandent après moi souvent. Je leur manque aussi.

### **19 mars 2009**

Je crée un groupe de réflexion au sein de la CA de ma section : *Immigration, intégration et lutte contre les discriminations*<sup>16</sup>. J'anime ce groupe dont je suis le président avec mes camarades qui sont intéressés par le sujet. Cet investissement me fait oublier mes problèmes quotidiens et me permet de me rendre utile à ma section. J'assiste à des réunions sur la question, je rencontre d'autres responsables qui animent le même sujet dans mon arrondissement et dans d'autres. Je pense qu'il y a trop d'injustices, le non-respect du droit, le non-respect de l'étranger. Tous ces facteurs me poussent à me battre pour que la justice soit rétablie et que les Français, pour la plupart, soient informés des réalités et du quotidien de ces personnes qui font aujourd'hui partie de la population française.

Je souhaite que les injustices que j'ai vécues, que des centaines de milliers de personnes vivent quotidiennement, soient mises en lumière et que des solutions politiques positives soient trouvées afin que la France, cette France qui nous a toujours fait rêver par ses principes de respect des droits de l'Homme, ne les bafoue pas. Pour mon groupe de réflexion, l'immigration pose

16. <http://ps-paris18cgo.org/militer/groupe-de-travail/immigration-integration-discrimination/>

une question et non un problème comme nous le fait croire la droite.

Je ne suis toujours pas régularisé. L'administration m'ignore complètement. Je ne suis pas seul dans ce cas aujourd'hui, des familles déchirées par ce système, des enfants perdus, des parents pourchassés jusque dans leur maison, ces couples mixtes qui ne peuvent vivre tranquillement leur amour, ces persécutions, ces expulsions abusives, ces suicides de parents, toutes ces choses qui peuvent nous rappeler presque les heures sombres de l'Europe durant la dernière guerre mondiale.

### **31 mars**

Je reçois un mail du directeur de cabinet, Didier Vallet, dans lequel il m'informe avoir eu son homologue de la préfecture au téléphone. Comme il le fait fréquemment, au nom du maire du 18ème et à la demande des réseaux RESF, pour signaler des situations urgentes ou bloquées, Didier a appelé son contact à la préfecture pour lui signaler mon dossier et lui demander ce qui bloque depuis tout ce temps.

Réponse de la préfecture : il manque dans ce dossier des preuves. Aline cherche-t-elle à faciliter ma régularisation ? Didier me demande s'il peut lui envoyer l'album photo qu'on a constitué pour le groupe de soutien à ma régularisation. Ce mail me redonne espoir.

### **15 juin**

Sur invitation de ma sœur Aïcha, ma mère arrive en Allemagne. C'est la première fois qu'elle vient en Europe. Elle flippait beaucoup. Mais l'idée de voir ses petits-enfants, sa fille et moi l'a motivée pour effectuer ce voyage. Il fait encore beau. Nous ne l'aurions jamais fait venir en hiver. Elle ne supporterait pas les températures. Le soir de son arrivée, j'appelle Aïcha. Je suis content qu'elle soit là, juste quelques kilomètres

me séparent d'elle. Je la sens près de moi. Elle est désormais sur le même continent que moi. Elle respire le même air que moi. Six ans que je n'ai pas vu ma maman. Six ans que je ne l'ai pas touchée. Six ans pendant lesquels je n'ai cessé de penser à elle. La seule liaison que j'avais avec elle était par le téléphone. La dernière fois que je l'ai vue, c'était douloureux, le jour où on s'est quittés au Ferry de Banjul, tous les deux en pleurs.

Maintenant qu'elle est là, je ne peux même pas aller la voir. Elle ne sait pas qu'entre temps je me suis retrouvé sans-papiers. Je n'ai pas pu lui dire. Cela lui aurait fait de la peine. Je ne veux pas qu'elle souffre de ça. J'ai préféré me taire. Avec ma sœur, nous nous sommes entendus sur le fait que je dirais juste que je suis pris par le travail et que je ne peux pas aller la voir maintenant.

Je l'appelle tous les jours. Elle ne comprend pas que je ne puisse pas aller la voir. Mais c'est comme ça. J'ai de la peine aussi et j'en souffre terriblement. Comme je ne peux pas voyager, je lui dis qu'il faudra qu'elle vienne à Paris pour qu'on puisse se voir.

## **23 juin**

Je suis très stressé. J'ai les mains moites toute la journée. C'est un jour pas comme les autres. Mon groupe de travail, *Immigration, intégration et lutte contre les discriminations*, avait décidé d'inviter Daniel Vaillant en tant qu'ancien ministre de l'Intérieur, pour nous faire le bilan de la gauche en matière d'immigration de 1997 à 2002. En tant que président du groupe, je dois l'accueillir et diriger le débat devant une foule de militants. Avoir un ancien ministre de l'Intérieur, à l'image de Daniel, à mes côtés, moi le sans-papiers, j'avoue que ce n'est pas du tout facile. En plus, en dehors des réunions restreintes avec mes camarades, jamais je n'ai animé une réu-



nion publique. J'ai préparé mon petit discours et organisé avec mes camarades l'ordre du jour.

Pendant mon discours, je tremble comme une feuille. Je transpire de partout. Cela se voit. Ma voix tremblote. Cela se sent aussi. C'est une vraie épreuve, un calvaire pour moi. Pendant la réunion, il me dit :

— Comment cela se fait-il que tu connaisses le prénom de tout le monde ?

Je lui réponds, avec un petit sourire :

— Je les connais parce que je les vois souvent.

— Bravo. En tout cas je trouve que tu es bien intégré.

La réunion dure deux heures. Daniel a été très convaincant et les militants ont été satisfaits de ses réponses. S'il y a une chose que je retiens de cette réunion avec Daniel et qui m'a marqué, c'est sa franchise, sa sincérité. Il ne nous a pas présenté qu'un bilan positif. Il a reconnu et regretté de n'avoir pas fait assez sur ces questions.

— Aujourd'hui, j'irai encore plus loin et ferai plus, dit-il.

À la fin de la réunion, je suis félicité par les militants. Moi je ne suis pas fier de ma prestation. Par contre, je suis satisfait d'avoir une personnalité comme Daniel.

Malgré le refus du renouvellement de mon autorisation provisoire de séjour par les autorités, je vis tranquillement. Je ne suis plus angoissé, plus peur d'être expulsé comme c'était le cas à l'époque. Désormais je me sens bien intégré. J'ai des amis qui me soutiennent. Je suis presque intouchable. Il y a tout un réseau derrière moi prêt à manifester et faire la pression. Pour toutes ces raisons, je suis rassuré.

Je m'occupe uniquement de mes activités politiques, de mon rôle de conseiller de quartier et de mon groupe de travail qui me prennent tout le temps. Je suis ravi de m'investir auprès des habitants, de ma section et de mon arrondissement. Je ne pense plus aux papiers. Je vis. Je me sens utile et cela me suffit.

Après un très long échange de courriers entre le directeur de cabinet de Daniel et celui de Michel Gaudin, la préfecture me convoque le lundi 29 juin à 14 h.

## **24 juin**

À 10 h mon téléphone sonne. Je dors profondément. J'ouvre un œil. Je prends mon portable et voit marqué : préfecture. Je l'avais enregistré. Je décroche vite. Au bout du fil, une voix féminine. Je reconnais la voix de mon interlocutrice. C'est elle qui me reçoit à chaque fois que j'ai un rendez-vous. Elle me dit :

– Monsieur Bâ, cette fois-ci, c'est bon. Nous vous accordons le titre de séjour.

– Quoi ? Je ne comprends pas. Est-ce que vous pouvez répéter Madame ?

– Est-ce que vous pouvez passer le 29 à 14 h ?

– Bien sûr, Madame.

– Vous payerez 360 euros de timbres.

– D'accord, Madame, ça marche.

J'appelle tout de suite Aline pour lui apprendre la bonne nouvelle. Elle est en sanglots. La deuxième personne appelée c'est Didier Vallet, le directeur de cabinet de Daniel.

Le soir même, j'organise une petite fête avec les amis proches : Olivier, Simon, Juliette, Aline, Didier et moi. Ils sont tous contents pour moi. Je les remercie pour tout ce qu'ils ont fait. Je ne me suis jamais senti seul depuis que je les connais. Pendant toutes ces années ils ont été là, peïnés par ma situation administrative. Ils m'ont soutenu moralement, psychologiquement et affectivement. Ils sont tout pour moi. Ils ont changé la vision que j'avais des Français. Avec eux et d'autres d'ailleurs, j'ai compris que tous les Français ne sont pas méchants et racistes.

Peut-être aussi ai-je eu cette chance, en les fréquentant, de m'ouvrir au monde dans lequel je vis et de m'y investir. Je

pense que ma volonté de vouloir m'intégrer à la société française sans vivre uniquement en communauté, renfermé sur moi-même, sans complexe, m'a ouvert les yeux et m'a permis d'avoir un autre regard sur les Français.

Avant, je les considérais tous méchants, racistes, insensibles à ma situation. Aujourd'hui, je crois que j'ai eu tort de le penser.

Il m'arrive parfois de discuter avec des Africains qui vivent ma situation d'avant. Leur sentiment est le même que le mien il y a quelques années.

J'essaie de les persuader que c'est le contraire et de faire la différence entre certains Français racistes et hostiles et les autres. Mais souvent, ils me considèrent comme un traître, limite petit négro européenisé qui défend les Blancs contre ses frères.

Or il n'en est rien. Dans ces situations, je me sens juste incompris et seul.

Il m'arrive aussi, en discutant avec des Français, qu'ils trouvent que je défends un peu trop les Africains en particulier et les immigrés en général. Les uns ne voient que leurs conditions de vie (ce que je comprends pour l'avoir vécu), mais ne se posent jamais la question de savoir ce qu'ils ont fait ou font pour mériter d'être acceptés.

À leur décharge, le pouvoir politique actuel ne les aide pas vraiment.

Les autres voient juste sur l'immigré l'aspect négatif : celui qui leur pique les boulots, celui qui crée l'insécurité, celui qui les envahit, celui qui fout le « bordel », celui qui profite des allocations, etc. (discours politiques) sans penser à ceux qui se lèvent tôt pour travailler, à ceux qui se battent pour être acceptés et reconnus.

Ceci pose à mon avis le sentiment et la question du comment vivre ensemble.

## **29 juin**

J'arrive au bureau des Affaires réservées. Cette fois-ci, on ne me demande rien comme document. Pour la première fois, la dame sort un papier en carton de couleur bleue. D'habitude, il est de couleur verte.

Elle me dit :

– C'est bon. Je vous donne un récépissé de titre de séjour avec autorisation de travailler.

– Enfin, il était temps ! En tout cas, c'est cool.

Je regarde Aline, émue, sans voix. Les larmes de bonheur coulent à travers ses joues. On se serre la main. On se regarde dans les yeux. Je dois payer 360 euros de timbres, faire une visite médicale et passer des examens linguistiques d'intégration. C'est le bonheur. C'est le dénouement d'un très long chemin vers la régularisation.

Une nouvelle vie commence pour Magic. Le soir, nous sommes invités par Catherine, une amie dans le 14<sup>ème</sup>, très gentille. Elle est très contente pour mes papiers. Je suis sauvé. Je peux maintenant aller voir ma maman en Allemagne et la serrer très fort dans mes bras, sentir cette odeur maternelle qui m'a tant manqué, la toucher, la regarder et me blottir comme un bébé dans les bras de sa maman en sécurité.

## **2 juillet, voyage en Allemagne**

Je suis heureux de faire ce voyage. Chaque distance que je parcours vers la gare routière de Bagnolet me rapproche d'elle. Le bus démarre à 14 h 30. J'ai huit heures de route à faire. Huit heures nous séparent. Chaque mètre, chaque kilomètre parcouru compte pour moi.

Je pense que c'est mon plus beau voyage. Le meilleur parce que je sais qui je vais voir et ce que cette personne représente pour moi ; car si j'existe, c'est grâce à elle. Et elle, c'est ma maman.

23 heures, j'arrive enfin à la maison. Elle ne dort pas. Elle m'attend. Et quand la porte s'ouvre, elle est là, devant moi. Ce n'est plus un rêve. C'est la réalité. C'est vraiment ma maman en chair et en os. On se prend dans les bras. On se serre très fort, un très long moment : cinq, dix ou quinze minutes, je ne sais plus. Je ne compte plus le temps. Toujours est-il que nous sommes restés longtemps à nous regarder, en pleurs. L'émotion est trop forte.

Nous restons sans voix. Elle a pris un petit coup de vieillesse, mais elle reste toujours belle.

– Tu sais à un moment, j'avais perdu l'espoir de nous retrouver vivants !

– Ben non Néné, dans la vie il faut toujours avoir l'espoir et croire au destin.

– Oui, mais moi, je prends de l'âge et ma santé est fragile.

– C'est vrai, mais l'essentiel c'est qu'on s'est retrouvés et profitons.

– Je trouve que tu as beaucoup maigri mon fils !

– Oui, peut-être, Néné, mais tout va bien et je suis heureux tu sais ?

Pendant tout ce temps, Aïcha et son mari nous regardent émus. Cette nuit-là, nous restons tard au salon à discuter. Nous pouvons rester ainsi jusqu'au petit matin.

Pendant une semaine, nous profitons l'un de l'autre. Le seul moment où l'on se quitte, c'est pour se coucher. Durant cette semaine, je lui ai raconté tout : ma faim, l'argent que j'ai perdu, les conditions difficiles de travail, la difficulté pour les papiers et les amis que je me suis fait grâce auxquels je suis heureux aujourd'hui. Maintenant, je peux lui parler.

## **10 juillet, fête des papiers**

Nous invitons une trentaine de personnes pour fêter les papiers. Tous m'ont soutenu.

C'est une manière pour moi de leur dire merci. Des élus (Maya, Dominique, Gérald, Magali), des amis (Juliette, Simon, Olivier, Didier, Jean-Pierre, Marie, Philippe, Fred, Laurence, Laetitia, Carine, Mathieu, Élodie, Malika) et Anne-Marie, pour ne citer que ceux-là. Je suis très ému de les voir tous pour partager ce moment de bonheur.

Une très belle soirée. Je m'en souviendrai toujours.

### **13 juillet**

Je suis contacté par Ariane, de la rédaction de *l'Hebdo* des socialistes, pour une interview. Je suis tout excité à l'idée de pouvoir m'exprimer et me faire entendre.

Nous nous retrouvons dans un restaurant à côté de Solférino. C'est une jeune femme très sympathique. Elle me met tout de suite en confiance. Pendant que nous buvons tranquillement notre café, la discussion s'engage et les questions fusent.

### **31 août**

Une de nos amies, Claire, CPE dans un lycée de Seine-Saint-Denis, m'a dit aujourd'hui qu'il y avait des postes d'assistant d'éducation à pourvoir dans son établissement et que mon profil conviendrait à ce qu'ils recherchent actuellement. Je ne m'étais jamais posé la question de travailler dans l'Éducation nationale avant, mais à bien y réfléchir, l'idée de m'impliquer dans la société française de cette manière me paraît tout à fait intéressante. Je rédige donc une lettre de motivation que j'adresse au chef de l'établissement. Je verrai ce que ça donnera.

### **10 septembre**

J'ai un rendez-vous d'embauche au lycée où j'ai envoyé mon CV. Je me présente à 10 h. À 10 h 30, je suis reçu par une

des CPE. L'entretien se déroule normalement. Elle me pose des questions sur ma motivation. Je réponds l'envie d'accompagner, d'encadrer et inculquer les valeurs républicaines de la laïcité aux élèves.

Même si sur une ou deux questions de pédagogie je me suis peut-être un peu planté, l'entretien s'est globalement bien passé. Je pense que mon parcours, mes expériences et ma maturité l'ont beaucoup intéressée.

– Je vois que vous avez un bon CV, des expériences professionnelles, et vous êtes engagé en tant que conseiller, président d'un groupe de réflexion. J'ai peur que vous vous ennuyiez dans ce travail.

– J'aimerais bien travailler dans le milieu scolaire. Je pense qu'avec les jeunes il y a toujours quelque chose à faire.

À la fin de l'entretien, elle me dit tout de suite qu'elle me prend pour le poste d'assistant d'éducation. Elle me demande si je suis prêt pour commencer demain. J'accepte. J'ai un travail. Je suis ravi. En plus, mon employeur c'est le ministère de l'Éducation nationale. Mon premier boulot officiel. C'est drôle, je trouve. Je suis vraiment fier de moi aujourd'hui.

## **24 octobre**

J'ouvre ma boîte aux lettres. Je tombe sur *l'Hebdo* des socialistes. Je suis surpris de voir mon portrait en quatrième de couverture de *l'Hebdo* numéro 545, page 28. Ma tronche est sur quatre cent mille exemplaires.

Article du portrait :

*Majid Bâ, militant, de Dakar à Paris*

*Il est loin le temps où Majid Bâ représentait les étudiants à la faculté de droit de Dakar, au sein d'une organisation de jeunesse que l'on pourrait comparer à l'UNEF. Pourtant, c'est avec le même entrain qu'il milite aujourd'hui au Parti socialiste. Une adhésion récente, qui remonte à un peu moins de deux ans, mais*

*une implication qui ne cesse de prendre de l'ampleur. En l'espace de quelques mois, Majid Bâ a ainsi réussi à monter un groupe de réflexion sur les thèmes de l'immigration, l'intégration et les discriminations, une structure dont il est fier : « Ici, toutes les idées sont les bienvenues, il n'y a pas de tabou et c'est sans doute pour cette raison qu'on avance, explique-t-il. Le plus jeune des participants a à peine 20 ans, le plus âgé, plus de 70 ans. Les débats sont riches et les idées fusent ! » Majid Bâ parle de sa section du XVIIIème arrondissement de Paris, celle de la Chapelle/Goutte d'Or, comme d'une famille. « Tout le monde se respecte, les échanges sont tournés vers l'avenir et nous sommes plus motivés que jamais pour aller au contact des citoyens et valoriser notre vision de la société. »*

*Son diplôme de droit en poche, ce natif de Kaolack, au Sénégal, devient représentant commercial pour une grande marque de spiritueux à Dakar. Mais depuis l'arrivée d'Abdoulaye Wade au pouvoir en 2000, l'instabilité politique et la situation économique préoccupante poussent le jeune homme à quitter son pays pour la France. C'était il y a six ans. Il enchaîne alors les petits boulots au noir, souvent comme agent de sécurité, un temps comme réceptionniste dans un hôtel. Des années de grande précarité durant lesquelles ses différents patrons n'avaient pas franchement de remords à le payer très mal, et très en retard. Mais Majid ne se plaint pas et répète que le plus important pour lui était alors de travailler. Aujourd'hui, sa situation a heureusement changé : il a obtenu un titre de séjour et cherche activement un emploi dans l'assistantat de direction. Il sait bien que les temps sont rudes, mais il reste motivé, croyant en sa volonté et en sa bonne étoile.*

*« Et puis j'ai plus de temps pour militer », plaisante-t-il. Plus de temps aussi pour animer son groupe de réflexion donc, et « décoriquer les méthodes de la droite concernant l'immigration ». « C'est encore et toujours l'étendard électoral des conservateurs qui agitent la peur de l'étranger pour gagner des voix, dénonce-t-il. Le concept d'immigration choisie, vanté par Sarkozy, est révoltant. » Et il est déterminé à le combattre.*



# Épilogue

Aujourd'hui, j'ai obtenu un titre de séjour, renouvelable tous les ans. J'ai un emploi qui me plait bien.

Je suis vice-président du conseil de quartier Montmartre. J'ai créé un groupe de travail sur les questions d'immigration, d'intégration et de lutte contre les discriminations, dont je suis le président. Ce groupe de travail (IID) a proposé quatre amendements dans le cadre des travaux menés par le PS en vue de l'élaboration du projet pour 2012. Il est même envisagé d'en faire un projet de loi limitant le nombre d'autorisation provisoire de séjour à deux, assorties d'autorisation de travailler. Une sorte de CDD en CDI.

Aujourd'hui, je suis membre de l'*Assemblée des citoyens extracommunautaires* (ACEC). J'y ai créé une commission *Immigration : accueil, conseils et orientations*, que j'anime. Je suis aussi membre du bureau de l'*Assemblée des citoyens parisiens extracommunautaires* (ACPE) et un des référents de la commission *Accès aux droits et égalités réelles*.

Je me suis battu pour en arriver là, mais j'ai surtout eu la chance de croiser des gens bien, qui m'ont fait confiance et soutenu. Sans eux, je ne pense pas que je serais arrivé là seul. Mes amis sont désormais ici et mon avenir aussi. Mon combat, désormais, sera politique. Pour avoir vécu toutes ces expériences injustes et injustifiées, je me dois de me battre pour ces centaines de milliers de personnes sans voix, dans l'ombre, pour que justice se fasse.

Cependant, je me pose encore des questions sur le chemin que je viens de parcourir. Tout cela valait-il la chandelle, vu tout ce que j'ai bravé, ces souffrances physiques, psychiques et morales ? C'est aussi six ans de vie perdus. Six ans de ma vie qui sont entre parenthèses. Des séquelles encore présentes et qui resteront à jamais gravées dans ma mémoire. Des phobies, ma peur de l'ascenseur, de l'enfermement, le fait que je sois devenu agoraphobe. Ces séquelles, je les vis au quotidien et j'en souffre beaucoup.

Mon retour au Sénégal, en février dernier, n'a pas changé ma vision de mon pauvre pays et de ses dirigeants. J'ai été très choqué par la pauvreté des populations, des enfants qui mendient. Alors que de l'autre côté, c'est une minorité au pouvoir sans scrupule qui profite, s'enrichit.

Cela valait-il la peine pour moi d'immigrer ? À cette question, je répondrais simplement : avais-je simplement le choix, vu qu'aucune opportunité ne s'offrait à moi dans mon pays ? Là réside la raison fondamentale de notre immigration vers les pays développés. Tant que l'Occident continuera à soutenir des dirigeants dictateurs, corrompus, qui pillent les richesses de leur pays, sans se soucier des conditions de vie des populations, nous ne pourrons jamais arrêter l'immigration. Tant que les dirigeants africains ne seront pas capables de prendre le destin de leur pays en main et de travailler pour l'intérêt collectif des populations, leurs fils chercheront toujours à partir ailleurs.

Et pourtant l'homme n'est-il pas libre d'aller où il veut sans restriction ? Pourquoi les populations des pays pauvres n'auraient-elles pas le droit de circuler librement sur cette terre sous prétexte qu'ils sont pauvres, quand celles des pays riches, elles, se voient octroyer ce droit ? Pour moi, la liberté de circuler doit être une réalité pour tous sans distinction de nationalité, de situation sociale, de zone géographique ou de couleur !!! Qui nous amène inévitablement à nous interroger sur le monde que

nous voulons construire. Un monde de haine ? De division ? D'oppression ? De discrimination ? De racisme ? De l'injustice ? Du riche contre le pauvre ? Du fort contre le faible ?

Ou un monde juste ? Équitable ? De mélange des cultures et l'acceptation de la diversité ? Un monde où l'autre est mon semblable et non mon contraire ?

Mon histoire m'a permis de méditer sur ces questions et de donner un sens à ma vie. J'espère que mon épreuve et ma souffrance pourront en aider d'autres à s'en sortir et cheminer comme j'ai su le faire.



## Remerciements

À ma mère et mon père pour m'avoir inculqué les valeurs de courage, de partage et de respect,

À Aline pour son soutien sans faille,

À Daniel Vaillant, Jean-Marie et Didier, pour leur confiance et leur combat pour ma régularisation,

À Loïc et Thomas pour la rédaction des premiers courriers au préfet,

À nos amis Juliette, Olivier et Simon pour l'amitié et le soutien,

Aux élu-e-s du 18ème, et toutes celles et ceux qui, de loin ou de près, se sont souciés de ma situation et ont partagé ma galère,

À Lionel Jospin, Cyril Montana, Maurice, Sébastien, Colette, Sarah, Lise, Yvette et Jacqueline pour la lecture du manuscrit et les corrections,

À Pierre Sané pour la préface,

À Gérald Briant et Marie-Pierre Vieu pour l'intérêt porté au manuscrit et la publication,

À Émilien Cancet et Jean-Pierre Viguié pour les portraits du livre.

Enfin, mes remerciements à tous ceux qui ont profité de ma situation de sans-papiers pour m'exploiter indignement, à l'administration insensible et complice du non-respect des droits humains, sans lesquels, peut-être, je n'aurais pas pensé écrire ce livre témoignage aujourd'hui.

© Tous droits de reproduction, adaptation, traduction réservés,  
en vertu des lois en vigueur.

Les éditions *A*rcane 17

parutions

*Le vol d'épistoles*

Pierre Dharréville

*Portraits de lutte, « Les Molex » pour mémoire*

Éric Cabanis

*Pour une Terre commune*

André Chassaigne

*Blog à part*

Olivier Dartigolles

*Manutentions d'Humanités*

Marc Tison

*Le Trotsko et la Coco*

Christian Picquet et Marie-Pierre Vieu

Entretiens par Sylvia Zappi

*À mots perdus*

Géraldine Loubriat

*La promesse*

Marwan Barghouti

*Quelque chose dans le ventre*

Pierre Dharréville

*Raccourcis*

Pierre Domengès

Les éditions *A*rcane 17

pour tous renseignements  
info.arcane17@orange.fr

achevé d'imprimer sur les presses de  
Public Imprim à Vénissieux (Rhône)  
janvier 2011

dépot légal : février 2011